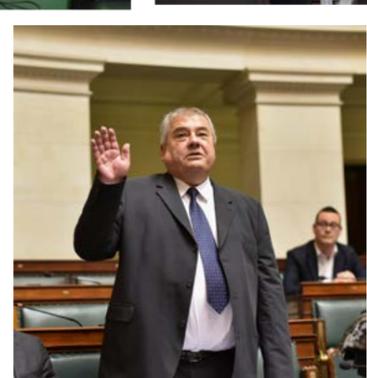




RAPPORT D'ACTIVITÉ

Sessions ordinaires 2017-2019

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS





Les affaires courantes

Les affaires courantes avant les élections: un intervalle particulier à la Chambre des représentants

La crise gouvernementale déclenchée par le Pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière ou “pacte de Marrakech” a conduit le premier ministre Charles Michel à présenter la démission du gouvernement le mardi 18 décembre 2018. Le Roi l’a acceptée le vendredi 21 décembre 2018 et a chargé l’exécutif démissionnaire d’expédier les affaires courantes. La période des affaires courantes a donc officiellement commencé à cette date.

Dès lors qu’en période d’affaires courantes le gouvernement démissionnaire ne peut plus exercer pleinement sa responsabilité politique, ses compétences sont limitées. Il ne peut en effet plus être renversé par la Chambre. En tant que pouvoir exécutif, son pouvoir de décision est cantonné, par conséquent, aux “affaires de gestion journalière”, aux “affaires d’intérêt plus qu’ordinaire, encore que ne concernant pas des affaires de gouvernement” et aux “affaires urgentes”¹. En principe, ces restrictions ne s’appliquent pas au gouvernement en tant que branche du pouvoir législatif puisque, même si la Chambre ne peut pas renverser le gouvernement, rien ne l’empêche de rejeter les projets de loi déposés par l’exécutif démissionnaire. L’assemblée parlementaire, pour sa part, conserve la plénitude de ses compétences législatives durant l’intervalle des affaires courantes. Concrètement, il a été convenu en Conférence des présidents que la Chambre pourrait poursuivre l’examen de propositions de loi en commission et en séance plénière et que, moyennant l’assentiment de cette même Conférence des présidents, le gouvernement pourrait déposer, par ailleurs, des projets de loi urgents. Voici ce qu’il en est du cadre juridique, qui ne diffère pas fondamentalement dans une période d’affaires courantes qui précède des élections ou qui leur succède.

La dynamique politique est par contre différente. Après le début des affaires courantes, les activités de la Chambre se sont poursuivies jusqu’au 25 avril 2019, soit un mois avant les élections fédérales du 26 mai 2019. Au cours d’une telle période, chaque parti souhaite mettre son programme en valeur et afficher son identité, aussi les forces centrifuges du jeu politique sont-elles extrêmement puissantes. À la suite de la défection de la N-VA le 9 décembre 2018, le gouvernement démissionnaire a, de plus, perdu sa majorité à la Chambre, ce qui a donné lieu à une configuration exceptionnelle. De nombreux projets de loi – et principalement des propositions de loi – ont pourtant été adoptés en commission et en séance plénière en cette période d’affaires courantes, tantôt avec le soutien de l’ancien allié N-VA, tantôt avec l’apport de majorités singulièrement inattendues. Contrairement au déroulement des votes en séance plénière en temps normal, où les partis de la majorité s’entendent préalablement sur leur vote et où les amendements présentés par l’opposition aux propositions ou aux projets de loi de la majorité ont peu de chance d’être acceptés, l’issue des votes a été cette fois beaucoup moins prévisible.

Des votes surprenants

L’adoption de projets de loi du gouvernement démissionnaire était largement tributaire de son ancien partenaire, la N-VA². Ce parti a accepté de soutenir des projets de loi s’inscrivant dans le cadre de l’exécution de l’accord de gouvernement ou ayant fait précédemment l’objet d’un compromis au sein de l’exécutif; il a refusé en revanche d’en soutenir d’autres. L’ancienne majorité

¹ J. Velaers et Y. Peeters, "De 'lopende zaken' en de ontslagnemende regering", TBP 2008, 5

² Il en va de même pour les propositions de lois déposées par les partis restants du gouvernement, souvent des projets de loi convertis en propositions. En d’autres termes, un texte législatif initialement coulé dans un projet de loi (déposé ou à déposer par le gouvernement) est repris dans une proposition de loi, déposée par un ou plusieurs membres de la Chambre.

s'est accordée sans problème, par exemple, sur l'adoption du projet de loi organisant notamment le service garanti dans les établissements pénitentiaires lors de grèves³. Le projet de loi portant création de la Brussels International Business Court a par contre capoté: conscient que, faute de soutien tant du côté de la N-VA que de l'opposition, le projet ne recueillerait pas de majorité, le ministre de la Justice l'a fait retirer de l'ordre du jour lors de l'ultime séance plénière de la session parlementaire⁴.

De même, aux premiers jours de la période des affaires courantes, la N-VA a refusé d'adopter les projets de budget pour 2019. Le parti avait certes été associé à la confection du budget, mais dès lors qu'il n'était plus membre du gouvernement, il craignait de ne plus pouvoir influencer sur son exécution. Désormais privés d'une majorité à la Chambre, les projets de budget ont été retirés de l'ordre du jour de la séance plénière et, lors de la séance du 20 décembre 2018, l'Assemblée a adopté à la place un projet de loi de finances (douzièmes provisoires) par 133 voix pour, 3 voix contre et 2 abstentions⁵.

À plusieurs reprises durant la période d'affaires courantes, des amendements présentés par des partis de l'opposition ou par l'ancien allié N-VA ont aussi été adoptés. Ces amendements portaient généralement sur des détails techniques ou étaient le fruit d'un consensus entre partis en vue de l'adaptation du texte proposé. L'adoption d'un amendement présenté par l'opposition PS à une proposition de résolution relative aux œuvres d'art "translocalisées" n'est cependant pas passée inaperçue⁶. Ce résultat a en effet été obtenu grâce notamment à l'abstention de la N-VA, dictée non pas par des raisons de fond mais par une divergence de vues de principe sur l'interprétation de la notion d'affaires courantes. En l'occurrence, la N-VA considérait qu'il était inapproprié de formuler des demandes politiques dans une résolution à l'adresse d'un gouvernement démissionnaire, désormais dépourvu de toute légitimité démocratique pour mener une action politique⁷.

Les abstentions peuvent conduire à des résultats de vote encore plus étranges. Ainsi, le 21 février, une proposition de loi déposée par Catherine Fonck (cdH) a été adoptée par à peine 36 voix sur les 128 votes exprimés - 36 voix pour (cdH, N-VA et Vlaams Belang), 2 voix contre et pas moins de 90 abstentions⁸.

D'autres résultats de vote singuliers ont trait à des propositions de rejet. Le 6 février 2019, la commission de l'Intérieur avait discuté d'une proposition de loi déposée par la N-VA (ex-parti du gouvernement) et par l'Open Vld visant à autoriser les fonctionnaires de police à se porter candidat aux élections communales et provinciales⁹. La proposition avait été rejetée par la commission mais, le 21 février à la demande de l'un de ses auteurs, elle a néanmoins été soumise à la séance plénière. Dans un tel cas de figure, l'assemblée plénière de la Chambre ne statue cependant pas sur la proposition de loi elle-même, mais bien sur la proposition de rejet formulée par la commission. En d'autres termes : si la proposition de rejet est adoptée comme il est d'usage en temps normal, la proposition de loi est définitivement rejetée¹⁰. Cette fois, il en a néanmoins été autrement. La proposition de rejet a été rejetée par 54 voix pour, 63 contre et 10 abstentions; la proposition de loi de la N-VA et de l'Open Vld a été renvoyée à la commission¹¹ laquelle l'a de nouveau rejetée¹².

Un cas semblable s'est présenté le 25 avril lors de la toute dernière séance plénière, cette fois avec une issue favorable pour les auteurs de la proposition. Il s'agissait d'une proposition de rejet de la proposition de loi déposée par la N-VA, ex-partenaire du gouvernement, et cosignée par le CD&V, tendant à interdire la vente de tabac et de produits similaires à des mineurs¹³. Depuis le

3 Projet de loi concernant l'organisation des services pénitentiaires et le statut du personnel pénitentiaire (DOC 54 3351/001-009); Compte Rendu Intégral, Chambre, session ordinaire 2018-2019, 14 mars 2019, n° P275, p.31.

4 Projet de loi instaurant la Brussels International Business Court (DOC 54 3072/001-013); Compte Rendu Intégral, Chambre, session ordinaire 2018-2019, 25 avril 2019, n°P284, p.3.

5 Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 2019 (DOC 54 3432/001-006); Compte Rendu Intégral, Chambre, session ordinaire 2018-2019, 20 décembre 2018, n° P264, p.124.

6 Proposition de résolution relative aux œuvres d'art "translocalisées" et à l'entame d'un dialogue avec l'État français (DOC 54 2847/001-012).

7 Compte Rendu Intégral, Chambre, session ordinaire 2018-2019, 14 mars 2019, P275, p.39.

8 Proposition de loi modifiant la loi du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, visant à instaurer un contingentement des médecins et des dentistes formés dans une université étrangère (DOC 54 3032/001-007); Compte Rendu Intégral, Chambre, session ordinaire 2018-2019, 21 février 2019, P271, p. 99-100.

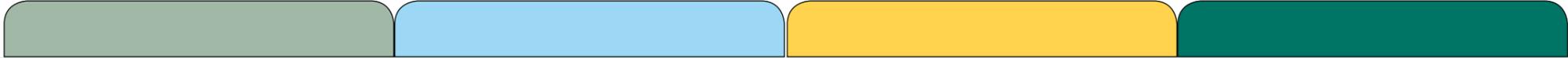
9 Proposition de loi abrogeant l'interdiction pour les fonctionnaires de police de la police locale de se porter candidat à un mandat politique local ou provincial en dehors de leur zone de police et modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux en ce qui concerne le mandat politique (DOC 54 1192/001-003).

10 Cf. article 88 du Règlement de la Chambre: " Lorsque la commission propose de rejeter un projet de loi ou une proposition, l'assemblée plénière se prononce sur cette proposition de rejet à la demande de l'auteur ou, s'il s'agit d'une proposition de loi adoptée par le Sénat, du président, après avoir entendu le rapporteur et, éventuellement, l'auteur du projet de loi ou de la proposition. Si l'assemblée se rallie à l'avis de la commission, le projet de loi ou la proposition est rejeté. Dans le cas contraire, la discussion est poursuivie, à moins que l'assemblée plénière ne renvoie à nouveau le texte à la commission."

11 Compte Rendu Intégral, Chambre, session ordinaire 2018-2019, 21 février 2019, P271, p. 102-103.

12 Lors de la réunion de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 12 mars 2019.

13 Projet de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits afin d'interdire la vente de tabac et de produits similaires à des mineurs (DOC 54 1599/001-005).



gouvernement, l'Open Vld, en particulier, s'est opposé à la proposition de la N-VA, souhaitant donc son rejet. La N-VA et le CD&V ont cependant pu compter sur l'appui de partis de l'opposition, à savoir le cdH, Ecolo-Groen, le sp.a, le Vlaams Belang, le Parti Populaire et DéFI, de sorte qu'au total 80 membres ont voté contre le rejet alors que 52 y étaient favorables. La proposition de rejet a dès lors été rejetée¹⁴. Dans la foulée, la Chambre a décidé d'ouvrir immédiatement la discussion en séance plénière. Celle-ci a débouché sur un vote sur la proposition proprement dite et, quelques minutes plus tard, sur l'adoption de ce texte à une majorité écrasante, à savoir par 118 voix et seulement 16 abstentions de l'Open Vld¹⁵. (Un fait unique dans l'histoire parlementaire belge?)

Enfin, la période d'affaires courantes précédant les élections, marquée par la présence d'un gouvernement démissionnaire sans majorité, a également entraîné une situation assez complexe pour l'organisation de la fin des travaux parlementaires. Au cours de la précédente décennie, il était devenu habituel de dissoudre les chambres législatives par le biais d'une déclaration de révision de la Constitution adoptée par les trois branches du pouvoir législatif, à savoir la Chambre, le Sénat et le Roi. Dans le passé, le gouvernement en prenait l'initiative par le dépôt, à la Chambre et/ou au Sénat, d'un projet contenant une liste d'articles de la Constitution qu'il désirait déclarer ouverts à révision. La Chambre entamait ensuite les débats sur la base de ce projet, après quoi des amendements pouvaient éventuellement être adoptés. Dans un passé récent, la liste définitive adoptée en séance plénière correspondait dès lors, dans les grandes lignes, à la liste présentée par le gouvernement.

Dans le cas présent, les articles à déclarer ouverts à révision ne faisaient cependant pas l'objet d'un consensus au sein du gouvernement démissionnaire. Le MR en particulier, parti du premier ministre Charles Michel, était récalcitrant à l'idée d'une déclaration de révision de la Constitution, craignant l'agitation communautaire après les élections. La commission de Révision de la Constitution a dès lors pris l'initiative d'établir elle-même une liste d'articles de la Constitution qui devraient être déclarés ouverts à révision. Dans ce contexte, les diverses propositions déposées par les différents groupes parlementaires ont servi de base à la discussion en commission. Les articles de la Constitution désignés par une majorité des membres de la commission ont été inscrits sur une liste unique, qui a ensuite été soumise à l'examen de la séance plénière de la Chambre. Différents articles de la Constitution ont encore été supprimés de la liste lors du vote en séance plénière, tandis que d'autres ont été ajoutés par voie d'amendements¹⁶.

L'intérêt de cette méthode improvisée était qu'elle permettait aux différents partis d'exprimer selon leurs propres convictions, sans devoir tenir compte des accords politiques conclus avec d'autres partis, leur vision quant au devenir du principal document de notre démocratie. Patrick Dewael, chef de groupe de l'Open Vld, a ainsi défendu avec ferveur l'idée d'insérer dans notre Constitution un préambule énonçant formellement les valeurs fondamentales de notre société. En séance plénière, il a reçu l'appui des partis d'opposition Ecolo-Groen, PS et PTB Go! mais n'a pas pu compter sur le soutien de ses collègues de la majorité (MR et CD&V) ni de la N-VA, de sorte qu'il lui a manqué des voix pour faire adopter sa proposition¹⁷.

Les trois déclarations de révision de la Constitution – de la Chambre, du Sénat et du Roi – sont finalement parues au *Moniteur belge* du 23 mai 2019¹⁸. Étant donné que la déclaration déposée par le gouvernement était nettement plus restreinte que celles de la Chambre et du Sénat, seuls les quelques articles de la Constitution communs aux trois déclarations seront soumis à révision au cours de la prochaine législature.

Voilà pour l'aperçu de quelques votes remarquables intervenus au cours de la période d'affaires courantes ayant précédé les élections fédérales du 26 mai 2019. La dynamique particulière qui est alors apparue, était surtout imputable à la perte, par le gouvernement démissionnaire, de sa majorité à la Chambre. Il pourrait être intéressant par la suite d'examiner quelles répercussions les nouveaux rapports de force apparus à l'issue des élections ont eues sur le travail législatif. En attendant la mise en place d'un nouveau gouvernement de plein exercice, la Chambre devra en effet continuer à coopérer avec un gouvernement démissionnaire ne pouvant compter que sur l'appui de 38 membres de la Chambre nouvellement constituée.

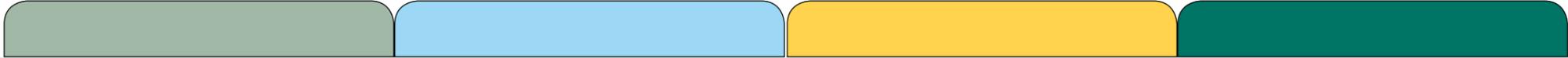
14 *Compte Rendu Intégral*, Chambre, session ordinaire 2018-2019, 25 avril 2019, P284, p. 40 - 41.

15 *Compte Rendu Intégral*, Chambre, session ordinaire 2018-2019, 25 avril 2019, P284, p. 43 - 44.

16 Déclaration de révision de la Constitution (DOC 54 3708/001-004); *Compte Rendu Intégral*, Chambre, session ordinaire 2018-2019, 4 avril 2019, P281, p. 134 - 163.

17 *Compte Rendu Intégral*, Chambre, session ordinaire 2018-2019, 4 avril 2019, P281, p. 135.

18 *Moniteur belge* du 23 mai 2019, p. 48775 - 48780.



GROUPE DE TRAVAIL RENOUVEAU POLITIQUE

Les réalisations

Le groupe de travail Renouveau politique a été mis en place au début de 2017 à la suite, entre autres, de scandales qui ont éclaboussé l'organisation bruxelloise pour les sans-abris Samusocial, l'intercommunale wallonne Publifin et la SA Publipart en Flandre.

Les révélations sur le rôle joué par quelques responsables politiques dans ces dossiers, leurs participations controversées dans des sociétés et les rétributions élevées qu'ils ont parfois perçues pour des prestations limitées avaient sérieusement entamé la confiance des citoyens.

Il était urgent de restaurer l'image de la politique.

Tous les groupes politiques, y compris les groupes non reconnus, ont pu être représentés au sein du groupe de travail. En procédant de la sorte, le groupe de travail voulait montrer sa détermination et qu'il n'y aurait pas de thèmes tabous. Le groupe de travail ne pouvait être un petit "club" fermé, les journalistes et le public seraient informés tant des propositions que des débats auxquels elles donneraient lieu. Une date butoir fut également fixée: les travaux devraient s'achever fin juin.

Le groupe de travail a publié son rapport en juillet 2017. Celui-ci comporte une liste de pas moins de 66 propositions¹. Voici un aperçu de quelques nouveautés importantes qui ont pu être réalisées grâce aux recommandations du groupe de travail Renouveau politique.

Le fonctionnement du Parlement

Le groupe de travail a opté résolument pour un e-Parliament. S'il est déjà possible depuis quelques années de suivre les séances plénières en direct par le biais du site internet de la Chambre, les réunions de commission feront aussi l'objet d'un streaming vidéo dans le futur. Les nouvelles salles de réunion des commissions inaugurées en 2016 possèdent tout l'équipement requis à cette fin.

D'autres propositions ont recueilli un très large consensus: améliorer le site internet de la Chambre, permettre aux utilisateurs externes d'accéder aux données de la Chambre (open data) et publier les votes finaux en commission.

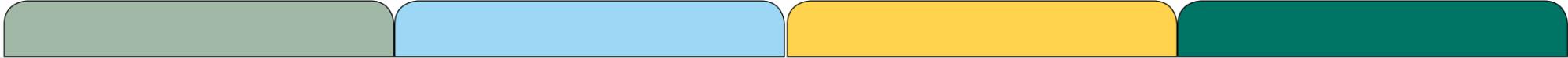
Un problème a particulièrement retenu l'attention: celui de la participation parfois insuffisante des parlementaires aux travaux des commissions. Le groupe de travail a estimé que les membres absents aux réunions des commissions devaient renoncer à une partie de leur rémunération. Cette règle est déjà d'application pour les séances plénières à l'heure actuelle. Dans le futur, l'absence non justifiée d'un membre lors du vote sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi en commission entraînera aussi la perte d'une partie de son indemnité.

La transparence en matière de patrimoine et de mandats

Depuis 2005, de très nombreux titulaires de fonctions publiques sont tenus de déposer chaque année auprès de la Cour des comptes une liste de leurs mandats, fonctions et professions. Selon les circonstances, ils doivent également présenter une déclaration de patrimoine.

Le groupe de travail a souhaité encore durcir les règles à cet égard. Tout responsable politique sera tenu de déclarer au centime près les sommes que son mandat public lui rapporte.

¹ Doc 54-2584/1 – Rapport fait par Mme Monica De Coninck et M. Emmanuel Burton



Le registre des lobbies

Plusieurs parlements possèdent déjà un registre dans lequel sont répertoriés les noms des personnes et des organisations ayant influencé directement ou indirectement le processus législatif, l'exécution de la politique publique ou les processus décisionnels.

S'inspirant de ces exemples, la Chambre demande aussi l'inscription dans un registre des lobbies des personnes et des groupes d'intérêts qui s'efforcent de peser sur le processus législatif. La signature de ce registre entraînera l'adhésion des intéressés au code de bonne conduite qui y est lié.

Dans l'intervalle, un peu plus de quarante entreprises ou organisations se sont déjà inscrites et leur nombre grandit de jour en jour.

Le statut et les rémunérations

La rémunération des parlementaires qui cumulent leur mandat avec un autre mandat public est limitée au plafond de 150 % de l'indemnité parlementaire. Cela signifie, par exemple, que les parlementaires exerçant un mandat communal perçoivent comme traitement de base leur indemnité parlementaire et que le traitement afférent au mandat d'échevin ou de bourgmestre est ensuite puisé dans la caisse communale jusqu'à atteindre ces 150 pour cent.

Pour couper court à toutes les spéculations sur ce point, le groupe de travail a décidé que les règles applicables en matière de statut et de rémunérations des parlementaires seront publiées sur le site internet de la Chambre.

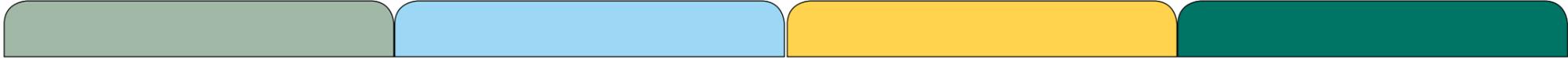
Le groupe de travail a également décidé que le président de la Chambre ne peut exercer aucun autre mandat rémunéré, qu'il soit public ou privé.

La législation électorale et la participation citoyenne

Le droit de pétition permet aux citoyens de faire inscrire des thèmes spécifiques à l'agenda politique. Jusqu'ici, les pétitions n'ont que peu retenu l'attention et les citoyens recevaient une réponse écrite à leurs demandes. Le groupe de travail Renouveau politique a souhaité faire du droit de pétition un instrument de la participation citoyenne.

Les pétitions peuvent désormais être déposées par voie électronique. De plus, un portail sera mis à la disposition de manière à soumettre les pétitions à une grande partie de la population. Dès lors qu'une pétition est signée par au moins 25 000 personnes âgées de 16 ans accomplis et ayant leur domicile en Belgique, dont au moins 14 500 sont domiciliées en Région flamande, 2 500 dans la Région de Bruxelles-Capitale et 8 000 en Région wallonne, le pétitionnaire principal a le droit d'être entendu par la commission de la Chambre qui est compétente.

Le groupe de travail a également débattu de plusieurs propositions tendant à modifier la législation électorale. Ainsi, il a notamment été proposé d'abaisser l'âge du droit de vote et de supprimer l'effet dévolutif de la case de tête. Aucun consensus n'a pu être trouvé sur ces propositions.



LE DROIT D'ENQUÊTE DE LA CHAMBRE

Trois commissions d'enquête parlementaires et une commission spéciale ont poursuivi et/ou finalisé les travaux qu'elles avaient entamés, à la suite de différents événements, au cours de la session précédente. Par ailleurs, une commission de suivi Attentats terroristes a été installée. Ces commissions concrétisent le droit d'enquête que la Constitution, en son article 56, confère à la Chambre. Elles ont pour objectifs d'examiner des faits (par l'audition d'experts et de témoins, notamment) et de formuler des propositions en vue d'améliorer la législation.

La commission d'enquête parlementaire Attentats terroristes (ou "commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les circonstances qui ont conduit aux attentats terroristes du 22 mars 2016 dans l'aéroport de Bruxelles-National et dans la station de métro Maelbeek, y compris l'évolution et la gestion de la lutte contre le radicalisme et la menace terroriste"), constituée le 14 avril 2016, a mené ses travaux au-delà de la date initialement prévue pour le dépôt de son rapport final. Cette date a, en effet, été reportée à plusieurs reprises et, sur proposition de la Conférence des présidents du 10 novembre 2017 adoptée en séance plénière le 12 octobre 2017, fixée au 31 octobre 2017.

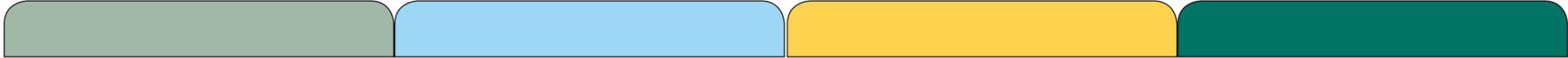
Entre juillet 2016 et octobre 2017, la commission Attentats terroristes a poursuivi l'examen du volet "radicalisme". Les auditions relatives à ce volet ont d'une part porté sur des informations générales, avec des spécialistes du monde académique. D'autre part, des acteurs de terrain ont abordé les domaines particuliers suivants : l'exécution des peines, la politique des cultes, l'intégration et l'immigration, les politiques locales, les nouvelles technologies et médias, l'enseignement.

La commission Attentats terroristes a tenu sa dernière réunion le 23 octobre 2017. Entre avril 2016 et octobre 2017, elle a auditionné au total (au cours de 163 réunions en séance publique ou à huis clos) 199 témoins et fait appel à de nombreux experts. Ses travaux avaient déjà donné lieu, au cours de la session précédente, à la publication de trois rapports intermédiaires et provisoires (sur les volets "assistance et secours" et "architecture de la sécurité"). Lors de sa séance plénière du 26 octobre 2017, la Chambre a adopté à l'unanimité le quatrième rapport intermédiaire de la commission consacré au volet "Radicalisme" et l'ensemble des recommandations qui y sont formulées (DOC 54 1752/009), de même que le rapport final de la commission Attentats terroristes (DOC 54 1752/010).

Dans ce dernier rapport, la commission d'enquête parlementaire recommande la création d'une commission de suivi pour contrôler la mise en œuvre de ses recommandations. Cette commission de suivi a été installée le 20 novembre 2017. Le 14 mars 2018, elle a organisé en présence des associations de victimes un échange de vues avec M. Koen Geens, ministre de la Justice, Mme Maggie De Block, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et M. Steven Vandeput, ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique. Par ailleurs, la Conférence des présidents du 7 février 2018 a pris la décision de mettre fin aux travaux de la commission temporaire "Lutte contre le terrorisme". Créée en novembre 2015, après les attentats de Paris, celle-ci était chargée d'examiner les projets et propositions de loi relatifs à la mise en œuvre de mesures de lutte contre le terrorisme.

La commission spéciale Fraude fiscale internationale/Panama Papers, constituée le 21 avril 2016 après la divulgation de documents confidentiels – les *Panama Papers* – révélant l'implication d'institutions financières dans des montages financiers, a poursuivi l'examen du volet belge du dossier ainsi que l'analyse et l'évaluation de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales internationales en Belgique. Le mandat de cette commission spéciale (dont la durée initiale couvrait la période du 25 avril 2016 au 31 décembre 2016) a, en effet, été prorogé à plusieurs reprises afin de lui permettre de finaliser ses travaux pour le 31 octobre 2017.

Pour permettre l'audition de témoins sous serment en ce qui concerne l'examen du rôle des institutions financières dans le cadre de la fraude fiscale internationale, la Chambre avait adopté le 16 mars 2017, en assemblée plénière, la proposition de loi "visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée de finaliser la mission de la commission spéciale Fraude fiscale internationale/Panama Papers". Le mandat de cette commission d'enquête, qui couvrait initialement la période du 16 mars au 31 mai 2017, a également été prorogé afin d'aligner les travaux des deux commissions. La commission d'enquête a, dès lors, poursuivi ses travaux en vue du dépôt de son rapport final, dont les constatations ont été intégrées dans le rapport final de la commission spéciale Fraude fiscale internationale/Panama Papers.

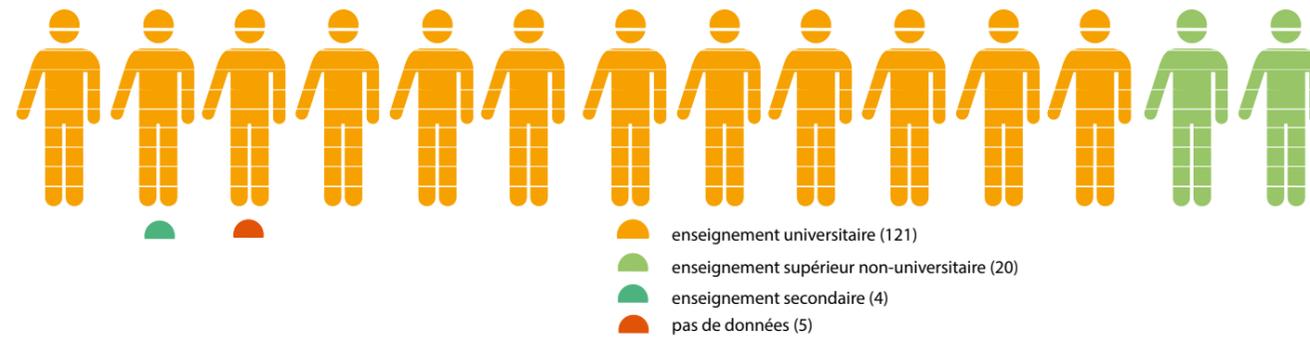
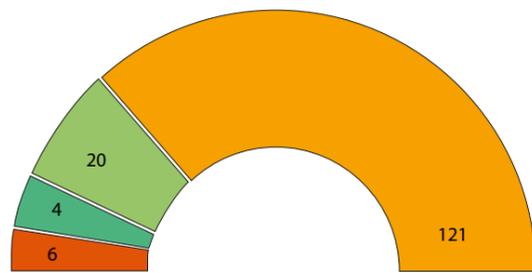


Le 16 novembre 2017, l'assemblée plénière de la Chambre a consacré un débat à ce rapport final. La commission, après avoir entendu 90 personnes au cours de 21 réunions publiques, a pris comme base le pré-rapport établi par les experts, lequel contenait plus de cent recommandations. Elle a ensuite consacré 12 réunions de travail à la formulation de 132 recommandations visant à améliorer la lutte contre la fraude fiscale. Finalement, 97 de ces 132 recommandations ont été adoptées à l'unanimité et huit recommandations ont été rejetées par l'opposition ; les autres recommandations ont fait l'objet d'abstentions.

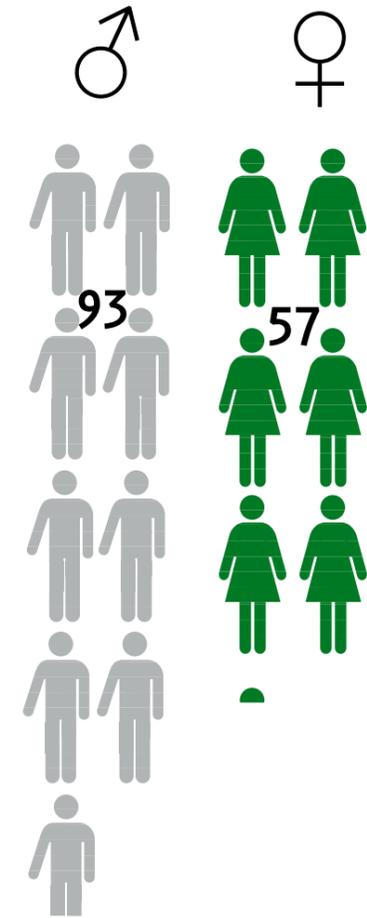
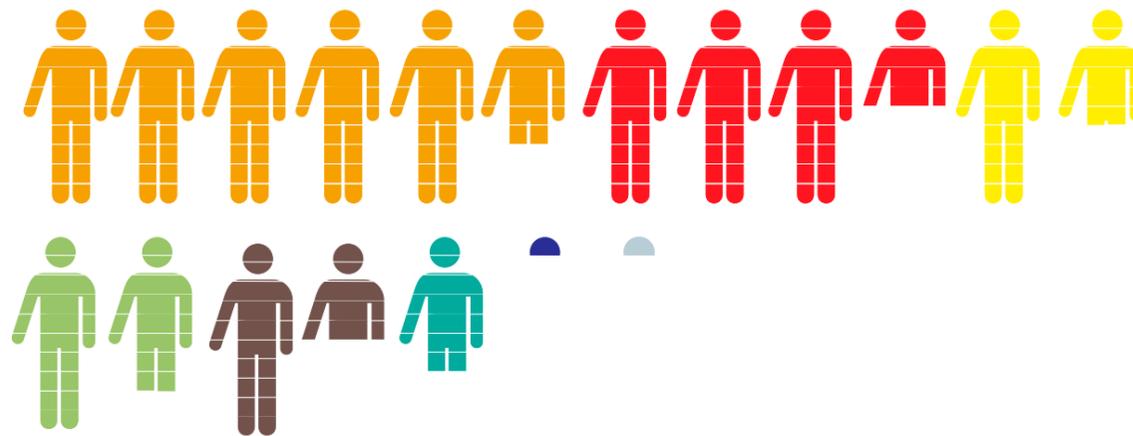
La commission d'enquête parlementaire "chargée d'enquêter sur les circonstances ayant conduit à l'adoption et l'application de la loi du 14 avril 2011 portant des dispositions diverses, en ce qui concerne la transaction pénale", instituée le 1^{er} décembre 2016, a également poursuivi ses travaux. Cette commission devait examiner le processus d'élaboration de la loi "sur la transaction pénale élargie", laquelle permet l'extinction de poursuites judiciaires contre une somme d'argent. Ce mécanisme avait été appliqué à trois milliardaires kazakhs à l'époque où se négociait, notamment, la vente d'hélicoptères par la France au Kazakhstan. La commission s'est intéressée au rôle éventuellement joué par des responsables politiques belges et étrangers dans le cadre de cette affaire également appelée *Kazakhgate*.

Entre décembre 2016 et mars 2018, la commission "Transaction pénale" a auditionné 177 témoins au cours de 171 auditions publiques et 31 auditions à huis clos. Elle a élaboré un rapport de 492 pages, annexes comprises, dont six pages de recommandations. Celles-ci renvoient pour l'essentiel au travail parlementaire existant sur le renouveau politique. Le rapport, qui a donné lieu à dix heures de débat en séance plénière, a été adopté majorité contre opposition.

LA CARTE SOCIOLOGIQUE DE LA CHAMBRE



- Employés (57)
- Professions libérales (35)
- Enseignement (16)
- Fonctionnaires (18)
- Indépendants (15)
- Sans profession (7)
- journalistes (1)
- Ouvriers (1)





Modifications pendant la session ordinaire 2017-2018:

Démissions

Anciens membres & date démission

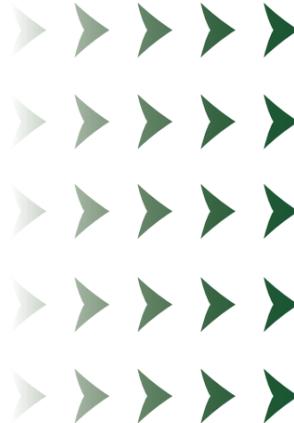
DEMEYER Willy
02.11.2017

VANHESTE Ann
11.12.2017

TURTELBOOM Annemie
01.05.2018

MASSIN Eric
03.05.2018

PONCELET Isabelle
13.09.2018



Remplacé par
CHABOT Jacques depuis le 09.11.2017

CASIER Youro depuis le 13.12.2017

WILRYCX Frank depuis le 03.05.2018

HENRY Olivier depuis le 24.05.2018

GOFFINET Anne-Catherine depuis le 20.09.2018

Remplacements d'un membre du gouvernement fédéral (art. 50 de la Constitution)

Est membre du gouvernement fédéral

FLAHAUT André
22.07.2014



Remplacement à la Chambre des représentants

CRUSNIÈRE Stéphane du 30.07.2014 au 03.10.2018
CORTHOUTS Michel depuis le 04.10.2018

Modifications pendant la session ordinaire 2018-2019:

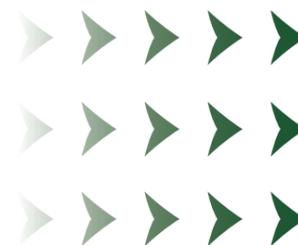
Démissions

Anciens membres & date démission

GERKENS Muriel
11.10.2018

HELLINGS Benoît
30.11.2018

LAHAYE-BATTHEU Sabien
05.12.2018



Remplacé par

SCHLITZ Sarah depuis le 18.10.2018

WATERSCHOOT Véronique depuis le 06.12.2018

DE CROM Sandrine depuis le 06.12.2018

Remplacements d'un membre du gouvernement fédéral (art. 50 de la Constitution)

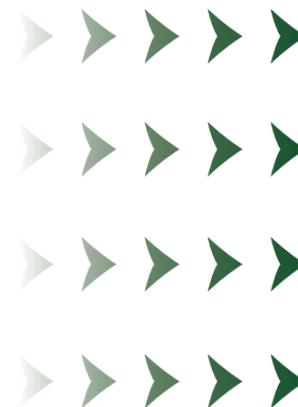
Est membre du gouvernement fédéral

VANDEPUT Steven
11.10.2014 — 12.11.2018

JAMBON Jan
11.10.2014 — 09.12.2018

FRANCKEN Theo
11.10.2014 — 09.12.2018

DEMIR Zuhul
24.02.2017 — 09.12.2018



Remplacement à la Chambre des représentants

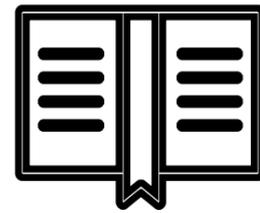
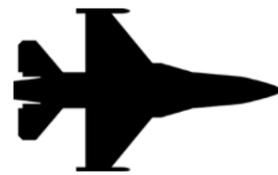
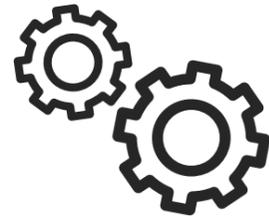
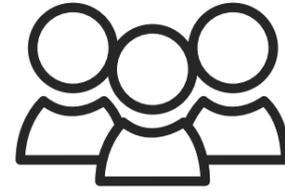
RASKIN Wouter du 14.10.2014 au 12.11.2018

KLAPS Johan du 14.10.2014 au 09.12.2018

HUFKENS Renate du 14.10.2014 au 09.12.2018

VAN der DONCKT Wim du 09.03.2017 au 09.12.2018

Les commissions permanentes



Loi du 22 octobre 2017 modifiant la loi du 12 mai 2014 relative aux sociétés immobilières réglementées.	DOC 54K2532
Loi du 22 octobre 2017 portant des dispositions fiscales diverses I.	DOC 54K2639
Loi du 21 novembre 2017 relative aux infrastructures des marchés d'instruments financiers et portant transposition de la Directive 2014/65/UE.	DOC 54K2658
Loi du 29 novembre 2017 modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, en ce qui concerne l'exigibilité de la taxe, les opérations assimilées à des prestations de services, le régime du perfectionnement actif à l'importation et l'exemption de la taxe pour la livraison de bateaux affectés à la navigation en haute mer.	DOC 54K2668
Loi du 5 décembre 2017 portant des dispositions financières diverses.	DOC 54K2682
Loi du 17 décembre 2017 modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers en vue de régler les recours contre certaines décisions prises par la FSMA en vertu de la loi relative aux infrastructures des marchés d'instruments financiers.	DOC 54K2659
Loi du 17 décembre 2017 portant des dispositions fiscales diverses II.	DOC 54K2764
Loi du 22 décembre 2017 contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2018.	DOC 54K2689
Loi du 22 décembre 2017 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018.	DOC 54K2690
Loi-programme du 25 décembre 2017 (art. 56 à 65 et 68 à 143).	DOC 54K2746
Loi du 25 décembre 2017 portant des dispositions fiscales diverses III.	DOC 54K2791
Loi du 25 décembre 2017 portant des dispositions fiscales diverses IV.	DOC 54K2792
Loi du 25 décembre 2017 portant réforme de l'impôt des sociétés.	DOC 54K2864
Loi du 7 février 2018 instaurant une taxe sur les comptes-titres.	DOC 54K2837
Loi du 6 mars 2018 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les ressources des orphelins.	DOC 54K1488
Loi du 11 mars 2018 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'instaurer une réduction d'impôt pour les frais d'adoption.	DOC 54K2740
Loi du 11 mars 2018 relative au statut et au contrôle des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, et à l'activité d'émission de monnaie électronique, et à l'accès aux systèmes de paiement.	DOC54K2896
Loi du 26 mars 2018 relative au renforcement de la croissance économique et de la cohésion sociale (art. 19 à 21 et 28 à 137).	DOC 54K2922
Loi du 29 mars 2018 visant à élargir les missions et à renforcer le rôle du service de conciliation fiscale.	DOC 54K1521
Loi du 30 mars 2018 concernant l'instauration d'une allocation de mobilité (art. 1 ^{er} à 15 et 22 à 34).	DOC 54K2838
Loi du 15 avril 2018 modifiant l'article 375 du Code des impôts sur les revenus 1992.	DOC 54K0201
Loi du 15 avril 2018 contenant le règlement définitif des budgets d'organismes d'intérêt public pour l'année 2013.	DOC 54K2959
Loi du 27 avril 2018 relative à certaines procédures de recours accélérées auprès du Conseil d'État.	DOC 54K2897
Loi du 4 mai 2018 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les libéralités accordées aux entités créées sous la forme d'une fondation qui dépendent des hôpitaux universitaires agréés.	DOC 54K2536

Loi du 25 mai 2018 visant à approuver le compte général de l'Administration générale pour l'année 2016 et des comptes d'exécution des budgets des Services de l'État à gestion séparée pour des années précédentes.	DOC 54K2797
Loi du 29 mai 2018 fixant les conditions du passage à l'assujettissement à l'impôt des sociétés d'entreprises portuaires.	DOC 54K3003
Loi du 3 juillet 2018 modifiant le régime d'aides fiscales en faveur du transport maritime.	DOC 54K3103
Loi du 8 juillet 2018 portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt.	DOC 54K3114
Loi du 11 juillet 2018 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 2018.	DOC 54K3036
Loi du 11 juillet 2018 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018.	DOC 54K3037
Loi du 11 juillet 2018 portant abrogation de l'article 104 du Code des droits de succession.	DOC 54K3071
Loi du 11 juillet 2018 dans le cadre de l'intégration des bureaux d'hypothèque au sein de l'Administration Sécurité juridique de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale du Service public fédéral Finances et des nouvelles organisation et répartition des compétences au sein de l'Administration de la Sécurité juridique.	DOC 54K3093
Loi du 11 juillet 2018 sur la Caisse des Dépôts et Consignations.	DOC 54K3100
Loi du 11 juillet 2018 relative aux offres au public d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés.	DOC 54K3150
Loi du 18 juillet 2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale (art. 1 à 90, 108 à 11 et 158 à 277).	DOC 54K2839
Loi du 30 juillet 2018 portant des dispositions diverses en matière de taxe sur la valeur ajoutée.	DOC 54K3121
Loi du 30 juillet 2018 portant des dispositions diverses en matière d'impôts sur les revenus.	DOC 54K 3147
Loi du 30 juillet 2018 visant l'optimisation de l'aide aux employeurs qui investissent dans une zone en difficulté.	DOC 54K3148
Loi du 30 juillet 2018 portant des dispositions financières diverses .	DOC 54K3172
Loi domaniale du 30 juillet 2018.	DOC 54K3179
Loi du 5 septembre 2018 modifiant les dispositions de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique et de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers relatives aux recours contre certaines décisions prises par la FSMA et par la BNB en matière d'instruments financiers et de dépositaires centraux de titres.	DOC 54K3178
Loi du 5 septembre 2018 instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.	DOC 54K3185
Loi du 14 octobre 2018 modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue de réformer les droits de greffe.	DOC 54K2569
Loi du 14 octobre 2018 modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne la taxation optionnelle en matière de location de biens immeubles par nature et modifiant l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne le taux de TVA réduit en matière de location taxée de biens immeubles par nature.	DOC 54K3254
Loi domaniale du 14 octobre 2018.	DOC 54K3257

Loi du 7 novembre 2018 relative à l'octroi de la garantie de l'État sous la forme d'un cautionnement, dans le contexte d'un contrat DBFM, pour la construction d'un nouveau complexe pénitentiaire à Anvers.	DOC 54K3288
Loi du 7 novembre 2018 modifiant la loi du 8 juillet 2018 portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt.	DOC 54K3289
Loi du 26 novembre 2018 modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne l'automatisation du titre exécutoire en matière de taxe sur la valeur ajoutée.	DOC 54K3277
Loi du 19 décembre 2018 contenant le règlement définitif des budgets d'organismes d'intérêt public pour l'année 2014.	DOC 54K3373
Loi du 20 décembre 2018 modifiant la loi du 3 juin 1964 modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire et autorisant le ministre des Finances et le ministre qui a les relations commerciales extérieures dans ses attributions, à consentir des prêts à des États ou à des organismes étrangers.	DOC 54K3360
Loi du 21 décembre 2018 contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018.	DOC 54K3366
Loi de finances du 21 décembre 2018 pour l'année budgétaire 2019.	DOC 54K3432
Loi du 11 janvier 2019 portant des mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales en matière de précompte mobilier.	DOC 54K3400
Loi du 11 février 2019 modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le traitement des bons et les régimes particuliers applicables aux services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ou aux services électroniques fournis à des personnes non assujetties.	DOC 54K3408
Loi du 11 février 2019 modifiant la loi du 21 février 2003 créant un service des créances alimentaires au sein du SPF Finances en ce qui concerne l'automatisation du titre exécutoire.	DOC 54K3411
Loi du 11 février 2019 portant des dispositions fiscales, de lutte contre la fraude, financières et diverses.	DOC 54K3424
Loi du 27 février 2019 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne le taux de TVA applicable à la fourniture de plantes et de fleurs destinées à l'aménagement et à l'entretien de jardins.	DOC 54K2261
Loi du 27 février 2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne la notion d'âge légal de la retraite.	DOC 54K2857
Loi du 1 ^{er} mars 2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en vue d'augmenter le montant de l'exonération fiscale dont bénéficient les pompiers volontaires des services publics d'incendie et les agents volontaires de la protection civile.	DOC 54K3287
Loi du 1 ^{er} mars 2019 visant à approuver le compte général de l'Administration générale pour l'année 2017 et des comptes d'exécution des budgets des Services de l'État à gestion séparée pour des années précédentes.	DOC 54K3443
Loi du 1 ^{er} mars 2019 portant ajustement de la loi de finances du 21 décembre 2018 pour l'année budgétaire 2019.	DOC 54K3556
Loi du 17 mars 2019 adaptant certaines dispositions fiscales fédérales au nouveau Code des sociétés et des associations.	DOC 54K3367
Loi du 17 mars 2019 organisant le passage de l'assujettissement à l'impôt des personnes morales à l'assujettissement à l'impôt des sociétés.	DOC 54K3368
Loi du 17 mars 2019 concernant l'instauration d'un budget mobilité (art. 1 ^{er} à 6, 8, 10 à 15 et 24 à 27).	DOC 54K3381
Loi du 17 mars 2019 modifiant certaines dispositions relatives à l'allocation de mobilité.	DOC 54K3382
Loi du 23 mars 2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les dispositions fiscales relatives au deal pour l'emploi.	DOC 54K3482
Loi du 27 mars 2019 ouvrant des crédits provisoires pour les mois d'avril, mai, juin et juillet 2019.	DOC 54K3587

Loi du 29 mars 2019 visant à étendre le tax shelter à l'industrie du jeu vidéo.	DOC 54K3078
Loi du 3 avril 2019 relative au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.	DOC 54K3554
Loi du 7 avril 2019 modifiant la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession, la loi du 13 août 2011 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité et modifiant la loi du 4 mai 2016 relative à la réutilisation des informations du secteur public.	DOC 54K3538
Loi du 7 avril 2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne l'imposition distincte.	DOC 54K0023
Loi du 7 avril 2019 modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en vue d'exempter de la T.V.A. les dons de biens non alimentaires aux plus démunis.	DOC 54K3559
Loi du 13 avril 2019 modifiant la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances en vue d'augmenter le plafond de revenus pour pouvoir bénéficier d'avances sur pension alimentaire.	DOC 54K2601
Loi du 13 avril 2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 supprimant la pénalité en cas de non-conformité à la condition du montant de rémunération de dirigeant.	DOC 54K2920
Loi du 13 avril 2019 instaurant un taux de T.V.A. réduit pour les bicyclettes et bicyclettes électriques.	DOC 54K3135
Loi du 13 avril 2019 modifiant l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux en ce qui concerne certaines publications.	DOC 54K3619
Loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.	DOC 54K3625
Loi du 22 avril 2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne l'exonération d'impôt pour la cession de l'emphytéose.	DOC 54K0696
Loi du 22 avril 2019 visant à rendre plus accessible l'assurance protection juridique.	DOC 54K3560
Loi du 22 avril 2019 modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse en vue d'instaurer un serment bancaire et un régime disciplinaire.	DOC 54K3650
Loi du 28 avril 2019 portant des dispositions fiscales diverses et modifiant l'article 1 ^{er} , § 1 ^{ter} , de la loi du 5 avril 1955.	DOC 54K3528
Loi du 2 mai 2019 portant des dispositions financières diverses.	DOC 54K3624
Loi du 2 mai 2019 portant des dispositions diverses en matière de taxe sur la valeur ajoutée et modifiant la réduction d'impôt pour libéralités.	DOC 54K3648
Loi du 2 mai 2019 transposant la Directive (UE) 2017/1852 du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne.	DOC 54K3653
Loi du 2 mai 2019 portant des dispositions fiscales diverses 2019-I.	DOC 54K3699
Loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.	DOC 54K3711

Autres activités**Échanges de vues organisés dans le cadre des discussions budgétaires**

Échange de vues sur la section 18 – SPF Finances du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018.	DOC 54K2690
Échange de vues sur la section 19 – Régie des Bâtiments du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018.	DOC 54K2690
Échange de vues sur la note de politique générale relative à la Loterie Nationale.	DOC 54K2690
Échange de vues sur la section 18 – SPF Finances du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019.	DOC 54K3294
Échange de vues sur la section 19 – Régie des Bâtiments du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019.	DOC 54K3294
Échange de vues sur la note de politique générale relative à la Loterie Nationale dans le cadre du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019.	DOC 54K3294

Échanges de vues et auditions

Le 25 octobre 2017, la commission a entendu les médiateurs fédéraux sur le rapport annuel 2016 du Médiateur fédéral.	DOC 54K2786
Le 12 décembre 2017, la commission a entendu M. Jan Smets, gouverneur de la Banque nationale de Belgique, sur l'étude de la Banque nationale de Belgique relative aux aspects budgétaires et macroéconomiques de la réforme de l'impôt des sociétés en Belgique.	DOC 54K3030
Le 26 janvier 2018, la commission a entendu, conjointement avec le comité d'avis fédéral chargé des questions européennes, Mme Vestager, commissaire européenne à la Concurrence.	DOC 54K3000
Le 14 mars 2018, la commission a entendu M. Servaas Deroose, directeur général adjoint à la Commission européenne, à propos des propositions de la Commission européenne sur l'approfondissement de l'union économique et monétaire.	DOC 54K3083
Le 20 mars 2018, la commission a entendu le gouverneur de la Banque nationale de Belgique sur le rapport annuel 2017 de la Banque nationale de Belgique.	DOC 54K3136
Le 25 avril 2018, la commission a entendu des représentants de Deloitte et procédé à un échange de vues sur la radioscopie de la Régie des Bâtiments.	DOC 54K3151
Le 8 mai 2018, la commission a procédé à un échange de vues, conjointement avec le comité d'avis fédéral chargé des Questions européennes et les commissions de l'Économie et des Affaires sociales, sur le programme national de réforme 2018 et le programme de stabilité de la Belgique 2018-2021.	DOC 54K3165
Le 22 mai 2018, la commission a procédé à un échange de vues, dans le cadre du dialogue politique, sur l'impôt des sociétés pour les services numériques.	DOC 54K3156
Le 12 décembre 2018, la commission a entendu, conjointement avec la commission de l'Économie, des représentants du Conseil national du Travail et du Conseil central l'Économie au sujet du budget mobilité.	DOC 54K3381
Le 9 janvier 2019, la commission a procédé à un échange de vues, conjointement avec le comité d'avis fédéral chargé des Questions européennes, avec Mme Annemie Turtelboom, membre de la Cour des comptes de l'Union européenne, sur le rapport annuel 2017 et sur quelques rapports spéciaux de la Cour des comptes de l'Union européenne.	DOC 54K3473
Le 15 janvier, le 1 ^{er} février et les 15 et 29 mars 2019, la commission a procédé à une série d'échanges de vues et d'auditions sur le gel des fonds libyens et sur la libération des intérêts.	DOC 54K3733

Le 12 février 2019, la commission a entendu les médiateurs fédéraux sur l'enquête « Dettes fiscales: la stratégie de recouvrement du SPF Finances ».

[DOC 54K3734](#)

Le 13 février 2019, la commission a procédé à un échange de vues avec le ministre des Finances sur le débriefing des réunions du Conseil Ecofin des 22 janvier et 12 février 2019 et l'état d'avancement de l'instauration d'une taxe sur les services numériques au niveau européen.

[DOC 54K3736](#)

Le 27 février 2019, la commission a procédé à un échange de vues avec le ministre des Finances et le ministre du Budget sur les résultats budgétaires de 2018 et les projections du Bureau fédéral du plan et de la Banque nationale de Belgique pour 2019.

[DOC 54K3735](#)

Le 20 mars 2019, la commission a organisé un échange de vues (conjointement avec la commission des Affaires sociales et le comité d'avis fédéral chargé des Questions européennes) avec des représentants de la Commission européenne à propos du rapport par pays 2019 concernant la Belgique de la Commission européenne.

[DOC 54K3718](#)

Loi du 18 octobre 2017 relative à la pénétration, à l'occupation ou au séjour illégitimes dans le bien d'autrui.	DOC 54K1008
Loi du 18 octobre 2017 transposant la directive 2014/62/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la protection pénale de l'euro et des autres monnaies contre la contrefaçon, et remplaçant la décision-cadre 2000/383/JAI du Conseil.	DOC 54K2589
Loi du 31 octobre 2017 modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, la loi du 7 juin 1969 fixant le temps pendant lequel il ne peut être procédé à des perquisitions, visites domiciliaires ou arrestations, la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police et la loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen.	DOC 54K2612
Loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données.	DOC 54K2648
Loi du 25 décembre 2017 modifiant diverses dispositions en vue de réformer les cantons judiciaires.	DOC 54K2695
Loi du 31 décembre 2017 modifiant diverses dispositions en vue d'instaurer une période de sûreté et modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive en ce qui concerne l'arrestation immédiate.	DOC 54K2731
Loi du 7 janvier 2018 modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes et le Code civil.	DOC 54K2709
Loi du 4 février 2018 contenant les missions et la composition de l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation.	DOC 54K2732
Loi du 4 mars 2018 modifiant la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données.	DOC 54K2913
Loi du 18 mars 2018 modifiant diverses dispositions du droit pénal, de la procédure pénale et du droit judiciaire.	DOC 54K2753
Loi du 25 mai 2018 visant à réduire et redistribuer la charge de travail au sein de l'ordre judiciaire.	DOC 54K2827
Loi du 25 mai 2018 modifiant la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données.	DOC 54K3104
Loi du 15 juin 2018 modifiant l'article 375bis du Code civil et les articles 1253ter/1, 1253ter/3 et 1253quater du Code judiciaire.	DOC 54K1895
Loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges.	DOC 54K2919
Loi du 25 juin 2018 portant confirmation de l'arrêté royal du 22 décembre 2017 relatif à la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la Commission des jeux de hasard due par les titulaires de licence de classe A, A+, B, B+, C, E, F1, F1+, F2, G1 et G2 pour l'année civile 2018.	DOC 54K3024
Loi du 11 juillet 2018 modifiant le Code pénal et le titre préliminaire du Code de procédure pénale en ce qui concerne la responsabilité pénale des personnes morales.	DOC 54K0816
Loi du 11 juillet 2018 portant des dispositions diverses en matière pénale.	DOC 54K2969
Loi du 22 juillet 2018 modifiant le Code civil et diverses autres dispositions en matière de droit des régimes matrimoniaux et modifiant la loi du 31 juillet 2017 modifiant le Code civil en ce qui concerne les successions et les libéralités et modifiant diverses autres dispositions en cette matière.	DOC 54K2848
Loi du 22 juillet 2018 modifiant le Code d'instruction criminelle et le titre préliminaire du Code d'instruction criminelle en vue d'introduire la méthode particulière de recherche d'infiltration civile.	DOC 54K2940
Loi du 22 juillet 2018 modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne les promesses relatives à l'action publique, à l'exécution de la peine et à la détention consenties à la suite d'une déclaration dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme.	DOC 54K3016
Loi du 30 juillet 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.	DOC 54K3126
Loi du 15 octobre 2018 relative à l'interruption volontaire de grossesse, abrogeant les articles 350 et 351 du Code pénal et modifiant les articles 352 et 383 du même Code et modifiant diverses dispositions législatives.	DOC 54K3216

Loi du 26 novembre 2018 portant assentiment à l'accord de coopération du 23 août 2018 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune visant à assurer la mise en œuvre de la Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants et du Règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le Règlement (CE) n° 1347/2000.	DOC 54K3305
Loi du 6 décembre 2018 modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat en ce qui concerne les commissions de nomination pour le notariat.	DOC 54K3044
Loi du 19 décembre 2018 modifiant diverses dispositions relatives à la réglementation concernant l'enfant sans vie.	DOC 54K3271
Loi du 19 décembre 2018 modifiant la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus.	DOC 54K3380
Loi du 21 décembre 2018 portant des dispositions diverses en matière de justice.	DOC 54K3303
Loi du 15 janvier 2019 modifiant la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne l'aide aux victimes du terrorisme.	DOC 54K3258
Loi du 15 janvier 2019 modifiant la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres en ce qui concerne les sauveteurs occasionnels et les victimes dans des affaires non élucidées.	DOC 54K3260
Loi du 3 février 2019 modifiant la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, en ce qui concerne les compétences de la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels pour les victimes de terrorisme.	DOC 54K3259
Loi du 3 février 2019 modifiant la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, en ce qui concerne les compétences de la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels en ce qui concerne l'aide aux victimes dans des affaires non élucidées et précisant son pouvoir d'enquête.	DOC 54K3261
Loi du 10 mars 2019 de mise en œuvre de la Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adulte .	DOC 54K3422
Loi du 23 mars 2019 concernant l'organisation des services pénitentiaires et le statut du personnel pénitentiaire.	DOC 54K3351
Loi du 23 mars 2019 concernant les frais de justice en matière pénale et les frais assimilés et insérant un article 648 dans le Code d'instruction criminelle.	DOC 54K3412
Loi du 23 mars 2019 modifiant le Code judiciaire en vue d'améliorer le fonctionnement de l'ordre judiciaire et du Conseil supérieur de la Justice.	DOC 54K3523
Loi du 23 mars 2019 modifiant le Code civil afin d'autoriser la célébration des mariages les dimanches et/ou jours fériés.	DOC 54K3564
Loi du 13 avril 2019 portant création d'un Code civil et y insérant un livre 8 "La preuve".	DOC 54K3349
Loi du 13 avril 2019 portant dispositions diverses en matière d'informatisation de la justice et de modernisation du statut des juges consulaires et relativement à la banque des actes notariés	DOC 54K3549

Loi du 5 mai 2019 modifiant le Code pénal afin de favoriser les mesures alternatives dans la prise en charge de la délinquance inspirée par le racisme ou la xénophobie et de mieux lutter contre la récidive en matière de discrimination.	<u>DOC 54K1926</u>
Loi du 5 mai 2019 insérant dans le Code pénal un article 55bis, en ce qui concerne la récidive.	<u>DOC 54K3213</u>
Loi du 5 mai 2019 modifiant le Code d'instruction criminelle et le Code judiciaire en ce qui concerne la publication des jugements et des arrêts.	<u>DOC 54K3489</u>
Loi du 5 mai 2019 portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes, et modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie et le Code pénal social.	<u>DOC 54K3515</u>
Loi du 5 mai 2019 modifiant la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine en vue d'adapter la procédure devant le juge de l'application des peines en ce qui concerne les peines privatives de liberté de trois ans ou moins.	<u>DOC 54K3527</u>
Loi du 7 mai 2019 modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, et insérant l'article 37/1 dans la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale.	<u>DOC 54K3327</u>
Proposition de loi rejetée	
Proposition de loi visant à sortir l'interruption volontaire de grossesse du Code pénal.	<u>DOC 54K3215</u>
Autres activités	
Budget – Avis	
Le 28 novembre 2017, la commission de la Justice a rendu un avis favorable sur la section 12 – SPF Justice – du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018.	<u>DOC 54K2690</u>
Le 5 décembre 2017, la commission a examiné la note de politique générale (partim : protection de la vie privée) de M. Philippe De Backer, secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord.	<u>DOC 54K2690</u>
Les 27 et 28 novembre 2018, la commission de la Justice a rendu un avis favorable sur la section 12 – SPF Justice – du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019.	<u>DOC 54K3294</u>
Le 5 décembre 2018, la commission a examiné la note de politique générale (partim : protection de la vie privée) de M. Philippe De Backer, secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord.	<u>DOC 54K3294</u>
Avis (art. 28.4 Rgt)	
20 février 2018: proposition de loi (Els Van Hoof, Nahima Lanjri, Nathalie Muylle, Valerie Van Peel, Benoît Piedboeuf, Ine Somers) relative aux mutilations génitales.	<u>DOC 54K1799</u>
Avis remis à la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société	
13 mars 2019: propositions de loi jointes :	
- proposition de loi (Griet Smaers, Leen Dierick, Gautier Calomne, Luk Van Biesen, Carina Van Cauter) visant à rendre plus accessible l'assurance protection juridique.	<u>DOC 54K3560</u>

- proposition de loi (Christian Brotcorne) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, visant à permettre la déductibilité totale des primes d'assurances "protection juridique".
Avis remis à la commission des Finances et du Budget

[DOC 54K0677](#)

Auditions et échanges de vues

Les 4 octobre et 8 novembre 2017 et 31 janvier 2018: commissions réunies Justice- Santé publique, Environnement et Renouveau de la société: évaluation des lois anti-discrimination du 10 mai 2007 (auditions).

[DOC 54K3117](#)

Le 31 octobre 2017 et le 6 février 2018: le dossier des tueries du Brabant: échange de vues avec le ministre de la Justice

31.10.2017: _

[CRIV 54KCOM760](#)

06.02.2018:

[CRIV 54KCOM811](#)

Le 29 novembre 2017: rapport annuel 2016 des Médiateurs fédéraux (partim : Justice).

[DOC 54K2786](#)

Audition de M. Guido Herman et de Mme Catherine De Bruecker, médiateurs fédéraux.

Le 24 janvier 2018: audition de représentants de la Commission des jeux de hasard sur "le contrôle des jeux de hasard".

Le 20 mars et le 18 avril 2018: audition des membres de la commission de réforme de la procédure pénale.

Le 25 avril 2018, le 30 mai 2018 et le 20 juin 2018: la problématique de la cour d'assises (auditions de constitutionalistes, académiques et praticiens).

[DOC 54K3720](#)

Le 23 mai 2018 et le 6 juin 2018: réforme du Code pénal : thème "le sens de la peine".

[DOC 54K3721](#)

Le 4 juin 2018: l'attentat terroriste à Liège: échange de vues avec le ministre de la Justice

[CRIV 54KCOM910](#)

Le 21 novembre 2018: présentation du projet Be-Gen (Understanding the operational, strategic and political implications of the National Genetic Database) par :

[CRIV 54KCOM1002](#)

- le dr. Bertrand Renard, coordinateur du projet Be-Gen, promoteur, Institut National de Criminalistique et Criminologie;

- le prof. dr. Tom Vander Beken, promoteur, "Universiteit Gent";

- le dr. Sabine De Moor, chercheuse, "Universiteit Gent";

- Mme Caroline Stappers, chercheuse, Institut National de Criminalistique et Criminologie.

Le 27 novembre 2018: projet de loi portant insertion du Livre 3 "Les biens" dans le nouveau Code civil: audition.

[DOC 54K3348](#)

Le 26 février 2019: entretien avec M. Mohammed Auajjar, ministre de la Justice du Royaume du Maroc

Nominations

Le 12 décembre 2018, les 9 janvier, 23 janvier, 5 et 26 février 2019: nomination des membres du Conseil central de surveillance pénitentiaire: auditions et délibération

Le 30 janvier, les 14 et 26 février et 19 mars 2019: nomination des membres de l'Autorité de protection des données: auditions et délibération

Visites

Le 24 octobre 2017: visite au Conseil supérieur de la Justice.

Le 21 novembre 2017: visite à l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone de Belgique (AVOCATS.BE) et à l'Orde van Vlaamse Balies.

Du 19 novembre au 23 novembre 2018: visite de travail d'une délégation de la commission de la Justice à la République populaire de Chine

Groupe de travail

La Conférence des Présidents du 20 février 2019 a donné son assentiment à la création du groupe de travail « Signalement sur le traitement des abus sexuels sur mineurs au sein de l'organisation des témoins de Jehovah » et a désigné M. André Frédéric comme président.

Conformément à l'article 33 du Règlement de la Chambre, la commission de la Justice du 26 février 2019 a confirmé à l'unanimité cette décision de la Conférence des Présidents.

Le rapport du groupe de travail est à consulter via le lien suivant:

[DOC 54K3713](#)

Loi du 21 novembre 2017 relative à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyages liées et de services de voyage.	DOC 54K2653
Loi du 13 décembre 2017 portant confirmation des arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations.	DOC 54K2704
Loi du 21 décembre 2017 modifiant la loi du 11 février 2013 organisant la profession d'agent immobilier.	DOC 54K2756
Loi du 21 décembre 2017 portant modification de la loi du 21 décembre 2013 relative à diverses dispositions concernant le financement des petites et moyennes entreprises.	DOC 54K2765
Loi du 22 décembre 2017 loi portant modification et insertion de dispositions en matière de comptes de paiement et de services de paiement dans différents livres du Code de droit économique.	DOC 54K2772
Loi du 19 décembre 2017 modifiant diverses dispositions en matière de brevets en relation avec la mise en œuvre du brevet unitaire et de la juridiction unifiée du brevet.	DOC 54K2755
Loi du 25 décembre 2017 portant des dispositions diverses en matière de statut social des travailleurs indépendants.	DOC 54K2830
Loi du 18 février 2018 portant des dispositions diverses en matière de cotisations sociales des travailleurs indépendants.	DOC 54K2880
Loi du 18 février 2018 portant des dispositions diverses en matière de pensions complémentaires et instaurant une pension complémentaire pour les travailleurs indépendants personnes physiques, pour les conjoints aidants et pour les aidants indépendants.	DOC 54K2891
Loi du 18 mars 2018 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité concernant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité.	DOC 54K2853
Loi du 30 mars 2018 portant modification, en ce qui concerne l'extension de l'action en réparation collective aux P.M.E., du Code de droit économique.	DOC 54K2907
Loi du 8 juillet 2018 portant des dispositions diverses sur le banc d'épreuves des armes à feu.	DOC 54K3111
Loi du 8 juillet 2018 portant des dispositions en vue de la protection du titre de mandataire en brevets.	DOC 54K3069
Loi du 19 juillet 2018 portant modification et insertion de dispositions en matière de services de paiement dans différents livres du Code de droit économique.	DOC 54K3131
Loi du 30 juillet 2018 relative à la liberté tarifaire des exploitants d'hébergements touristiques dans les contrats conclus avec les opérateurs de plateformes de réservation en ligne.	DOC 54K3164
Loi du 30 juillet 2018 portant dispositions diverses en matière d'Économie.	DOC 54K3143
Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des secrets d'affaires.	DOC 54K3154
Loi du 30 juillet 2018 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue de modifier le cadre légal pour la réserve stratégique.	DOC 54K3208
Loi du 5 septembre 2018 instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.	DOC 54K3185
Loi du 25 novembre 2018 portant création du Conseil National de la Productivité.	DOC 54K3279
Loi du 25 novembre 2018 modifiant le livre I "Définitions" et le livre XI "Propriété Intellectuelle" du Code de droit économique concernant le secteur audiovisuel.	DOC 54K3300
Loi du 25 novembre 2018 transposant en droit belge la directive 2017/1564/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 septembre 2017 sur certaines utilisations autorisées de certaines oeuvres et d'autres objets protégés par le droit d'auteur et les droits voisins en faveur des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés et modifiant la directive 2001/29/CE sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information.	DOC 54K3328

Loi du 28 novembre 2018 modifiant la loi du 11 juin 2004 réprimant la fraude relative au kilométrage des véhicules.	DOC 54K3263
Loi 2 décembre 2018 modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, afin de réformer le fonctionnement de la Commission des dispenses de cotisations.	DOC 54K3317
Loi du 6 décembre 2018 transposant la directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances.	DOC 54K3297
Loi du 12 décembre 2018 portant confirmation de l'arrêté royal du 15 octobre 2017 fixant pour l'année 2017 le montant de la contribution de répartition visée à l'article 14, § 8, alinéa 16, de la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales.	DOC 54K3401
Loi du 19 décembre 2018 modifiant, en ce qui concerne l'obligation de cotiser, l'article 15, § 2 de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.	DOC 54K3357
Loi du 24 février 2019 modifiant la loi-programme du 27 avril 2007 en ce qui concerne l'octroi du tarif social pour le gaz et l'électricité, et modifiant l'arrêté royal du 29 mars 2012 fixant les règles de détermination du coût de l'application des tarifs sociaux par les entreprises d'électricité et les règles d'intervention pour leur prise en charge.	DOC 54K2227
Loi du 10 mars 2019 portant assentiment à l'Accord de coopération du 25 juin 2018 entre l'État fédéral, la Communauté française et la Communauté flamande relatif à la protection culturelle du livre.	DOC 54K3478
Loi du 17 mars 2019 portant l'introduction du procès-verbal électronique pour les services d'inspection du Service Public Fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie et modifiant le Code pénal social.	DOC 54K3447
Loi du 17 mars 2019 relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal.	DOC 54K3522
Loi du 21 mars 2019 modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants concernant l'aide à la maternité et instaurant l'aide à l'adoption.	DOC 54K2967
Loi du 23 mars 2019 modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire afin d'instaurer l'obligation scolaire à partir de l'âge de cinq ans.	DOC 54K0051
Loi du 3 avril 2019 relative au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (partim).	DOC 54K3554
Loi du 4 avril 2019 modifiant le Code de droit économique en ce qui concerne les abus de dépendance économique, les clauses abusives et les pratiques du marché déloyales entre entreprises.	DOC 54K1451
Loi du 4 avril 2019 modifiant la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances et instaurant un droit à l'oubli pour certaines assurances de personnes.	DOC 54K3524
Loi modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, en vue de supprimer la période de carence.	DOC 54K3098
Loi du 22 avril 2019 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité portant la mise en place d'un mécanisme de rémunération de capacité.	DOC 54K3584
Loi du 22 avril 2019 modifiant la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, visant à adapter les règles relatives à la résiliation des contrats d'assurance afin de mieux protéger le consommateur.	DOC 54K3468
Loi du 28 avril 2019 portant assentiment à l'Accord de coopération du 25 juillet 2018 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service et des citernes de gasoil à des fins de chauffage.	DOC 54K3585
Loi du 2 mai 2019 portant dispositions diverses en matière d'Économie.	DOC 54K3570
Loi du 2 mai 2019 modifiant le Code de droit économique en ce qui concerne l'inscription dans la Banque-Carrefour des Entreprises.	DOC 54K3029

Loi du 2 mai 2019 modifiant le Code de droit économique, visant à inscrire les milieux d'accueil de la petite enfance dans le champ des exceptions aux droits d'auteur.	DOC 54K2023
Loi du 2 mai 2019 portant modifications du livre Ier "Définitions", du livre XV "Application de la loi" et remplacement du livre IV "Protection de la concurrence" du Code de droit économique.	DOC 54K3621
Loi du 2 mai 2019 modifiant certaines dispositions du livre XI du Code de droit économique en matière de copie privée.	DOC 54K3569
Loi du 2 mai 2019 modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et la loi-programme du 27 avril 2007.	DOC 54K3563
Loi du 5 mai 2019 modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.	DOC 54K3568
Loi du 5 mai 2019 modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité afin d'étendre le contrôle de la CREG aux intermédiaires en énergie.	DOC 54K3475
Loi du 12 mai 2019 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité en vue d'introduire une procédure de mise en concurrence pour la construction et l'exploitation d'installations de production dans les espaces marins sous la juridiction de la Belgique et ratifiant l'arrêté royal du 11 février 2019, modifiant l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables.	DOC 54K3581
Loi modifiant la loi du 28 juillet 1981 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, et des Annexes, faites à Washington le 3 mars 1973, ainsi que l'Amendement à la Convention, adopté à Bonn le 22 juin 1979 et l'arrêté royal du 9 avril 2003 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce.	DOC 54K3202
Loi modifiant diverses dispositions relatives au régime de pension des travailleurs indépendants, en ce qui concerne le cumul entre une pension au taux ménage et une pension dans le chef de l'autre conjoint.	DOC 54K3513
Loi modifiant la loi du 22 décembre 2016 instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants et l'arrêté royal du 8 janvier 2017 portant exécution de la loi du 22 décembre 2016 instaurant un droit passerelle en faveur des indépendants.	DOC 54K3656
Loi adaptant différentes dispositions légales suite au transfert de certaines compétences du Service public fédéral Sécurité sociale à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants et assurant certaines adaptations terminologiques.	DOC 54K3640
Loi modifiant la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales.	DOC 54K2966
Loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile professionnelle des architectes, des géomètres-experts, des coordinateurs de sécurité-santé et autres prestataires du secteur de la construction de travaux immobiliers et portant modification de diverses dispositions légales en matière d'assurance de responsabilité civile dans le secteur de la construction.	DOC 54K3602
Loi du 26 juin 2019 loi portant mise en œuvre du projet d'accord interprofessionnel 2019-2020 (partim).	DOC 54K3712
Résolutions	
Résolution du 15 mars 2018 visant le développement de l'économie circulaire et la lutte contre l'obsolescence programmée.	DOC 54K2884
Résolution du 3 mai 2018 relative au comportement de l'autorité fédérale en matière de paiement.	DOC 54K2965
Résolution du 20 décembre 2018 visant à mettre l'accent sur la prévention et le bien-être afin de réduire le nombre d'indépendants en incapacité de travail.	DOC 54K2298

Autres activités**Budget - Avis**

- Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 32 - SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie (partim : Énergie).

[DOC 54K2690](#), [DOC 54K2691](#) et [DOC 54K2708](#)

- Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 32 - SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie (partim : Classes moyennes, Indépendants, PME et Agriculture).

Budget et note de politique générale de la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG) pour l'année 2018.

[DOC 54K2840](#)

- Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 32 - SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie (partim : Énergie).

[DOC 54K3294](#), [DOC 54K3295](#) et [DOC 54K3296](#)

- Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 32 - SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie (partim : Classes moyennes, Indépendants, PME et Agriculture).

- Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 32 - SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie (partim : Économie).

Budget et note de politique générale de la Commission de Régulation de l'électricité et du gaz (CREG) pour l'année 2019.

[DOC 54K3426](#)

Échanges de vues, auditions et avis**2017**

Code de droit économique en ce qui concerne les abus de dépendance économique

[DOC 54K1451](#)

Audition:

- du Prof. Dr Jochen Glöckner, Université de Constance (D);
- de Mme Sofie De Pourcq, chercheuse à la KULeuven;
- de M. Damien Gerard, professeur invité à l'UCL.

Rapport d'Elia ("Electricity scenarios for Belgium towards 2050").

Audition de représentants :

- d'Elia;
- de Fluxys;
- de la Creg;
- du Bureau fédéral du Plan;
- du prof. Ronnie Belmans (Energyville ;

- du prof. Johan Albrecht (Université de Gand);
- de représentants de la FE ;
- de représentants de Greenpeace.

2018

Audition de représentants du Bureau fédéral du Plan - Indicateurs complémentaires au PIB.

[DOC 54K2996](#)

Audition des auteurs des études sur le Pacte énergétique.

[DOC 54K3048](#)

- M. Johan Albrecht, professeur UGENT;
- M. Dominique Gusbin, Bureau fédéral du Plan;
- M. Luc Vercruysse, PWC.

La problématique relative aux commerces de journaux.

- Échange de vues avec le vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur.

La protection des secrets d'affaires.

[DOC 54K3154](#)

Audition de :

- M. Pol Deltour, secrétaire national de l'Algemene Vereniging van Beroepsjournalisten in België" (AVBB) et de la "Vlaamse Vereniging van Journalisten" (VVJ);
- M. Mehmet Koksal, ancien vice-président de l'Association des journalistes professionnels (AJP), actuellement chargé de projets à la Fédération européenne des journalistes (FEJ).
- M. Fernand de Visscher, professeur à l'UCL et président du Conseil de la Propriété intellectuelle.

Établissement d'un code de bonne conduite pour le règlement des dossiers de lésions corporelles ainsi que de "Directives Lésions corporelles".

[DOC 54K2943](#)

Audition de :

- M. Christian Vandebogaerde, administrateur de l'"Orde van de Vlaamse Balies" ;
- MM. Simon November et Geert Coene, Test-Achats ;
- M. Jo Berghs, "Federatie voor Verzekerings- en Financiële tussenpersonen" (FVF).

Audition sur la sécurité d'approvisionnement en matière d'électricité de :

- Mmes Danielle Devogelaer et Dominique Gusbin, expertes du Bureau fédéral du Plan;
- M. Chris Peeters, CEO Elia;
- M. Thierry Saegeman, Chief Nuclear Officer Engie Electrabel;
- MM. Laurent Jacquet et Andreas Tirez, directeurs CREG.

2019

Audition de représentants du Bureau fédéral du Plan sur le rapport 2018 "Indicateurs complémentaires au PIB".

[DOC 54K3667](#)

Exposé d'orientation politique

Exposé d'orientation politique du ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale (partim : Classes moyennes, Indépendants, PME et Agriculture).

[DOC 54K0020](#)

Loi du 2 octobre 2017 relative à l'harmonisation de la prise en compte des périodes d'études pour le calcul de la pension.	DOC 54K2378
Loi du 5 décembre 2017 modifiant diverses dispositions relatives aux régimes de pension des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants, en ce qui concerne le principe de l'unité de carrière et la pension de retraite anticipée.	DOC 54K2676
Loi du 17 décembre 2017 portant affectation de nouvelles missions de perception et intégration de certaines missions et d'une partie du personnel de la Caisse de Secours et de Prévoyance en faveur des marins à l'Office national de sécurité sociale et à la Caisse Auxiliaire d'Assurance Maladie-Invalidité.	DOC 54K2702
Loi du 22 décembre 2017 relative au transfert d'une partie des attributions et du personnel de la Direction générale Victimes de la Guerre au Service fédéral des Pensions.	DOC 54K2779
Loi-programme du 25 décembre 2017 (Art. 11 à 31, 32 à 55 et 66 à 67).	DOC 54K2746
Loi du 15 janvier 2018 portant des dispositions diverses en matière d'emploi.	DOC 54K2768
Loi du 30 mars 2018 relative à la non prise en considération de services en tant que personnel non nommé à titre définitif dans une pension du secteur public, modifiant la responsabilisation individuelle des administrations provinciales et locales au sein du Fonds de pension solidarisé, adaptant la réglementation des pensions complémentaires, modifiant les modalités de financement du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales et portant un financement supplémentaire du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales.	DOC 54K2718
Loi du 30 mars 2018 concernant l'instauration d'une allocation de mobilité.	DOC 54K2838
Loi du 26 mars 2018 relative au renforcement de la croissance économique et de la cohésion sociale.	DOC 54K2922
Loi du 9 mai 2018 relative à l'occupation de ressortissants étrangers se trouvant dans une situation particulière de séjour.	DOC 54K2947
Loi du 9 mai 2018 insérant un article 175/1 dans le Code pénal social.	DOC 54K2948
Loi du 9 mai 2018 modifiant la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires.	DOC 54K2949
Loi du 27 juin 2018 relative à la transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire.	DOC 54K3079
Loi du 18 juillet 2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale.	DOC 54K2839
Loi du 11 juillet 2018 relative au paiement des pensions, allocations et rentes du secteur public.	DOC 54K3180
Loi du 2 septembre 2018 modifiant la loi du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales en ce qui concerne le congé parental.	DOC 54K0313
Loi du 2 septembre 2018 modifiant l'article 7 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations des personnes handicapées, visant à supprimer les réductions d'allocation liées aux revenus du conjoint ou du cohabitant.	DOC 54K0357
Loi du 2 septembre 2018 modifiant la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales en ce qui concerne la flexibilisation de la prise des congés thématiques.	DOC 54K2464
Loi du 2 septembre 2018 modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées en ce qui concerne le montant de l'allocation de remplacement de revenus.	DOC 54K3200
Loi du 5 septembre 2018 instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Art. 1 à 69 et 86 à 92).	DOC 54K3185

Loi du 6 septembre 2018 modifiant la réglementation en vue de renforcer le congé d'adoption et d'instaurer le congé parental d'accueil.	DOC 54K2240
Loi du 30 octobre 2018 modifiant la loi du 18 juillet 2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale et le Code des impôts sur les revenus 1992.	DOC 54K3223
Loi du 11 octobre 2018 modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail en ce qui concerne le travail dominical.	DOC 54K0584
Loi du 14 octobre 2018 modifiant la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en vue d'assouplir la clause d'écolage et d'instaurer une clause d'écolage pour les métiers en pénurie.	DOC 54K3167
Loi du 6 décembre 2018 instaurant une pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés et portant des dispositions diverses en matière de pensions complémentaires.	DOC 54K3356
Loi du 14 décembre 2018 portant des dispositions diverses relatives au travail.	DOC 54K3347
Loi du 21 décembre 2018 portant des dispositions diverses en matière sociale.	DOC 54K3355
Loi du 11 janvier 2019 relative à la transposition de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP) et modifiant la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle.	DOC 54K3395
Loi du 17 février 2019 visant à relever les seuils applicables pour la détermination de la retenue de solidarité en matière de pensions.	DOC 54K3409
Loi du 1 ^{er} mars 2019 modifiant la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires et d'autres dispositions légales en matière de volontariat.	DOC 54K3428
Loi du 17 mars 2019 concernant l'instauration d'un budget mobilité.	DOC 54K3381
Loi du 23 mars 2019 portant modification de la loi du 18 mars 2016 portant modification de la dénomination de l'Office national des Pensions en Service fédéral des Pensions, portant intégration des attributions et du personnel du Service des Pensions du Secteur Public, d'une partie des attributions et du personnel de la Direction générale Victimes de la Guerre, des missions "Pensions" des secteurs locaux et provinciaux de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale, de HR Rail et portant reprise du Service social collectif de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale, en vue de permettre l'octroi par le Service fédéral des Pensions de subsides à certaines fédérations et oeuvres qui agissent en faveur des victimes de la guerre et de leurs ayants droit.	DOC 54K3541
Loi du 3 avril 2019 relative au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (partim).	DOC 54K3554
Loi du 4 avril 2019 modifiant la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales, la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.	DOC 54K3546
Loi du 7 avril 2019 relative aux dispositions sociales de l'accord pour l'emploi.	DOC 54K3464
Loi du 13 avril 2019 portant des dispositions diverses en matière de pension.	DOC 54K3577
Loi du 5 mai 2019 modifiant la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises.	DOC 54K3620
Loi du 5 mai 2019 relative à l'octroi d'une somme forfaitaire en faveur des personnes atteintes de malformations congénitales dues à l'ingestion par leur mère pendant la grossesse de médicaments contenant de thalidomide.	DOC 54K3622
Loi du 5 mai 2019 améliorant l'indemnisation des victimes de l'amiante.	DOC 54K2002
Loi du 8 mai 2019 portant assentiment à l'Accord de coopération du 21 décembre 2018 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone concernant l'implication de l'État fédéral dans la signature des Accords de coopération du 6 septembre 2017 et du 30 mai 2018.	DOC 54K3679

Loi du 26 juin 2019 portant mise en œuvre du projet d'accord interprofessionnel 2019-2020.

[DOC 54K3712](#)

Loi modifiant l'arrêté royal du 22 mai 2003 relatif à la procédure concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées, en vue d'éviter aux personnes handicapées de perdre injustement des droits.

[DOC 54K3352](#)

Loi modifiant la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées.

[DOC 54K3580](#)

Loi relative à la pension à mi-temps.

[DOC 54K3578](#)

Loi établissant une reconnaissance des aidants proches.

[DOC 54K0095](#)

Autres activités

Budget - Avis

Les 14, 21, 28 et 29 novembre et 5 décembre 2017, la commission a examiné le projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018. Elle a rendu un avis positif sur les sections qui relèvent de sa compétence.

([DOC 54K2690](#))

Les 20, 21 et 28 novembre 2018, la commission a examiné le projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019. Elle a rendu un avis positif sur les sections qui relèvent de sa compétence.

([DOC 54K3294](#))

Échanges de vues, auditions et rencontres

Le 20 septembre 2017, la commission a organisé un échange de vues avec le ministre des Pensions sur les mesures contenues dans l'accord de l'été relatives à la pension des chômeurs âgés de plus de cinquante ans.

Le 17 octobre 2017, un échange de vues a eu lieu avec le vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, au sujet de la révision de la directive européenne concernant le détachement des travailleurs.

Le 17 octobre 2017 également, le volet des Affaires sociales du rapport annuel 2016 des médiateurs fédéraux a été examiné. Étaient invités M. Guido Herman et Mme Catherine De Bruecker, médiateurs fédéraux.

Le 18 septembre 2017, la commission a consacré une audition au projet de loi relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale. Les personnes suivantes ont été entendues :

([DOC 54K2839](#))

- M. Mathieu Verjans (CSC) ;
- Mme Isabelle Doyen (FGTB) ;
- M. Olivier Valentin (CGSLB) ;
- Mme Caroline Deiteren (Unizo);
- Mme Catherine Vermeersch (FEB);
- M. Erik Van Laer (Unisoc);
- M. Matthieu Dewèvre (UCM) ;

- Mme Christine Mattheeuws (SNI) ;
- Mme Emmeline Orban (Plateforme francophone du volontariat) ;
- M. Philippe Andrianne (Conseil supérieur des Volontaires).

Le 23 janvier 2018, la commission a organisé une audition sur le projet de loi concernant l'instauration d'une allocation de mobilité, au cours de laquelle les personnes suivantes ont été entendues :

([DOC 54K2838](#))

- Mme Marie-Noëlle Vanderhoven et MM. Christophe Quintard et Jan Steenlant (Conseil national du travail);
- M. Kris Degroote (Conseil central de l'économie) ;
- M. Mathias Bienstman (Bond Beter Leefmilieu).

Après que la commission eut adopté, le 22 novembre 2017, le projet de loi relatif à la non-prise en considération de services en tant que personnel non nommé à titre définitif dans une pension du secteur public, modifiant la responsabilisation individuelle des administrations provinciales et locales au sein du Fonds de pension solidarisé, adaptant la réglementation des pensions complémentaires, modifiant les modalités de financement du Fonds de pension solidarisé des administrations locales et provinciales et portant un financement supplémentaire du Fonds de pension solidarisé des administrations locales et provinciales, l'assemblée de la Commission communautaire française a adopté, lors de sa réunion du 24 novembre 2017, une proposition de motion soulevant un conflit d'intérêts en application des articles 32 à 33bis de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, ce qui a conduit à la suspension de la discussion du projet de loi. Conformément à ces dispositions légales et à l'article 102 du Règlement de la Chambre, le conflit d'intérêts a fait l'objet d'une concertation, le 24 janvier 2018, entre une délégation de la Chambre et une délégation de l'assemblée de la Commission communautaire française. Cette concertation n'ayant pas abouti, le Sénat a ensuite été saisi du conflit.

([DOC 54K2718](#))

Après une première audition sur le statut de l'artiste, tenue le 20 juin 2017, la commission a également consacré deux discussions à ce thème au cours de la session 2017-2018.

Le 30 janvier 2018, la commission a entendu les orateurs suivants :

- M. Robrecht Vanderbeeken (GCGSP Culture);
- Mme Ine Hermans (LBC-NVK);
- M. Serge Rangoni (fédération des employeurs du secteur culturel en Communauté française);
- M. Jan Vermoesen (MediarTE, organe représentatif des employeurs du secteur audiovisuel en Flandre);
- M. Johan Van Assche ("De Acteursgilde");
- M. Karel Deridder (direction générale des services d'inspection de l'Office national de sécurité sociale);
- M. Fernand De Vlieghe (commission Artistes).

Le 13 juin 2018, lors d'un échange de vues, la commission a débattu avec le vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, et avec la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique.

Après l'adoption par la commission, le 16 janvier 2018, des articles du projet de loi relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale qui lui avaient été envoyés, l'Assemblée de la Commission communautaire française, réunie le 19 janvier 2018, a adopté une proposition de motion soulevant un conflit d'intérêts en application des articles 32 à 33bis de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles; l'examen du projet de loi a dès lors été suspendu. Conformément à ces dispositions légales et à l'article 102 du Règlement de la Chambre, le conflit d'intérêts a fait l'objet d'une concertation, le 27 mars 2018, entre une délégation de la Chambre et une délégation de l'Assemblée de la Commission communautaire française. Cette concertation n'ayant pas abouti, le Sénat a ensuite été saisi du conflit.

([DOC 54K2839](#))

Après deux auditions relatives à la problématique de l'amiante les 3 mai et 4 juillet 2017, une troisième a été consacrée à ce sujet, le 6 février 2018, au cours de laquelle les orateurs suivants sont intervenus:

- M. Danny Pieters (professeur en droit de la sécurité sociale à la K.U. Leuven);
- M. Wim Geluykens (ASBL Kom op tegen kanker);
- Mme Catherine Vermeersch (FEB).

Le 6 mars 2018, la commission a effectué une visite de travail à la Direction générale Personnes handicapées du SPF Sécurité sociale. Cette visite était motivée par le constat que le service fourni par la Direction générale laissait largement à désirer, ainsi qu'il a été régulièrement fait observer en commission lors de questions adressées à la secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées et à la Politique scientifique, chargée des Grandes villes, adjointe au ministre de la Sécurité et de l'Intérieur. Cette visite avait pour but d'éclairer la commission sur le fonctionnement concret du service; ainsi, l'ensemble du processus a été explicité, de l'introduction de la demande à la décision finale (procédure d'admission, réponses aux questions, permanences et visites à domicile, coopération locale avec des partenaires comme les CPAS et les mutualités, expertise médicale, vérification des conditions administratives, délivrance de la carte de stationnement, ...). Dans ce cadre, les solutions élaborées pour améliorer l'accessibilité téléphonique et raccourcir le délai de traitement des dossiers ont fait l'objet d'une attention particulière.

Le 8 mai 2018, une réunion conjointe a eu lieu avec le Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes, la commission des Finances et du Budget et la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture. Au cours de cette réunion, le programme national de réforme 2018 et le programme de stabilité de la Belgique 2018-2021 ont été examinés avec le premier ministre, le vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, la ministre du Budget, chargée de la Loterie nationale, le ministre des Finances, chargé de la lutte contre la fraude fiscale et le ministre des Pensions.

Le 30 mai 2018, une audition a été consacrée au rapport annuel 2017 du Service de médiation Pensions. La commission s'est entretenue au sujet de ce rapport avec MM. Jean Marie Hannesse et Tony Van Der Steen, médiateurs pour les pensions, et Mme Maddie Geerts, présidente du Conseil consultatif fédéral des aînés.

Le 10 juillet 2018, la commission a organisé une audition sur les récentes initiatives législatives de la Commission européenne sur le plan social. L'invitée était Mme Marianne Thyssen, commissaire européenne pour l'Emploi, les Affaires sociales, les Compétences et la Mobilité des travailleurs.

Une audition a également eu lieu le 10 juillet 2018 sur les propositions de loi jointes relatives aux droits sociaux des aidants proches. Les orateurs suivants ont été entendus:

- Mme Melissa De Smedt ("Universiteit Hasselt");
- M. Dimitri Vermeylen (Collevio) ;
- Mme Sophie Cès (UCL);
- Mme Sigrid Brisack (asbl "Aidants proches").

Le 14 novembre 2018, la proposition de loi abrogeant diverses dispositions relatives aux cotisations sociales et aux impôts sur les revenus des sportifs rémunérés a fait l'objet d'un échange de vues avec le ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la Fraude fiscale, et la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique. Les deux commissions (Finances et Budget et Affaires sociales) ont été d'accord de disjoindre ledit échange de vues de la proposition de loi.

Le 12 décembre 2018, une audition de représentants du Conseil national du travail et du Conseil central de l'Économie sur le budget mobilité a été organisée conjointement avec la commission des Finances et du Budget.

[DOC 54K1001](#),
[DOC 54K0625](#) et
[DOC 54K0120](#)

[\(DOC 54K3250\)](#)

[DOC 54K3381](#)

Le 9 janvier 2019, une audition a eu lieu avec M. Guido Herman et Mme Catherine De Bruecker, médiateurs fédéraux, au sujet de l'octroi du tarif social pour l'énergie, et ce, conjointement avec la commission de l'Économie.

Le 16 janvier 2019, une audition a eu lieu au sujet de la proposition de résolution pour une réduction collective du temps de travail.

(DOC 54K2610)

Les orateurs suivants ont pris la parole :

- M. Mikael Petitjean (UCL, Université de Mons, IESEG School of Management);
- Mme Sarah De Groof (KU Leuven);
- M. Stijn Baert (Universités de Gand et d'Anvers);
- M. Bruno Van der Linden (UCL);
- Mme Anne Delespaul (médecin à l'ASBL Médecine pour le Peuple).

Les 23 et 30 janvier 2019, la commission a procédé, avec la commission de la Santé publique, à l'audition de représentants de la Cour des comptes ainsi que de représentants de l'Office de contrôle des mutualités, de l'INAMI, de différentes mutualités, et du Collège Intermutualiste National, sur le rapport de la Cour des comptes relatif au contrôle des mutualités du 12 septembre 2018.

(DOC 54K3723)

Le 13 mars 2019, une audition a eu lieu au sujet de la proposition de loi organisant la mise à disposition du personnel pour motif d'"emploi convenable" ou de "développement personnel".

DOC 54K2953

Les orateurs suivants ont pris la parole:

- M. Guido Van Limberghen (VUB);
- M. Dirk De Pauw (SPF Emploi, Travail et Concertation sociale);
- M. Piet Van den Bergh (CSC);
- Mme Veronique Leroy (VOKA).

Le 13 mars 2019, une audition a eu lieu concernant les propositions de loi jointes concernant le verdissement du parc de voitures de société et le verdissement des voitures de société.

(DOC 54K3498)
(DOC 54K3572)

Les orateurs suivants ont pris la parole :

- M. Laurent Willaert (Febiac)
- M. Mathias Bienstman (Bond Beter Leefmilieu)
- M. Piet Van den Bergh (CSC);
- M. Frank Van Gool (Renta);
- M. Jochen De Smet (Avere, Fédération pour l'électromobilité).

Loi du 21 juillet 2017 organisant les indemnisations en faveur des membres du personnel du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement et des personnes assimilées qui sont victimes de dommages causés par des risques exceptionnels à l'étranger.	DOC 54K2498
Loi du 30 août 2017 portant assentiment à l'amendement de la Convention portant création d'un Conseil de Coopération douanière, adopté à Bruxelles par le Conseil de coopération douanière le 30 juin 2007.	DOC 54K2585
Loi du 30 août 2017 portant assentiment à l'Accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, signé à Berlin le 29 octobre 2014.	DOC 54K2586
Loi du 19 novembre 2017 portant assentiment à l'Accord instituant la Fondation internationale UE-ALC, fait à Saint-Domingue le 25 octobre 2016 .	DOC 54K2604
Loi du 3 décembre 2017 portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Afrique du Sud sur l'exercice d'activités à but lucratif par les conjoints de membres du personnel diplomatique et consulaire, fait à Pretoria le 14 janvier 2016.	DOC 54K2644
Loi du 10 décembre 2017 portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas visant à adapter la frontière entre les communes néerlandaises d'Eijsden-Margraten et de Maastricht et la ville belge de Visé, et à l'Annexe, faits à Amsterdam le 28 novembre 2016.	DOC 54K2667
Loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement de Enabel, Agence belge de Développement.	DOC 54K2645
Loi-programme du 25 décembre 2017 (art. 144-145).	DOC 54K2746
Loi du 26 janvier 2018 portant assentiment à l'Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur l'assistance mutuelle en matière de sécurité civile, fait à Bruxelles le 5 février 2015.	DOC 54K2759
Loi du 10 février 2018 portant assentiment à l'Accord du Cap de 2012 sur la mise en œuvre des dispositions du Protocole de 1993 relatif à la Convention internationale de Torremolinos de 1977 sur la sécurité des navires de pêche, fait au Cap le 11 octobre 2014.	DOC 54K2760
Loi du 10 février 2018 portant assentiment à la Convention internationale de 1995 sur les normes de formation du personnel des navires de pêche, de délivrance des brevets et de veille, faite à Londres le 7 juillet 1995.	DOC 54K2761
Loi du 10 février 2018 portant assentiment à l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États Membres, d'une part, et le Canada, d'autre part, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016.	DOC 54K2793
Loi du 4 mars 2018 portant assentiment au Protocole n° 15 portant amendement à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg le 24 juin 2013.	DOC 54K2835
Loi du 6 mars 2018 portant assentiment à l'Amendement au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, adopté à Kigali le 15 octobre 2016.	DOC 54K2852
Loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée Interparlementaire Benelux, faite à Bruxelles le 20 janvier 2015.	DOC 54K2863
Loi portant assentiment à l'Accord de coopération en matière de partenariat et de développement entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République islamique d'Afghanistan, d'autre part, fait à Munich le 18 février 2017.	DOC 54K2865
Loi du 4 mai 2018 portant assentiment à l'Accord d'exécution entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération, à l'accompagnement et au soutien lors de mesures d'éloignement sur le territoire des pays du Benelux, fait à Bruxelles le 16 juin 2016.	DOC 54K2862
Loi du 27 avril 2018 portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Japon tendant à éliminer la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales, et au Protocole, faits à Tokyo le 12 octobre 2016.	DOC 54K2946

Loi portant assentiment à la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA, fait à Bruxelles le 28 avril 2004.	DOC 54K2941
Loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur l'établissement en Belgique par cette organisation d'un bureau de liaison auprès des institutions de l'Union européenne, avec Annexe, faits à Paris le 3 juillet 2013.	DOC 54K2954
Loi du 3 juin 2018 portant assentiment à l'Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique, le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume des Pays-Bas relatif à la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, fait à Bruxelles le 16 février 2017.	DOC 54K2955
Loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif au transport aérien, fait à Bruxelles le 27 février 2017.	DOC 54K2962
Loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Guinée relatif au transport aérien, fait à Conakry le 2 avril 2015.	DOC 54K2963
Loi du 9 mai 2018 modifiant le Code consulaire.	DOC 54K2989
Loi portant assentiment à l'Accord de siège avec échange de lettres entre le Royaume de Belgique et l'Organisation Internationale de Police Criminelle - INTERPOL (O.I.P.C. - INTERPOL), fait à Lyon le 14 octobre 2014 et à Bruxelles le 24 octobre 2014.	DOC 54K2997
Loi portant assentiment au Deuxième Protocole modifiant et complétant l'Accord, conclu à Strasbourg le 3 décembre 1974 entre le Royaume de Belgique et le Conseil de l'Europe, complémentaire à l'Accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe signé à Paris le 2 septembre 1949, fait à Bruxelles le 15 avril 2016 .	DOC 54K3001
Loi du 11 juin 2018 portant assentiment à l'Accord visant la reconnaissance et l'échange des permis de conduire entre le Royaume de Belgique et la Principauté d'Andorre, fait à Bruxelles le 1 ^{er} avril 2009.	DOC 54K3002
Loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République du Sénégal relatif au transport aérien, fait à Dakar le 18 janvier 2013.	DOC 54K3017
Loi portant approbation des statuts et de la résolution n°24 du Conseil des Gouverneurs de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures.	DOC 54K3043
Loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo relatif au transport aérien, fait à Kinshasa le 2 février 2013.	DOC 54K3039
Loi portant assentiment à l'Arrangement entre le Royaume de Belgique et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord concernant le statut de certaines catégories de personnel des agences de l'OTAN installées sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Bruxelles le 20 mai 2016.	DOC 54K3057
Loi portant assentiment à l'Accord de partenariat économique entre l'Union européenne et ses États Membres, d'une part, et les États de l'APE CDAA, d'autre part, et à l'Acte final, fait à Kasane le 10 juin 2016.	DOC 54K3087
Loi portant assentiment au Protocole d'adhésion à l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses états membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de l'Equateur, fait à Bruxelles le 11 novembre 2016.	DOC 54K3088
Loi portant assentiment à l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles le 30 octobre 2016.	DOC 54K3086
Loi du 5 septembre 2018 portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République argentine concernant l'autorisation pour les membres de la famille à charge du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires d'effectuer des activités rémunérées, fait à Bruxelles le 20 avril 2017.	DOC 54K3129

Loi portant assentiment à l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part, fait à Manille le 7 août 2017.	DOC 54K3145
Loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Barbade concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Bruxelles le 29 mai 2009.	DOC 54K3146
Loi du 13 septembre 2018 portant assentiment à la Convention relative au dédouanement centralisé, concernant l'attribution des frais de perception nationaux qui sont conservés lorsque les ressources propres traditionnelles sont mises à la disposition du budget de l'Union européenne, faite à Bruxelles le 10 mars 2009.	DOC 54K3170
Loi portant assentiment au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté à New York le 18 décembre 2002.	DOC 54K3192
Loi portant assentiment au Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles le 29 juin 2016.	DOC 54K3235
Loi portant assentiment au Protocole additionnel, fait à Bruxelles le 11 juillet 2012 et à New York le 11 juillet 2012, à l'Accord complémentaire à la Convention générale sur les privilèges et immunités des Nations Unies, entre le Royaume de Belgique et les Nations Unies, signé à Bruxelles le 22 janvier 1976.	DOC 54K3236
Loi portant assentiment au Protocole modifiant la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, fait à Bruxelles le 17 février 2016.	DOC 54K3253
Loi du 25 octobre 2018 modifiant la loi du 3 novembre 2001 relative à la création de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement et la loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement de Enabel, Agence belge de Développement.	DOC 54K3212
Loi du 6 janvier 2019 portant assentiment au Protocole modifiant l'Accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, conformément à la Directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures, fait à Bruxelles le 6 décembre 2017.	DOC 54K3285
Loi portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique et la République populaire de Chine sur l'extradition, fait à Pékin le 31 octobre 2016.	DOC 54K3312
Loi portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique et la République Populaire de Chine sur le transfèrement des personnes condamnées, fait à Pékin le 31 octobre 2016.	DOC 54K3313
Loi portant assentiment à l'Accord entre les gouvernements des États du Benelux et le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports de service, fait à Bruxelles le 23 novembre 2017.	DOC 54K3321
Loi du 16 décembre 2018 portant assentiment au Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), en ce qui concerne la mise en œuvre de la Directive (UE) 2015/2436, fait à Bruxelles le 11 décembre 2017.	DOC 54K3322
Loi du 20 janvier 2019 portant assentiment au Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, adopté à Séoul le 12 novembre 2012.	DOC 54K3324
Loi du 25 janvier 2019 portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République du Kosovo, faite à Bruxelles le 20 février 2018.	DOC 54K3323
Loi portant assentiment au Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, fait à Nagoya le 15 octobre 2010.	DOC 54K3344
Loi du 10 mars 2019 portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Luxembourg le 4 juillet 2016.	DOC 54K3372
Loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de l'Australie relatif aux services aériens, et à son annexe, faits à Canberra le 23 novembre 2012.	DOC 54K3396
Loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République du Bénin relatif au transport aérien, et à son annexe, faits à Cotonou le 9 janvier 2018.	DOC 54K3403

Loi portant assentiment au Protocole relatif à la Convention sur le travail forcé de 1930, adopté à Genève le 11 juin 2014 par la conférence générale de l'Organisation internationale du Travail lors de sa 103ème session.	DOC 54K3404
Loi du 19 mars 2019 portant assentiment à la Décision (UE, Euratom) 2018/994 du Conseil du 13 juillet 2018 modifiant l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, annexé à la Décision 76/787/CECA, CEE, Euratom du Conseil du 20 septembre 1976, et portant modification de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen.	DOC 54K3495
Loi portant assentiment à la Convention sur la protection internationale des adultes, faite à La Haye le 13 janvier 2000.	DOC 54K3421
Loi portant assentiment à l'Accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles le 24 novembre 2017.	DOC 54K3459
Loi portant assentiment à l'Accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles le 24 novembre 2017.	DOC 54K3460
Loi portant assentiment à la Convention générale de coopération entre le Royaume de Belgique et la République du Sénégal, faite à Dakar le 1er mars 2018.	DOC 54K3461
Loi portant assentiment aux actes internationaux suivants en matière de propriété intellectuelle: 1° La Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972, le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991; 2° L'Accord sur l'application de l'article 65 de la Convention sur la délivrance de brevets européens, fait à Londres le 17 octobre 2000.	DOC 54K3493
Loi portant assentiment à la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires et à la Note explicative, faites à Paris le 24 novembre 2016.	DOC 54K3510
Loi portant assentiment à la Convention de Strasbourg de 2012 sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure (CLNI 2012), faite à Strasbourg le 27 septembre 2012.	DOC 54K3561
Loi portant assentiment à l'Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif aux services aériens, fait à Bruxelles le 4 octobre 2009.	DOC 54K3631
Loi portant assentiment à l'Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de l'État du Qatar relatif au transport aérien, fait à Bruxelles le 6 mars 2018.	DOC 54K3632
Loi portant assentiment à l'Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République du Cap-Vert relatif au transport aérien, fait à Bruxelles le 26 octobre 2017.	DOC 54K3633
Loi portant assentiment à l'Accord relatif au transport aérien entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République du Mali, fait à Bamako le 29 août 2017.	DOC 54K3634
Loi portant assentiment à l'Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire relatif au transport aérien, fait à Abidjan le 25 octobre 2017.	DOC 54K3635
Loi portant assentiment à la modification de la Convention du 9 septembre 1996 relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure (CDNI), adoptée le 22 juin 2017.	DOC 54K3643
Loi portant assentiment au Protocole de 2005 relatif à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, fait à Londres le 14 octobre 2005.	DOC 54K3660
Loi portant assentiment au Protocole de 2005 relatif au Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental, fait à Londres le 14 octobre 2005.	DOC 54K3663

Loi portant assentiment à l'Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États Membres, d'une part, et le Japon, d'autre part, fait à Tokyo le 17 juillet 2018.	DOC 54K3715
Loi portant assentiment au Protocole au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine de Nord, signé à Bruxelles le 6 février 2019.	DOC 54K3717
Loi portant modification de la loi du 21 décembre 2013 portant le Code consulaire et de la loi du 10 février 2015 relative aux traitements automatisés de données à caractère personnel nécessaires aux passeports et titres de voyage belges.	DOC 54K3574
Loi portant création d'un Institut fédéral pour la protection et la promotion des droits humains.	DOC 54K3670

Résolutions

Résolution du 23 novembre 2017 encourageant le gouvernement belge à défendre une position ambitieuse lors des négociations et de la conclusion du renouvellement de l'Accord de Cotonou.	DOC 54K2150
Résolution du 14 décembre 2017 visant à défendre et à renforcer la sécurité des journalistes.	DOC 54K1934
Résolution du 14 décembre 2017 relative à l'exécution de la peine de mort à l'encontre du professeur Ahmadreza Djalali en Iran.	DOC 54K2776
Résolution du 15 mars 2018 relative aux efforts fournis par la Coopération belge au Développement en vue de réaliser les objectifs de développement durable en matière d'égalité des genres et d'émancipation des femmes à l'échelle mondiale.	DOC 54K2211
Résolution du 29 mars 2018 concernant la ségration subie par les métis issus de la colonisation belge en Afrique.	DOC 54K2952
Résolution du 14 juin 2018 relative à la Coupe du Monde de football se déroulant en Russie en 2018.	DOC 54K2918
Résolution du 19 juillet 2018 demandant la mise en place d'un mécanisme d'évaluation des effets socio-économiques et environnementaux de l'Accord économique et commercial global conclu entre l'Union européenne et le Canada (AECG/CETA).	DOC 54K2743
Résolution du 19 juillet 2018 concernant la séparation des enfants de leurs parents par le gouvernement américain.	DOC 54K3184
Résolution du 6 décembre 2018 relative au Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.	DOC 54K3385
Résolution du 14 mars 2019 visant à clarifier et à abroger le régime des pensions octroyées aux anciens collaborateurs militaires belges du régime national-socialiste allemand durant la Seconde Guerre mondiale.	DOC 54K2243
Résolution du 14 mars 2019 relative aux œuvres d'art "translocalisées" et à l'entame d'un dialogue avec l'État français.	DOC 54K2847

Autres activités

Budget - Avis

La commission a émis un avis au profit de la commission des Finances et du Budget sur:

Le projet du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018 (y compris la justification et la note de politique générale) – Section 14 – SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

[DOC 54K2690](#) ,
[DOC 54K2691](#) et
[DOC 54K2708](#)

Les notes de politique générale 2018 concernant les Affaires étrangères, le Commerce extérieur et la Coopération au Développement.

[DOC 54K2690](#)

Le projet du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019 (y compris la justification et la note de politique générale) – Section 14 – SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

[DOC 54K3294,](#)
[DOC 54K3295 et](#)
[DOC 54K3296](#)

Les notes de politique générale 2019 concernant les Affaires étrangères, le Commerce extérieur et la Coopération au Développement.

[DOC 54K3296](#)

Échanges de vues, auditions, rencontres et visites

La commission a organisé différentes auditions sur les sujets suivants:

La position de la Belgique au sein du Groupe de la Banque mondiale (21 novembre 2017).

[DOC 54K2932](#)

La Société belge d'investissement pour les pays en développement BIO (17 octobre 2017 et 15 janvier 2019).

[DOC 54K2870 et](#)
[DOC 54K3728](#)

La situation en Arabie saoudite à l'occasion d'une mission de hauts fonctionnaires du SPF Affaires étrangères début novembre 2017 (6 décembre 2017).

[DOC 54K2871](#)

Le vote de la Belgique dans les organisations multilatérales (16 janvier 2018).

[DOC 54K2930](#)

L'avenir de l'OPCW (Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons) (6 mars 2018).

La situation en République démocratique du Congo (30 janvier 2018).

L'avenir de l'Europe (17 avril 2018).

[DOC 54K3062](#)

Le Sommet EU - Balkans occidentaux du 17 mai 2018 à Sofia (2 mai 2018).

Les relations transatlantiques (25 septembre et 16 octobre 2018).

[DOC 54K3427](#)

Les entreprises et droits de l'homme (24 octobre 2018).

[DOC 54K3471](#)

La situation politique et militaire actuelle au Moyen-Orient (20 novembre 2018).

Le suivi de la Note stratégique "Agriculture et Sécurité alimentaire" pour la coopération belge au développement (27 novembre 2018).

[DOC 54K2629](#)

Le Brexit (28 novembre 2018).

[DOC 54K3752](#)

La défense des valeurs européennes (12 mars 2019).

La politique belge de développement.

[DOC 54K3423](#)

Plusieurs échanges de vues ont également été organisés :

- avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, et le ministre de la Coopération au développement sur la situation en République démocratique du Congo (10 janvier 2018) ;

- avec M. Yuli-Yoel Edelstein, Président de la Knesset, sur la situation en Israël (23 janvier 2018) ;

avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, et de la Défense, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales sur le mandat de la Belgique au Conseil de sécurité des Nations unies (23 janvier 2019) [DOC 54K3719](#)

avec le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, et de la Défense, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales sur le rapport de progrès 2018 relatif aux traités commerciaux (8 mai 2018) [DOC 54K1806](#)

avec Mme Cécilia De Decker, évaluatrice spéciale de la Coopération belge au développement, sur son rapport annuel 2018 (5 juin 2018) [DOC 54K3341](#)

Enfin, la commission a rencontré :

- une délégation parlementaire israélienne (7 novembre 2017)

- une délégation du Conseil législatif palestinien (15 mai 2018)

Visites – Conférences

Lors de la session 2017-2018 et 2018-2019, une délégation de la commission a rendu les visites de travail suivantes:

- à la Turquie (24-29 septembre 2017) ;

- au Bundestag allemand et à différentes institutions allemandes concernant les pensions octroyées aux anciens collaborateurs militaires belges du régime national-socialiste allemand durant la Seconde Guerre mondiale (11-12 juin 2018) ;

- à l'Assemblée nationale française concernant la situation en Afrique centrale (22 mai 2018) ;

- à l'OCDE et au Development Aid Committee à Paris (22 mai 2018).

Le président de la commission a également assisté à la Conférence interparlementaire sur l'intégration européenne et l'élargissement de l'Union européenne (Belgrade, 11-12 mai 2018, Sofia, 5 octobre 2018).

Un membre de la commission a assisté à la Conférence interparlementaire sur l'avenir de l'Union européenne (Bucarest, 1^{er} et 2 avril 2019). [DOC 54K3751](#)

Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et sur la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Une délégation de la commission des Relations extérieures a assisté à la Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et sur la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) qui a été organisée à Vienne les 11 et 12 octobre 2018 et à Bucarest les 7 et 8 mars 2019 dans le cadre, respectivement, de la présidence autrichienne et de la présidence roumaine de l'Union européenne. [DOC 54K3425](#) et [COM 54K3729](#)

Loi du 21 novembre 2017 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers.	DOC 54K2548
Loi du 13 décembre 2017 portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.	DOC 54K2738
Loi du 17 décembre 2017 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.	DOC 54K2549
Loi du 23 février 2018 portant modification de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.	DOC 54K2767
Loi du 21 mars 2018 modifiant la loi sur la fonction de police, en vue de régler l'utilisation de caméras par les services de police, et modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité et la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière.	DOC 54K2855
Loi du 29 mars 2018 modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.	DOC 54K2945
Loi du 29 mars 2018 modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile.	DOC 54K2970
Loi du 19 avril 2018 portant diverses modifications en matière électorale.	DOC 54K2958
Loi du 19 avril 2018 portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.	DOC 54K2957
Loi du 21 mai 2018 modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne l'élection du conseil de police.	DOC 54K2553
Loi du 3 juin 2018 modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.	DOC 54K2475
Loi du 15 juillet 2018 modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne la télé-réunion.	DOC 54K2270
Loi du 15 juillet 2018 modifiant diverses lois relatives aux dépenses électorales et au financement des partis politiques, en matière de sponsoring.	DOC 54K2620
Loi du 15 juillet 2018 portant des dispositions diverses Intérieur.	DOC 54K3127
Loi du 19 juillet 2018 modifiant des dispositions diverses relatives aux services de police et relatif aux institutions romaines.	DOC 54K3089
Loi du 19 juillet 2018 modifiant la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales en ce qui concerne les infractions routières pouvant faire l'objet de sanctions administratives communales.	DOC 54K3018
Loi du 19 juillet 2018 modifiant la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police.	DOC 54K3084
Loi du 22 juillet 2018 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.	DOC 54K3014
Loi du 30 juillet 2018 modifiant diverses dispositions relatives à une interdiction de sortie du territoire, la délivrance, l'invalidation et le retrait de documents de voyage et de documents d'identité pour des mineurs non émancipés.	DOC 54K1234
Loi du 30 juillet 2018 modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale, en ce qui concerne la formation.	DOC 54K2396
Loi du 30 juillet 2018 portant création de cellules de sécurité intégrale locales en matière de radicalisme, d'extrémisme et de terrorisme.	DOC 54K3209

Loi du 13 septembre 2018 portant modification de la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations, attestations et avis de sécurité	DOC 54K3107
Loi du 12 novembre 2018 portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers.	DOC 54K2933
Loi du 25 novembre 2018 portant des dispositions diverses concernant le Registre national et les registres de population.	DOC 54K3256
Loi du 25 novembre 2018 modifiant la loi du 19 mai 1994 réglementant la campagne électorale, concernant la limitation et la déclaration des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Région de Bruxelles- Capitale et du Parlement de la Communauté germanophone, et fixant le critère de contrôle des communications officielles des autorités publiques, en vue d'assurer la continuité en matière de limitation des dépenses électorales suite à la modification des circonscriptions électorales dans les provinces de Hainaut et de Luxembourg.	DOC 54K3342
Loi du 3 décembre 2018 portant des dispositions diverses concernant la direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui.	DOC 54K3266
Loi du 6 décembre 2018 portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, en ce qui concerne l'évaluation des incidences sur l'environnement.	DOC 54K3335
Loi du 21 décembre 2018 modifiant la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police.	DOC 54K3391
Loi du 5 avril 2019 portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire concernant la cybersécurité nucléaire.	DOC 54K3336
Loi du 15 janvier 2019 modifiant des dispositions relatives à la politique scientifique, la police intégrée et la défense.	DOC 54K3406
Loi du 1 ^{er} mars 2019 modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, en vue de préciser les règles de compétence en matière de marchés publics applicables aux zones de police et aux zones de secours.	DOC 54K2769
Loi du 3 avril 2019 relative au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (partim).	DOC 54K3554
Loi du 7 avril 2019 établissant un cadre pour la sécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique.	DOC 54K3340
Loi du 22 avril 2019 portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire en ce qui concerne la protection des données relatives à la surveillance dosimétrique.	DOC 54K3586
Loi du 28 avril 2019 modifiant des dispositions relatives à la police intégré.	DOC 54K3547
Loi du 2 mai 2019 relative aux pétitions adressées à la Chambre des représentants.	DOC 54K3542
Loi du 2 mai 2019 portant modification de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.	DOC 54K3575
Loi du 2 mai 2019 modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, en ce qui concerne le Centre fédéral de connaissances pour la sécurité civile.	DOC 54K3659
Loi du 2 mai 2019 modifiant diverses dispositions relatives au traitement des données des passagers.	DOC 54K3652
Loi du 8 mai 2019 modifiant la loi du 15 septembre 2013 relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité au sein d'une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel.	DOC 54K3492
Loi du 9 mai 2019 modifiant la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel.	DOC 54K3639

Loi du 17 mai 2019 interdisant le recours à des sociétés de gestion aux administrateurs publics.	DOC 54K3616
Loi modifiant la loi du 1 ^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres.	DOC 54K0278
Loi relative à la modification de la mention "divorcé(e)" et "veuf/veuve" dans les actes administratifs.	DOC 54K2873
Loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers afin d'instaurer la transparence en ce qui concerne l'exercice des compétences discrétionnaires du ministre qui a l'Asile et la Migration dans ses attributions.	DOC 54K3496
Loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.	DOC 54K3618
Loi modifiant la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics.	DOC 54K3645
Loi modifiant diverses dispositions en ce qui concerne la gestion de l'information policière.	DOC 54K3697
Résolutions	
Résolution du 8 mars 2018 au gouvernement fédéral visant à promouvoir la langue allemande.	DOC 54K1939
Résolution du 25 avril 2019 relative à la formation aux premiers secours des policiers.	DOC 54K1906
Propositions de loi rejetées	
Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'État en vue d'accorder aux associations le droit d'introduire une action d'intérêt collectif.	DOC 54K0465
Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, visant à protéger les étrangers, sans titre de séjour propre, victimes de violences intrafamiliales.	DOC 54K0548
Proposition de loi créant la zone de police de Bruxelles-Capitale.	DOC 54K0710
Proposition de loi abrogeant l'interdiction pour les fonctionnaires de police de la police locale de se porter candidat à un mandat politique local ou provincial en dehors de leur zone de police et modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux en ce qui concerne le mandat politique.	DOC 54K1192
Proposition de résolution concernant la non-application de la législation linguistique dans les administrations locales de la Région de Bruxelles-Capitale.	DOC 54K1721
Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne les étrangers gravement malades.	DOC 54K1885
Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, en ce qui concerne l'amélioration des promotions aux cadres moyens de la police intégrée.	DOC 54K1888
Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres et Ministres d'État, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, afin d'instaurer une période tampon de 18 mois après la cessation de leurs fonctions politiques pour les anciens ministres, chefs de cabinet ou chefs de cabinet adjoint.	DOC 54K1994
Proposition de loi modifiant les lois du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative en ce qui concerne la surveillance de l'exécution de ces lois.	DOC 54K2299

Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et visant à interdire l'enfermement de mineurs accompagnés ou non.

[DOC 54K3045](#)

Autres activités

Budget – Avis

Lors de ses réunions des 8, 14, 21, 22, 28 et 29 novembre 2017, la commission a examiné les sections suivantes du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018, sur lesquelles elle a rendu à la commission des Finances et du Budget des avis favorables:

[DOC 54K2690](#),
[DOC 54K2691](#) et
[DOC 54K2708](#)

- sur la section 02 - SPF Chancellerie du Premier ministre;
- sur la section 06 - SPF Stratégie et Appui;
- sur la section 13 - SPF Intérieur;
- sur la section 17 – Police fédérale et Fonctionnement intégré;

La commission a également rendu des avis favorables concernant les mêmes sections du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019. Celles-ci ont été examinées les 20, 21 et 27 novembre et 4 décembre 2018.

[DOC 54K3294](#),
[DOC 54K3295](#) et
[DOC 54K3296](#)

Exposé d'orientation politique (art. 121 bis, Rgt)

Suite au remplacement du ministre de la Défense chargé de la Fonction publique, M. Steven Vandeput, par M. Sander Loones, la commission a consacré sa réunion du 27 novembre 2018 à la discussion de l'exposé d'orientation politique du nouveau ministre, conformément à l'article 121bis du Règlement.

[DOC 54K0020](#)

Échanges de vues et auditions

La commission a consacré sa réunion du 10 novembre 2017 à l'examen du premier rapport du Comité stratégique concernant le Pacte national pour les investissements stratégiques. Elle a entendu à cette occasion M. Marc Raisière, CEO de Belfius, M. Pieter Timmermans, administrateur délégué de la FEB et Michel Delbaere, CEO de Crops.

[DOC 54K2867](#)

Le 21 février 2018, la commission a organisé un échange de vues avec le premier ministre sur l'état d'avancement du Pacte national pour les investissements stratégiques.

[CRIV 54COM823](#)

Le deuxième rapport du Comité stratégique a, pour sa part, été discuté le 6 novembre 2018, en présence de MM. Timmermans et Delbaere.

[DOC 54K3481](#)

Le 6 décembre 2017, M. Guido Herman et Mme Catherine De Bruecker, médiateurs fédéraux, ont présenté le rapport annuel 2016 des médiateurs fédéraux (partim : Intérieur). Cette présentation a donné lieu à un échange de vues.

[DOC 54K2786](#)

Le 22 décembre 2017, la commission a organisé un échange de vues concernant les déclarations du secrétaire d'État à l'Asile et la Migration relatives au rapatriement vers le Soudan.

[CRIV 54COM791](#)

Les 23 et 24 janvier 2018, la commission a entendu à huis-clos des candidats pour un mandat d'assesseur à la section législation du Conseil d'État.

Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et visant à interdire l'enfermement de mineurs accompagnés ou non.

[DOC 54K3045](#)

Autres activités

Budget – Avis

Lors de ses réunions des 8, 14, 21, 22, 28 et 29 novembre 2017, la commission a examiné les sections suivantes du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018, sur lesquelles elle a rendu à la commission des Finances et du Budget des avis favorables:

[DOC 54K2690](#),
[DOC 54K2691](#) et
[DOC 54K2708](#)

- sur la section 02 – SPF Chancellerie du Premier ministre;
- sur la section 06 – SPF Stratégie et Appui;
- sur la section 13 – SPF Intérieur;
- sur la section 17 – Police fédérale et Fonctionnement intégré;

La commission a également rendu des avis favorables concernant les mêmes sections du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019. Celles-ci ont été examinées les 20, 21 et 27 novembre et 4 décembre 2018.

[DOC 54K3294](#),
[DOC 54K3295](#) et
[DOC 54K3296](#)

Exposé d'orientation politique (art. 121 bis, Rgt)

Suite au remplacement du ministre de la Défense chargé de la Fonction publique, M. Steven Vandeput, par M. Sander Loones, la commission a consacré sa réunion du 27 novembre 2018 à la discussion de l'exposé d'orientation politique du nouveau ministre, conformément à l'article 121bis du Règlement.

[DOC 54K0020](#)

Échanges de vues et auditions

La commission a consacré sa réunion du 10 novembre 2017 à l'examen du premier rapport du Comité stratégique concernant le Pacte national pour les investissements stratégiques. Elle a entendu à cette occasion M. Marc Raisière, CEO de Belfius, M. Pieter Timmermans, administrateur délégué de la FEB et Michel Delbaere, CEO de Crops.

[DOC 54K2867](#)

Le 21 février 2018, la commission a organisé un échange de vues avec le premier ministre sur l'état d'avancement du Pacte national pour les investissements stratégiques.

[CRIV 54COM823](#)

Le deuxième rapport du Comité stratégique a, pour sa part, été discuté le 6 novembre 2018, en présence de MM. Timmermans et Delbaere.

[DOC 54K3481](#)

Le 6 décembre 2017, M. Guido Herman et Mme Catherine De Bruecker, médiateurs fédéraux, ont présenté le rapport annuel 2016 des médiateurs fédéraux (partim : Intérieur). Cette présentation a donné lieu à un échange de vues.

[DOC 54K2786](#)

Le 22 décembre 2017, la commission a organisé un échange de vues concernant les déclarations du secrétaire d'État à l'Asile et la Migration relatives au rapatriement vers le Soudan.

[CRIV 54COM791](#)

Les 23 et 24 janvier 2018, la commission a entendu à huis-clos des candidats pour un mandat d'assesseur à la section législation du Conseil d'État.

Dans le cadre du projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers afin de garantir l'exécution des mesures d'éloignement, la commission a entendu les personnes suivantes:

DOC 54K2798

- MM. Philippe Van Linthout et Jean-Louis Doyen, co-présidents de l'Association des juges d'instruction;
- Mme Muriel Hulpiou, chef du service clandestins/Sefor de l'Office des étrangers ;
- Mme Sotieta Ngo, directrice générale de CIRÉ asbl;
- Mme Julie Adyns, représentante de Amnesty International Belgique;
- M. Alexis Deswaef, président de la Ligue des droits de l'homme;
- M. Mehdi Kassou, représentant de la plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés;
- M. Jean-Marc Picard, représentant de Avocats.be;
- Mme Carla Scarlata, directrice adjointe des opérations, zone Bruxelles Ouest (Division Molenbeek).

Le projet de loi n'ayant par la suite plus été inscrit à l'ordre du jour, le rapport des auditions n'a pas été publié.

Le 9 février 2018, faisant suite à l'échange de vues du 22 décembre 2017 avec le secrétaire d'État à l'Asile et la migration, la commission a convié le commissaire général aux réfugiés et aux apatrides à présenter son rapport concernant le respect du principe de non-refoulement dans l'organisation des retours de personnes vers le Soudan. Lors de la même réunion, le premier ministre a exposé les mesures prises par le gouvernement à la suite de ce rapport.

CRIV 54COM820

Dans le cadre de la discussion des propositions de loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne la participation du conseil communal, et modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant une police intégrée, structurée à deux niveaux, en vue d'instaurer un droit d'interpellation auprès du conseil de police, la commission a entendu, le 13 mars 2018, les personnes suivantes:

DOC 54K0375
DOC 54K0476

- M. Tom De Schepper, représentant de la "Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten(VVSG)";
- M. Claude Bottamedi, chef de corps de la zone de police Orneau-Mehaigne;
- M. Jelle Janssens, professeur de droit pénal et criminologie de l'Université de Gand ;
- M. John Robert, représentant de l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW).

DOC 54K3142

La commission a consacré sa réunion du 6 juin 2018 à l'examen du rapport annuel 2017 des médiateurs fédéraux en présence de M. Guido Herman et de Mme Catherine De Bruecker, médiateurs fédéraux.

Le 5 septembre 2018, la commission a organisé un échange de vues avec le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative, adjoint au ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, sur l'expulsion de Safet Rustemi vers l'Albanie. C

RIV 54COM957

Dans le cadre de l'examen d'une proposition de loi modifiant la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales en ce qui concerne la prestation citoyenne), la commission a entendu, au cours de sa réunion du 25 septembre 2018, les personnes suivantes:

(DOC 54K3063

- Mme Claudia Colson et M. Kristof Baeyens, représentants de l'unité d'exploitation Sécurité sociale de la ville d'Anvers;
- M. Bertrand de Buisseret, fonctionnaire sanctionnateur SAC de la commune d'Ixelles;
- M. Carlo Boelaert, fonctionnaire sanctionnateur SAC de la ville de Gand.

À la suite de la diffusion du reportage PANO du 15 janvier 2019 concernant de possibles pratiques frauduleuses en matière de délivrance de visas humanitaires, la commission a procédé à une série d'auditions visant à cerner le déroulement de la procédure, la manière dont la délivrance de ces visas est encadrée et les problèmes auxquels cette procédure donne lieu.

Lors de sa réunion du 29 janvier 2019 la commission a entendu:

- M. Freddy Roosemont, directeur général de l'Office des étrangers;
- M. Dirk Van den Bulck, commissaire général aux Réfugiés et aux Apatrides;
- M. François De Smet, directeur, et Mmes Astrid Declercq et Ina Vandenberghe, collaboratrices auprès de Myria.

[CRIV 54COM1021](#)

Lors de sa réunion du 5 février 2019 la commission a entendu:

- M. Jan De Volder, représentant de Sant'Egidio;
- M. Mark Geleyn, ex-directeur général du SPF Affaires étrangères;
- M. Jean-François Parmentier, consul belge à Beyrouth;

[CRIV 54COM1027](#)

Lors de sa réunion du 6 février 2019 la commission a entendu M. Simon Najm, président du CSCO asbl (Comité de Soutien aux Chrétiens d'Orient).

[CRIV 54COM1029](#)

Lors de sa réunion du 13 février 2019 la commission a entendu M. Theo Francken, ancien secrétaire d'État à l'Asile et la Migration.

[CRIV 54COM1035](#)

Lors de sa réunion du 12 mars 2019 la commission a entendu:

[CRIV 54COM1050](#)

- M. Fehmi Tony Vergili, président de la European Syriac Union;
- M. Konstantin Al Chammas, porte-parole de la Communauté syrienne d'Alost;
- M. Karim Van Overmeire, échevin de la ville d'Alost;
- Mme Sally Cnudde et MM. Sjaak van Leijenhorst, Jelle Rijkeboer et Everhard van Dalen, respectivement présidente, directeur et collaborateurs de l'asbl "Gave Veste".

Le 30 janvier 2019, les professeurs Marc Cools et Jelle Janssens et l'ancien CDP Fernand Koekelberg et le CDP Guido Van Wymeersch ont présenté à la commission l'étude visant à faire le point sur la collaboration des zones de police et à sonder la volonté des responsables des zones de police et des autres responsables politiques d'intensifier la collaboration ou les fusions. Le 13 mars 2019, la commission a procédé à un échange de vues avec les personnes précitées. La commission a également consacré sa réunion du 19 mars 2019 à un échange de vues avec le ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et avec le ministre de la Justice concernant l'étude susmentionnée.

[DOC 54K3726](#)

Le 13 mars 2019, un échange de vues a été organisé avec la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration concernant les résultats de l'enquête administrative relative aux visas humanitaires délivrés entre 2014 et 2018.

[CRIV 54KCOM1056](#)

La commission s'est penchée, le 19 février 2019, sur la problématique du profilage ethnique et a entendu à cette occasion:

[DOC 54K3683](#)

- M. Wies De Graeve, directeur, et Mme Anne Claeys, responsable politique chez Amnesty International Vlaanderen;
- MM. Nicholas Paelinck et Paul Spaens, représentants de la Commission Permanente de la Police Locale (CPPL);
- M. Patrick Charlier et Mme Els Keytsman, co-directeurs d'UNIA;
- MM. Manuel Lambert et Rémy Farge, représentants de la Ligue des droits de l'homme;

- Mme Sophie De Kimpe, professeur à la VUB;
- Mme Antoinette Verhage, professeur à Ugent.

Lors de sa réunion du 2 avril 2019, la commission a organisé une audition concernant l'élargissement éventuel de la "loi caméras". Elle a entendu à cette occasion:

DOC 54K3727

- M. Arne Dormaels, directeur VIAS Institute;
- M. Jonathan Berte, CEO et chef d'entreprise Robovision;
- M. Hendrik Keersmaekers, Manager Legal & Public Affairs G4S Belgium;
- M. Bruno Schröder, National Technology Officer Belgium Microsoft.

Visites

La commission a visité les unités pour familles (family units) dans le centre de retour fermé 127bis à Steenokkerzeel le 22 juin 2018.

Le 1^{er} avril 2019, la commission a rendu visite au Centre Administratif pour la Transmigration à Steenokkerzeel.

Loi-programme du 25 décembre 2017.	DOC 54K2746
Loi du 25 décembre 2017 portant dispositions diverses en matière d'agriculture et de certains fonds budgétaires.	DOC 54K2829
Loi du 25 février 2018 portant création de Sciensano (I).	DOC 54K2795
Loi du 11 mars 2018 relative au financement de l'Agence fédérale des médicaments et produits de santé.	DOC 54K2836
Loi du 21 mars 2018 modifiant la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes en ce qui concerne les possibilités de s'enregistrer comme donneur d'organes post mortem.	DOC 54K2395
Loi du 21 mars 2018 insérant un paragraphe 4 dans l'article 29 de la loi portant création de Sciensano (II).	DOC 54K2796
Loi du 22 mars 2018 portant modification de la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015.	DOC 54K2652
Loi du 23 mai 2018 portant des dispositions diverses en matière d'Environnement.	DOC 54K2972
Loi du 15 juin 2018 portant assentiment à l'accord de coopération du 12 mai 2017 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles- Capitale concernant la mise en œuvre du règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), et abrogeant le règlement (CE) n° 761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE.	DOC 54K2785
Loi du 15 juin 2018 portant assentiment à l'accord de coopération du 12 février 2018 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au partage des objectifs belges climat et énergie pour la période 2013-2020.	DOC 54K3019
Loi du 18 juin 2018 relative à la lutte contre les actes de violence perpétrés au nom de la culture, de la coutume, de la religion, de la tradition ou du prétendu "honneur", y compris les mutilations génitales.	DOC 54K1799
Loi du 30 octobre 2018 portant des dispositions diverses en matière de santé.	DOC 54K3226
Loi du 30 octobre 2018 modifiant la loi du 19 décembre 2008 relative à l'obtention et à l'utilisation de matériel corporel humain destiné à des applications médicales humaines ou à des fins de recherche scientifique.	DOC 54K3262
Loi du 12 décembre 2018 modifiant la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine et la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994.	DOC 54K3346
Loi du 25 janvier 2019 relative à l'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé dans les frais du transport en ambulance organisé dans le cadre de l'aide médicale urgente.	DOC 54K3402
Loi du 27 février 2019 modifiant la loi du 16 juin 1998 assimilant à des invalides de guerre certains militaires victimes d'un dommage physique survenu au cours d'une action se déroulant en dehors du territoire national.	DOC 54K1723
Loi du 28 février 2019 modifiant la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins, en ce qui concerne le réseautage clinique entre hôpitaux.	DOC 54K3275
Loi du 29 mars 2019 modifiant la loi du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, visant à instaurer un contingentement des médecins et des dentistes formés dans une université étrangère.	DOC 54K3032
Loi du 29 mars 2019 relative au remboursement des tests diagnostiques et génétiques en cas de mort subite d'un jeune sportif.	DOC 54K3230
Loi du 1 ^{er} avril 2019 portant des dispositions en matière de remboursement des spécialités pharmaceutiques ainsi que de frais d'administration, d'efficacité et de transparence des organismes assureurs.	DOC 54K3555

Loi du 7 avril 2019 modifiant des dispositions relatives à la remise des avis scientifiques et techniques par l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé et portant sur le financement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé ainsi que sur la création d'un bureau du cannabis.	DOC 54K3519
Loi du 7 avril 2019 modifiant la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments en ce qui concerne les indisponibilités de médicaments.	DOC 54K3599
Loi du 13 avril 2019 portant dispositions diverses en matière d'agriculture, concernant certains fonds budgétaires et en matière d'intégration sociale.	DOC 54K3551
Loi du 22 avril 2019 portant modification de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice de professions des soins de santé.	DOC 54K3526
Loi du 22 avril 2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé.	DOC 54K3441
Loi du 26 avril 2019 portant des dispositions diverses en matière de spécialités pharmaceutiques, garde des pharmaciens et des mesures prophylactiques en matière de poliomyélite.	DOC 54K3504
Loi du 22 avril 2019 modifiant l'arrêté royal du 16 septembre 2013 fixant une intervention spécifique dans le coût des contraceptifs pour les femmes n'ayant pas atteint l'âge de 21 ans afin d'étendre les remboursements prévus pour les contraceptifs et la pilule du lendemain.	DOC 54K3439
Loi du 8 mai 2019 modifiant la prise en charge des prestations de logopédie.	DOC 54K1093
Loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes.	DOC 54K3638
Loi modifiant les articles 2 et 9ter de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale.	DOC 54K2890
Loi modifiant l'arrêté royal du 29 juin 2003 relatif à la transmission d'informations au Point Focal belge du réseau européen d'information sur les drogues et les toxicomanies.	DOC 54K2540
Loi modifiant la loi du 22 décembre 2009 instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, en vue d'instaurer l'interdiction de fumer dans les véhicules couverts en présence d'enfants âgés de moins de 16 ans.	DOC 54K1633
Loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits afin d'interdire la vente de tabac et de produits similaires à des mineurs.	DOC 54K1599
Loi relative au trafic d'organes humains et relative au principe de non sanction des victimes de traite des êtres humains.	DOC 54K3537
Le 20 février 2019, la commission a adopté la proposition de loi modifiant la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits en ce qui concerne la vente de produits du tabac au moyen de distributeurs automatiques.	DOC 54K1130
Le 11 mars 2019, la commission a adopté la proposition de loi visant à interdire la mise sur le marché des biocides et des produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes.	DOC 54K1891
Ces deux propositions de loi ont fait l'objet d'une notification à la commission européenne et n'ont plus pu être adoptées par la Chambre avant la fin de la législature.	
Résolutions	
Résolution du 25 janvier 2018 visant à mettre en place un plan d'action en vue de favoriser l'observance thérapeutique des malades chroniques.	DOC 54K2163
Résolution du 3 mai 2018 visant à lever les freins au don d'organes de personnes vivantes en instaurant la prise en charge de l'ensemble des frais médicaux à charge du donneur.	DOC 54K0049
Résolution du 31 mai 2018 visant à lutter contre les mutilations génitales féminines.	DOC 54K1406

Résolution du 14 juin 2018 relative à l'optimisation du traitement de la fibrose pulmonaire idiopathique (FPI).	DOC 54K2741
Résolution du 5 juillet 2018 relative à l'application des acquis des sciences du comportement dans le cadre des soins de santé en Belgique.	DOC 54K2474
Résolution du 20 décembre 2018 visant à repositionner la Belgique dans le débat climatique.	DOC 54K3416
Résolution du 14 mars 2019 relative à l'élaboration d'un plan stratégique en vue de combattre et de traiter le problème de l'obésité.	DOC 54K0055
Résolution du 21 mars 2019 relative aux perturbateurs endocriniens.	DOC 54K1367
Résolution du 28 mars 2019 visant à diminuer le coût des lunettes et lentilles et à améliorer leur accessibilité.	DOC 54K2076
Résolution du 28 mars 2019 relative à l'amélioration de l'accessibilité financière des corrections oculaires.	DOC 54K2710
Résolution du 25 avril 2019 relative à la lutte antivectorielle, à la prévention et au contrôle des maladies à transmission vectorielle chez les humains en augmentation avec le changement climatique et la globalisation.	DOC 54K1981
Autres activités	
Budget - Avis	
Avis à la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture sur les propositions de lois et de résolutions jointes relatives à l'obsolescence organisée	DOC 54K1603 , DOC 54K1749 et DOC 54K1783
Avis sur la section 23 – SPF Emploi, Travail et concertation sociale (Partim: Égalité des chances) du projet du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018.	DOC 54K2690
Avis sur la section 24 – SPF Sécurité sociale (Partim: Victimes de guerre) du projet du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018.	DOC 54K2690
Avis sur la section 25 – SPF Santé publique (Partim: Milieu marin) du projet du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018.	DOC 54K2690
Avis sur la section 25 – SPF Santé publique (Partim: Environnement et développement durable) du projet du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018.	DOC 54K2690
Avis sur la section 25 – SPF Santé publique (Partim: Sécurité de la chaîne alimentaire) du projet du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018.	DOC 54K2690
Avis sur la section 25 – SPF Santé publique (Partim: Santé publique) du projet du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018.	DOC 54K2690
Avis sur la section 33 – SPF Mobilité et Transport (Partim: Beliris) du projet du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018.	DOC 54K2690
Avis sur la section 44 – SPP Intégration sociale, Lutte contre la pauvreté et Économie sociale (Partim: Lutte contre la pauvreté et Politique des grandes villes) du projet du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018.	DOC 54K2690
Avis sur la section 44 – SPP Intégration sociale, Lutte contre la pauvreté et Économie sociale (Partim: Intégration sociale) du projet du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2018.	DOC 54K2690
Un avis a également été rendu sur les mêmes sections du projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2019.	DOC 54K3294

Exposés d'orientation politique (article 121^{bis} du règlement)

En conséquence du remplacement de M. Willy Borsus par M. Denis Ducarme en qualité de ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale, la commission a examiné l'exposé d'orientation politique afférent à la Sécurité de la Chaîne alimentaire et à l'Intégration sociale le 24 novembre 2017.

[DOC 54K0020](#)

En conséquence du remplacement de M. Steven Vandeput par M. Sander Loones en qualité de ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, la commission a examiné l'exposé d'orientation politique afférent aux Victimes de guerre et aux Victimes d'actes terroristes le 4 décembre 2018.

[DOC 54K0020](#)

Échanges de vues et auditions

Les 9 et 17 août 2017, la commission a organisé, en collaboration avec la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture, des échanges de vues, avec des questions orales jointes, avec la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et le ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale, en présence également de représentants de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, sur la gestion de la crise des œufs contaminés au fipronil.

[CRIV 54KCOM720](#) et
[CRIV 54KCOM721](#)

Le 20 septembre 2017, la commission a procédé à l'audition de représentants du Conseil supérieur de la Santé et de la Croix-Rouge de Belgique sur les fondements scientifiques des conditions du don de sang.

[DOC 54K2722](#)

Le 3 octobre 2017, la commission a procédé à l'audition de représentants du Centre fédéral d'expertise des soins de santé sur le rapport annuel 2016 de cette institution.

Les 4 octobre et 8 novembre 2017, 31 janvier et 14 mars 2018, la commission a procédé, conformément à l'article 52, § 1^{er} de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, à l'évaluation de cette loi ainsi que de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes. Dans ce cadre, la commission a organisé, en collaboration avec la commission de la Justice, une présentation du rapport de la Commission d'experts pour l'évaluation des lois anti-discrimination, suivie d'un échange de vues avec le vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, le ministre de la Justice, et la Secrétaire d'État à la Lutte contre la pauvreté, à l'Égalité des chances, aux Personnes handicapées, et à la Politique scientifique, chargée des Grandes villes, adjointe au ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, ainsi que d'une audition de représentants de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes et d'Unia.

[DOC 54K3117](#)

Le 17 octobre 2017, la commission a procédé à l'audition de Mmes Joke Van Damme (UGent), Dominique Roynet (Groupe d'action des centres extra hospitaliers pratiquant l'avortement), Carine Vrancken (asbl Luna) et M. Jean-Jacques Amy (Fédération Laïque de Centres de Planning Familial), sur la proposition de loi relative à la mission scientifique de la Commission d'évaluation de la loi du 3 avril 1990 relative à l'interruption de grossesse, ainsi qu'à la collecte de données par cette Commission.

[DOC 54K1965](#)

Le 30 janvier 2018, la commission a procédé à l'audition de Mme Ethel Mertens et M. Nick Van Gelder (AFMPS), MM. Stijn Terryn et Peter Van Elslander, représentants de l'Association nationale des grossistes répartiteurs de spécialités pharmaceutiques; Mme Ann Adriaensen, représentante de Pharma.be; M. Lieven Zwaenepoel, représentant de l'Association pharmaceutique belge; Mme Elfi De Weerd, doctorante (KU Leuven); M. Hans de Loof (UA), sur la proposition de loi et la proposition de résolution jointes relatives aux pénuries de médicaments.

[DOC 54K2420](#)
[DOC 54K2441](#)

Le 6 février 2018, la commission a procédé à l'audition de représentants de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA) sur la cellule de vulgarisation et d'accompagnement de l'AFSCA.

[DOC 54K3005](#)

Les 12, 19 et 21 mars 2018, la commission a organisé, en collaboration avec la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture, des échanges de vues, avec des questions orales jointes, avec le vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, le ministre de la Justice, la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et le ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale, en présence également de représentants de l'AFSCA, sur les fraudes constatées au sein de l'abattoir et des unités de transformation de Veviba,

[CRIV 54KCOM839](#),
[CRIV 54KCOM846](#) et
[CRIV 54KCOM849](#)

Les 20 mars, 25 avril et 16 mai 2018, la commission a procédé à l'audition de représentants des logopèdes, des kinésithérapeutes, des prestataires de soins dentaires, des psychologues, des médecins, des pharmaciens et du SPF Santé publique, Environnement et Sécurité de la Chaîne alimentaire, sur la réforme de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé.	DOC 54K3248
Le 20 mars 2018, la commission a procédé à l'audition de représentants de l'INAMI et des mutualités ainsi que de médecins-conseils, sur la proposition de résolution visant à accroître l'indépendance du médecin-conseil.	DOC 54K1882
Le 2 mai 2018, la commission a organisé un échange de vues avec la ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable sur le suivi de la résolution du 28 janvier 2016 visant à lutter contre le commerce illégal du bois.	DOC 54K1260
Le 28 septembre 2018, la commission a organisé un échange de vues, avec questions orales jointes, avec le ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale sur la peste porcine africaine.	CRIV 54KCOM968
Le 16 octobre 2018, la commission a procédé à l'audition de M. Alex Peltier, représentant de la Cellule fédérale d'évaluation des soins palliatifs, de représentants des fédérations bruxelloise, flamande et wallonne des soins palliatifs ainsi que d'une représentante du SPF Santé publique, Environnement et Sécurité de la Chaîne alimentaire, sur le rapport d'évaluation 2017 des soins palliatifs.	DOC 54K3405
Le 5 décembre 2018, la commission a organisé un échange de vues, avec questions orales jointes, avec le ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale sur les audits de l'AFSCA réalisés par le Service fédéral d'audit interne.	CRIV 54KCOM1007
Le 16 janvier 2019, la commission a organisé un échange de vues avec le ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, chargé de la Simplification administrative, de la Lutte contre la fraude sociale, de la Protection de la vie privée et de la Mer du Nord, sur le Plan d'Aménagement des Espaces Martins 2020-2026.	DOC 54K3558
Les 23 et 30 janvier 2019, la commission a procédé, dans des réunions communes avec la commission des Affaires sociales, à l'audition de représentants de la Cour des comptes ainsi que de représentants de l'Office de contrôle des mutualités, de l'INAMI, de différentes mutualités, et du Collège Intermutualiste National, sur le rapport de la Cour des comptes relatif au contrôle des mutualités du 12 septembre 2018.	DOC 54K3723
Le 6 février 2019, la commission a procédé à l'audition de représentants d'Unia sur le rapport annuel 2017 de l'institution.	DOC 54K3722
Les 27 février et 11 mars 2019, la commission a procédé à l'audition des représentants des partenaires sociaux ainsi que de juristes sur les propositions de loi spéciale jointes relatives à la coordination de la politique de l'autorité fédérale, des Communautés et des Régions en matière de changements climatiques et la fixation des objectifs généraux à long terme.	DOC 54K3517 et DOC 54K3520

Loi du 29 novembre 2017 relative à la continuité du service de transport ferroviaire de personnes en cas de grève.	DOC 54K2650
Loi du 17 décembre 2017 modifiant la loi du 25 décembre 2016 instituant des amendes administratives applicables en cas d'infractions aux lois sur la navigation.	DOC 54K2701
Loi du 26 janvier 2018 relative aux services postaux.	DOC 54K2694
Loi du 18 mars 2018 portant modification de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges et du Code judiciaire en matière d'élections sociales pour certains organes de dialogue social des Chemins de fer belges.	DOC 54K2939
Loi du 27 avril 2018 sur la police des chemins de fer.	DOC 54K2869
Loi du 5 juillet 2018 relative à la navigation de plaisance.	DOC 54K3105
Loi du 19 juillet 2018 relative à l'accessibilité des sites internet et des applications mobiles des organismes du secteur public.	DOC 54K3159
Loi du 20 septembre 2018 visant à harmoniser les concepts de signature électronique et de support durable et à lever des obstacles à la conclusion de contrats par voie électronique.	DOC 54K3153
Loi du 2 septembre 2018 modifiant l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne la création de la rue scolaire.	DOC 54K2161
Loi du 15 février 2019 portant assentiment à l'Accord de coopération du 5 octobre 2018 entre l'État fédéral, la Région Flamande, la Région Wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au financement des infrastructures ferroviaires stratégiques.	DOC 54K3413
Loi du 27 février 2019 relative à l'échange électronique de messages par le biais de l'eBox.	DOC 54K3442
Loi du 4 avril 2019 modifiant l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en ce qui concerne l'instauration de zones cyclables.	DOC 54K2444.
Loi du 4 avril 2019 modifiant l'arrêté royal du 1 ^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique en vue d'instaurer le dispositif du "vert intégral pour les cyclistes".	DOC 54K2833
Loi du 4 avril 2019 introduisant le Code belge de la navigation.	DOC 54K3536
Loi du 13 avril 2019 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en vue de modifier la dénomination sociale de l'entreprise publique autonome "Belgocontrol" en "skeyes".	DOC 54K3525
Résolutions	
Résolution du 22 mars 2018 visant à améliorer la sécurité des piétons et des cyclistes dans la circulation.	DOC 54K0539
Résolution du 19 juillet 2018 relative à la qualité des services postaux.	DOC 54K1277
Résolution du 19 juillet 2018 relative à la résidence numérique et à l'évaluation de son potentiel socioéconomique pour la Belgique.	DOC 54K3162
Résolution du 4 avril 2019 visant à demander aux entreprises publiques autonomes d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre et d'être neutres en émissions carbone.	DOC 54K3298
Résolution du 4 avril 2019 relative à la réalisation d'une enquête sur le rôle joué par la SNCB dans les convois ferroviaires et la déportation de juifs durant la Seconde Guerre mondiale.	DOC 54K3596

Autres activités**Echange de vues et auditions**

- Le 18 octobre 2017, la commission a entendu Mme Sophie Dutordoir, Administrateur délégué de la SNCB, à propos du futur proche des chemins de fer belges. [DOC 54K2784](#)
- Le 17 janvier 2018, la commission a entendu le Conseil de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) (art. 34 de la loi du 17 janvier 2003) à propos du Plan stratégique (MM. Jack Hamande, Axel Desmedt et Luc Van Fleteren, membres du Conseil, et M. Michel Van Bellinghen, président du Conseil). [DOC 54K2960](#)
- Le 28 février 2018, la commission a entendu MM. Michel Abdissi (CGSP Cheminots), Luc Piens (CSC Transcom), Philippe Delhalle (ACLVB Spoor), Luc Lallemand (CEO d'Infrabel) et Mme Sophie Dutordoir (Administrateur délégué de la SNCB), à propos de la culture de sécurité ferroviaire. [DOC 54K3310](#)
- Le 14 mars 2018, la commission a entendu MM. Olivier Henin et Patrice Couchard (SNCB), ainsi que Mme Christine Vanderveeren et M. Frédéric Nyssens (Infrabel), à propos du plan pluriannuel d'investissements (PPI) dans le rail. Des procès-verbaux de cette audition ont été rédigés.
- Les 2 et 8 mai 2018, des échanges de vues sur l'étude relative au permis de conduire à points ont eu lieu entre Mme Anne Vanden Berghe (SPF Mobilité et Transports), MM. Denis Hendrickx (SPF Mobilité et Transports) et Peter Silverans (VIAS) et le ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la SNCB. [DOC 54K3137](#)
- Le 27 juin 2018, la commission a entendu M. Koen Van Gerven, CEO de bpost, à propos de la situation de bpost. [DOC 54K3286](#)
- Le 8 janvier 2019, un échange de vues sur le contrat de gestion « service postal universel » a eu lieu avec le ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste. Un procès-verbal de cet échange de vues a été rédigé.
- Le 9 janvier 2019, la commission a entendu M. Jean-Pierre Hansen, président du comité de pilotage du RER, à propos de l'état d'avancement du RER. [DOC 54K3077](#)
- Le 23 janvier 2019, la commission a organisé une audition sur la ponctualité des trains, lors de laquelle elle a entendu :
- des représentants du personnel ferroviaire: MM. Luc Piens (CSG), Pierre Lejeune (CGSP) et Philippe Delhalle (CLFP) (excusé);
 - des représentants d'Infrabel: M. Luc Lallemand, Mme Ann Billiau et M. Jos Decelle ; et
 - des représentants de la SNCB: Mme Sophie Dutordoir, MM. Koen Kerckaert, David Carliez, Gerd Devos et Dionys Daie-Kazadi.
- Le 30 janvier 2019, la commission a organisé une audition sur le plan de transformation de Proximus, au cours de laquelle elle a entendu:
- des représentants des travailleurs: M. Bart Neyens (CGSP), M. Ben Coremans (CSC Transcom – Telecom) et M. Jean-Claude Philippon (SLFP) ; et
 - des représentants de Proximus: M. Stefaan De Clerck, président du conseil d'administration de Proximus, et Mme Dominique Leroy, CEO de Proximus.
- [DOC 54K3597](#)
- Le 23 avril 2019, la commission a organisé une audition sur le suivi des recommandations de la commission Buizingen, au cours de laquelle elle a entendu M. Rikie Eloot et Mme Ann Billiau (Infrabel), MM. Luc Duveiller et Koen Kerckaert (SNCB) et Mme Annelies De Geijselaer (HR Rail). Un procès-verbal de cette audition a été rédigé. [DOC 54K3636](#)

Loi du 19 novembre 2017 modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées en ce qui concerne l'exercice d'activités et de mandats politiques par des militaires.	DOC 54K1254
Loi du 19 novembre 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'avancement des militaires.	DOC 54K2711
Loi du 22 décembre 2017 fixant le contingent de l'armée pour l'année 2018.	DOC 54K2820
Loi du 30 avril 2018 modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires.	DOC 54K2956
Loi du 19 juin 2018 modifiant la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires.	DOC 54K3061
Loi du 19 juillet 2018 modifiant la loi du 30 août 2013 instituant la carrière militaire à durée limitée.	DOC 54K3124
Loi du 19 juillet 2018 modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires du cadre de réserve des forces armées.	DOC 54K3125
Loi du 20 décembre 2018 fixant le contingent de l'armée pour l'année 2019.	DOC 54K3377
Loi du 15 février 2019 modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées.	DOC 54K3389
Loi du 20 mai 2019 modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées, en ce qui concerne la mobilité externe des militaires.	DOC 54K3507
Loi du 20 mai 2019 modifiant la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées.	DOC 54K3605
Loi du 20 mai 2019 modifiant la loi du 30 août 2013 instituant la carrière militaire à durée limitée.	DOC 54K3606
Loi du 16 mai modifiant l'article 73 de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées.	DOC 54K3607
Loi du 20 mai 2019 modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires.	DOC 54K3608
Résolutions	
Résolution du 19 juillet 2018 visant à interdire l'utilisation, par la Défense belge, de robots tueurs et de drones armés.	DOC 54K3203
Résolution du 21 février 2019 demandant la mise en place d'un véritable suivi psycho-social des militaires belges avant, pendant et après leurs missions.	DOC 54K2902
Résolution du 28 février 2019 relative à une politique de défense intégrée au sein de l'Union européenne.	DOC 54K2655
Résolution du 4 avril 2019 concernant l'évolution et la modernisation du cadre de réserve des forces armées.	DOC 54K2683
Autres travaux	
Budget - Avis	
Le 22 novembre 2017, la commission a rendu à la commission des Finances et du Budget un avis favorable sur la section 16 (ministère de la Défense) du projet de budget général des dépenses 2018.	DOC 54K2690

Le 28 novembre 2017, la commission a rendu à la commission des Finances et du Budget un avis favorable sur la section 16 (ministère de la Défense) du projet de budget général des dépenses 2019.

[DOC 54K3294.](#)

Au cours de la même réunion, elle a également examiné l'exposé d'orientation politique déposé par le ministre de la Défense conformément à l'article 121bis du Règlement de la Chambre. Le rapport de cette discussion figure également dans le [DOC 54K3294](#).

[DOC 54K0020](#)

Auditions et échanges de vues

Le 18 octobre 2017: audition du lieutenant-général Jan Hennes (DG Human Resources (DG MR)) sur « Les promotions à la Défense ».

[DOC 54K2739](#)

Le 6 décembre 2017: audition, organisée dans le cadre de l'examen de la proposition de résolution (de M. Benoit Hellings et consorts) relative à l'interdiction de la recherche, la production, le commerce et l'utilisation des armes totalement autonomes, en présence des orateurs suivants: M. Nicolas Lange (ministère de la Défense); M. Georges Heeren (AGORIA/ BSDI (Belgian Security and Defence Industry)); M. Denis Jacqmin (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)); prof. Filippo Santoni de Sio (Technische Universiteit Delft); prof. Danny De Schreye (KULeuven); prof. Marc Coeckelbergh (Université de Vienne); prof. Bram Vanderborght (VUB); M. Daniel Kayser (PAX).

[DOC 54K2219](#)

Le 14 mars 2018: audition sur "l'utilisation de drones dans les secteurs de la Sécurité et de la Défense" en présence des orateurs suivants: colonel Michel Van Strythem (Défense); M. Frank Van Welkenhuyzen (Dronematrix); M. Jan Leysens (Airobot) M. Luc Mampaey (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)); M. Christophe Wasinski (ULB); M. Marc Vanlook (EUKA).

[DOC 54K3224](#)

Le 28 mars 2018: audition sur "La Défense européenne" en présence des orateurs suivants: M. Frank De Winne (Agence spatiale européenne, ESA ,European Space Agency); général-major Xavier Watteuw, représentant militaire belge auprès de l'OTAN et de l'UE; M. Olli Ruutu, deputy chief executive (Agence européenne de défense, AED)); professeur André Dumoulin (ULg); professeur Sven Biscop (UGent); M. Nicolas Gros-Verheyde, journaliste; M. Georges Heeren (BSDI)

[DOC 54K3157](#)

Le 13 avril 2018: échange de vues avec le ministre de la Défense sur les mesures prises dans le cadre du dossier F-16 et exposé par le lieutenant-général Henk Robberecht (AIG), Mme Ann Schoubs (Service fédéral d'audit interne (SFAI)) et le lieutenant-général Rudy Debaene (DG Ressources matérielles (DGMR)).

[CRIV 54COM0862](#)

Le mercredi 18 avril 2018 : audition sur le dossier concernant le remplacement des avions

F-16 de la Composante Air, en présence des orateurs suivants: général Marc Compagnol (Chef de la Défense); lieutenant-général Henk Robberecht (AIG) ; Mme Ann Schoubs (SFAI); lieutenant-général Rudy Debaene (DGMR); amiral de division Yves Dupont; colonel Peter Letten; colonel Frédéric Givron; lieutenant-colonel Rudi Decrop; major Philippe Van den Put; capitaine Antoon Boeykens; colonel Jeff Gates (U.S. Air Force, F-16 System Program Manager); colonel Michael Weaver (U.S. Air Force, Chief, Combat Forces Division); M. Mike McSpadden (Lockheed Martin, Director, Systems Engineering Division, F-16 Chief Engineer); M. Thomas Jones (Lockheed Martin, Principal Engineer,

F-16 Structural Integrity); colonel Harold Van Pee et lieutenant-colonel Steven Lauwereys (ACCaP-team Défense).

[CRIV 54COM0866,](#)
[CRIV 54COM0871,](#)
[CRIV 54COM0872](#)

Le mercredi 25 avril 2018: audition sur le dossier concernant le remplacement des avions F-16 de la Composante Air" en présence des orateurs suivants: lieutenant-général Claude Van de Voorde; général-major Frederik Vansina; général-major Luc Roelandts; général-major e.r. Michel Ocula; colonel Geert Mariën; professeur ém. Luc De Vos; professeur Alexander Mattelaer; professeur Herman Matthijs; professeur Herman Terryn; M. Eddy Van der Meersch, inspecteur général des Finances, et M. Jozef Beckers, conseiller à la Cour des comptes.

[CRIV 54COM0876,](#) et
[CRIV 54COM0882](#)

Le mercredi 23 mai 2018: audition concernant les opérations de la Marine en Méditerranée et les opérations aériennes au-dessus du Moyen-Orient, en présence des orateurs suivants: l'amiral de division Wim Robberecht (commandant de la Marine) et le colonel Alex Roose (composante Air).

[DOC 54K3188](#)

Le mercredi 30 mai 2018: audition concernant la participation belge aux missions militaires au Mali, en présence du général de brigade Bart Laurent, ancien commandant de la Mission européenne de formation au Mali (EUTM Mali).

[DOC 54K3188](#)

Le mardi 19 juin 2018: audition concernant le Service général du Renseignement et de la Sécurité (SGRS) de la Défense, en présence du lieutenant-général Claude Van de Voorde, chef du SGRS.

[DOC 54K3267](#)

Le mercredi 20 juin 2018: audition concernant le cadre de réserve des forces armées, en présence des orateurs suivants : le général major Marc Thys, commandant de la Composante Terre ; le général major Jean Marie Nulmans, commandant GRH (Gestion des ressources humaines) ; le major Jean-François Dohogne (réserve), commandant de la compagnie de la réserve opérationnelle ; le lieutenant-colonel Philippe Légar (réserve), membre du conseil d'administration de l'Union royale nationale des officiers de réserve (URNOR) ; l'adjudant Michel d'Alessandro (réserve), président de l'Union royale nationale des sous-officiers de réserve (URNSOR) ; le major Arnaud le Grelle (réserve), adjoint Operations Officer, Special Operations Regiment, et directeur régional de Federgon (Fédération des prestataires de services RH) ; le professeur ém. en activité Wally Struys, École royale militaire ; l'enseigne de vaisseau Emmanuel Reynaerts (réserve), président de l'Association royale des militaires du cadre de réserve de la Marine et le capitaine de frégate Kurt Engelen (réserve), chef de la section Union européenne, département d'état-major Stratégie.

[DOC 54K2683](#)

Le mercredi 24 octobre 2018: échange de vues au sujet des aspects militaires et économiques de certains achats militaires planifiés au cours d'une réunion commune de la commission de la Défense nationale et de la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture, en présence des orateurs suivants : M. Frederik Verkin, Direction générale Coopération et Affaires juridiques, Service des Marchés publics, Chancellerie du premier ministre ; le lieutenant général Rudy Debaene, DG MR ; le colonel Eric Claessen, chef de projet CAMO (véhicules de la Composante Terre) ; le colonel d'aviation Luc Cruysberghs, chef de projet MALE (drones) ; le colonel d'aviation Harold Van Pee, chef de projet ACCAP (Air Combat Capability Program) ; M. Jean-Marc Delporte, président du comité de direction du SPF Économie ; M. Renaat Schrooten, DG Analyses économiques et Économie internationale, SPF Économie ; M. Eddy Van Der Meersch, inspecteur général des Finances ; le lieutenant-colonel d'aviation Baudouin Heuinckx, chef de la cellule juridique marchés publics (GDJM) ; M. Bruno Lombaert, avocat, bureau d'avocats Stibbe. Rapport de l'exposé:

[CRIV 54COM990](#)

Le mercredi 12 décembre 2018: audition dans le cadre de la proposition de résolution demandant la mise en place d'un véritable suivi psycho-social des militaires belges avant, pendant et après leurs missions, en présence des orateurs suivants: le colonel Bert Van Vlerken, la majore Sylvie Aerens et le colonel Erwin Dhondt, DG Health & Well Being; M. Johan Van Den Eeckhout, aumônier en chef à la Défense; M. Erik de Soir, psychologue et psychothérapeute clinique, psychotraumatologue et chargé de cours à l'IRSD; M. Steven Gelders; le major Jeroen Van den Bossche, psychologue et chef de service du Centre de Santé Mentale de l'Hôpital Militaire; M. Roger Housen, délégué du syndicat ACMP/CGPM; M. Dimitry Modaert, délégué du syndicat VSOA/SLFP, Défense; M. Walter Van den Broeck, délégué du syndicat CSC/ACV, Défense; M. Hans Lejeune, secrétaire permanent de la CGSP/ACOD-AMIO, Défense.

[DOC 54K2902](#)

Le 24 avril 2019: audition de M. Walter Schroons, conseiller à la Cour des comptes, concernant l'audit de la Cour des comptes relatif au programme de remplacement des avions F-16.

[DOC 54K3732](#)

Visites

Les 5 et 6 juin 2018, une délégation de la commission a rendu visite aux militaires belges au Mali dans le cadre des missions EUTM Mali et MINUSMA.

Conférence interparlementaire sur la Politique Étrangère et de Sécurité Commune (PESC) et sur la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC)

Les présidents des commissions des Relations extérieures et de la Défense nationale ont été invités à assister aux Conférences interparlementaires sur la Politique Étrangère et de Sécurité Commune (PESC) et sur la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC), qui sont organisées tous les six mois dans le cadre de la présidence de l'Union européenne: en Estonie (Tallinn, 7-9 septembre 2017) ; en Bulgarie (Sofia, 15-17 février 2018) ; en Autriche (Vienne, 11-12 octobre 2018) ; en Roumanie (Bucarest, 7-8 mars 2019).

[DOC 54K2911](#)

[DOC 54K3181](#)

[DOC 54K3425](#)

[DOC 54K3729](#)

Loi du 29 mars 2018 portant réforme du droit des entreprises.

[DOC 54K2828](#)

Loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses.

[DOC 54K3119](#)

Déclaration de révision de la Constitution.

[DOC 54K3708](#)

Proposition de révision de l'article 7bis de la Constitution afin d'ancrer les objectifs et principes climatiques.

[DOC 54K3642](#)

Révision de l'article 149 de la Constitution en ce qui concerne la publicité des jugements et des arrêts.

[DOC 54K2628](#)

Loi spéciale du 14 octobre 2018 modifiant la législation spéciale relative aux listes de mandats et déclarations de patrimoine en ce qui concerne la transparence des rémunérations, l'extension aux administrateurs publics, le dépôt électronique et le contrôle.

[DOC 54K2802](#)

Loi du 14 octobre 2018 modifiant la législation relative aux déclarations de mandats et de patrimoine en ce qui concerne la transparence des rémunérations, l'extension aux administrateurs publics, le dépôt électronique et le contrôle.

[DOC 54K2810](#)

Loi du 14 octobre 2018 modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'État, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, en ce qui concerne le cumul d'indemnités publiques.

[DOC 54K2811](#)

Loi du 14 octobre 2018 spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce qui concerne le cumul d'indemnités publiques.

[DOC 54K2812](#)

Loi du 14 octobre 2018 modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone en ce qui concerne le cumul d'indemnités publiques.

[DOC 54K2813](#)

Loi spéciale du 14 octobre 2018 modifiant, en ce qui concerne le cumul des mandats, la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises.

[DOC 54K2815](#)

Loi du 14 octobre 2018 modifiant, en ce qui concerne le cumul des mandats, la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'État, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

[DOC 54K2816](#)

Loi du 14 octobre 2018 modifiant, en ce qui concerne le cumul des mandats, la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone.

[DOC 54K2817](#)

Loi spéciale du 30 juillet 2018 modifiant l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce qui concerne les dépenses électorales engagées pour les élections locales.

[DOC 54K2908](#)

Loi du 15 juillet 2018 portant modification de la loi du 6 janvier 2014 portant création d'une Commission fédérale de déontologie en vue d'y insérer le Code de déontologie des mandataires publics.

[DOC 54K2098](#)

Enfin, le 6 juin 2018, la commission a approuvé l'Accord de coopération du 29 mars 2017 entre l'État fédéral, les Régions, les Communautés, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune, relatif à l'exercice des compétences attribuées aux Parlements nationaux par le Traité sur l'Union européenne, le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les Protocoles y annexés.

[DOC 54K2982](#)

Autres activités

Le 24 janvier 2018, la commission a adopté le rapport introductif d'initiative parlementaire concernant « Le caractère de l'État et les valeurs fondamentales de la société » (art. 152bis du Règlement.).

Le 4 octobre 2017, la sous-commission a procédé à un échange de vues avec le premier président de la Cour des comptes au sujet des mandats des conseillers de la Cour des comptes.

[DOC 54K2866](#)

Le 4 octobre 2017, la sous-commission a procédé à un échange de vues avec des représentants de la Cour des comptes concernant les marchés publics et le contrôle interne dans les départements de l'administration générale.

[DOC 54K2787](#)

Le 20 mars 2018, la sous-commission a procédé à un échange de vues avec le ministre chargé de la Régie des Bâtiments sur la préparation à l'application de la loi du 22 mai 2003 à partir de 2018 et la gestion de l'inventaire du patrimoine immobilier de l'État.

[DOC 54K3070](#)

Le 13 juin 2018, la sous-commission a procédé à un échange de vues avec le ministre des Finances et auditionné M. Jean Deboutte, directeur de l'Agence fédérale de la dette, à propos de l'évolution de la dette de l'État et de la dette publique.

[DOC 54K3276](#)

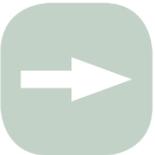
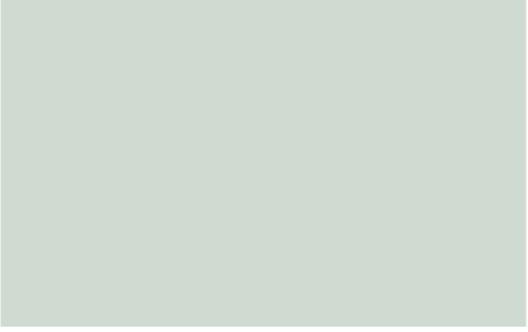
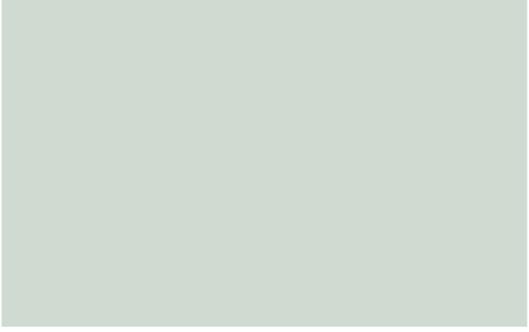
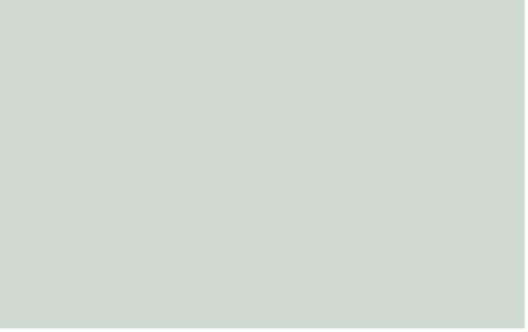
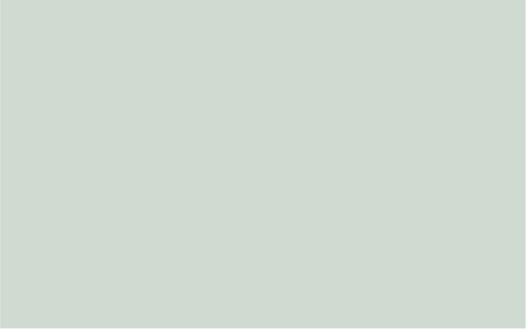
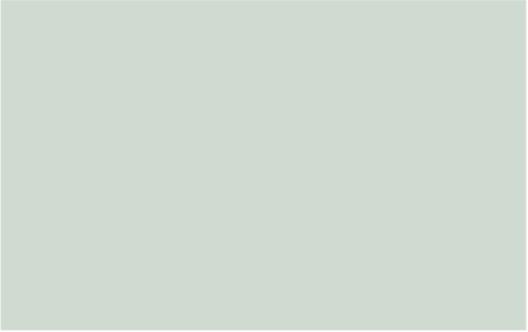
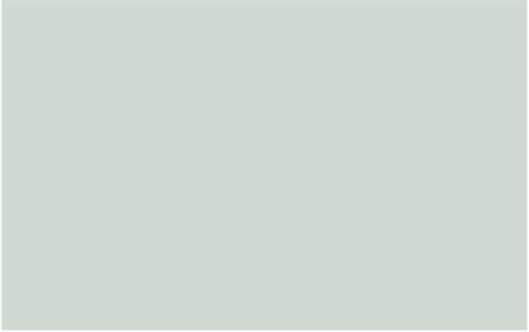
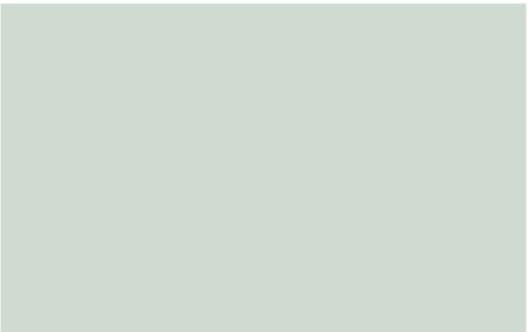
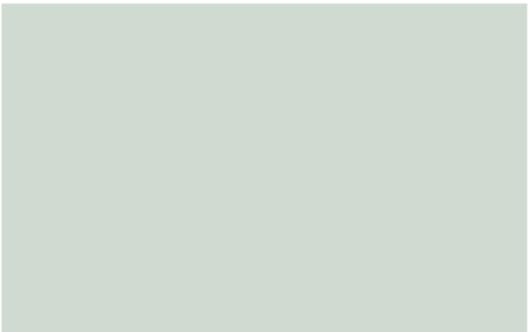
Le 12 mars 2019, la sous-commission a auditionné des représentants de la Cour des comptes et un représentant du ministre de la Défense sur l'inventarisation et la comptabilisation des stocks à la Défense.

[DOC 54K3737](#)

Nominations

Le 12 juin 2018, la sous-commission a entendu les candidats à la fonction de conseiller à la Cour des comptes (Chambre néerlandaise), puis a délibéré.

Le 16 octobre 2018, la sous-commission a entendu les candidats à la fonction de conseiller à la Cour des comptes (Chambre française), puis a délibéré.



26 septembre 2017: États des lieux des questions de sécurité des centrales nucléaires belges:

Audition de:

- M. Thierry Saegeman, Chief Nuclear Officer Engie Electrabel;
- Mme An Wertelaers, directrice du département "Établissements et déchets" de l'AFCN;
- M. René Boonen, prof. dr.ir., et M. Jan Peirs, dr.ir., Département de génie civil, KULeuven;
- M. Eric van Walle, prof. dr., directeur général de SCK-CEN et chargé de cours principal KULeuven.

23 novembre 2017: La culture de sûreté:

Audition de:

- M. Thierry Saegeman, Chief Nuclear Officer Engie Electrabel;
- Mme An Wertelaers, directrice du département "Établissements et déchets" de l'AFCN

28 mars 2018: Le plan d'urgence nucléaire: échange de vues avec le vice-premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments.

5 juin 2018: Le rapport de Greenpeace France sur la sécurité des centrales nucléaires:

Audition à huis clos de :

- M. Yves Marignac, WISE-Paris, coordinateur du rapport de Greenpeace France;
- M. Eloi Glorieux, Greenpeace Belgique;
- M. Frank Hardeman, directeur général de l'AFCN;
- M. Rony Dresselaers, directeur du département Transport et Sécurité de l'AFCN;
- M. Tony Snoeck, chef de service Sécurité.

12 juillet 2018: Le rapport de Greenpeace France sur la sécurité des centrales nucléaires: échange de vues avec le vice-premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments.

2 octobre 2018: Les témoignages récents concernant les manquements allégués dans l'entretien des centrales nucléaires: audition de M. Frank Hardeman, directeur-général de l'AFCN.

22 octobre 2018: Le rapport de la Commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires de l'Assemblée nationale de la République française: échange de vues avec Mme Barbara Pompili, rapporteure du rapport de la Commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires de l'Assemblée nationale de la République française.

27 novembre 2018: Le rapport de la Commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires de l'Assemblée nationale de la République française sur la sûreté et la sécurité nucléaire des installations nucléaires » et les centrales nucléaires belges: analyse de l'AFCN:

DOC 54K2790

DOC 54K3301

DOC 54K3337

Audition de:

- M. Frank Hardeman, directeur-général de l'AFCN ;
- Mme An Wertelaers, directeur du département établissements et Déchets de l'AFCN ;
- M. Rony Dresselaers, directeur Sécurité et Transport de l'AFCN.

DOC 54K3479

12 février 2019: Le rapport de l'AFCN sur l'historique de l'information concernant la problématique du béton des bunkers des réacteurs nucléaires et sur les stress tests:

DOC 54K3730

Audition de:

- M. Frank Hardeman, directeur-général de l'AFCN ;
- Mme An Wertelaers, directeur du département établissements et Déchets de l'AFCN ;
- M. Frederik Van Wonterghem, chef de département du département Établissements.

Visites

07 décembre 2018: visite de travail à l' « Autoriteit Nucleaire Veiligheid en Stralingsbescherming » – ANVS – La Haye, Pays-Bas.

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Au cours des sessions ordinaires 2017-2018 et 2018-2019, la commission parlementaire de concertation s'est réunie à huit reprises.

Durant ces sessions, la commission n'a été saisie d'aucun conflit de compétence formel (application des articles 2, 2°, et 11 de la loi du 6 avril 1995) et elle n'a pas davantage été appelée à se prononcer sur la procédure législative à suivre.

En outre, elle n'a été saisie d'aucune demande d'allongement du délai d'examen du Sénat (application des articles 2, 2°, et 12 de la loi du 6 avril 1995).

La commission de concertation a appliqué à sept reprises l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 6 avril 1995 précitée, qui lui permet de suspendre les délais d'évocation et d'examen durant les périodes de vacances et elle a décidé une fois de ne pas suspendre les délais.

COMMISSION DE LA COMPTABILITÉ

Au cours de ses réunions des 14 mars, 18 et 25 avril, 17 octobre et 20, 21 et 29 novembre 2017, la commission de la Comptabilité a examiné les comptes 2016, les ajustements budgétaires 2017 et les propositions budgétaires 2018 de la Chambre et des institutions bénéficiant d'une dotation¹.

Les rapports de la commission figurent dans les documents:

[DOC 54K2843](#),
[DOC 54K2846](#), et
[DOC 54K2384](#)

Au printemps 2018, la commission a consacré plusieurs réunions à l'examen des rapports d'audit de la Cour des comptes et de E&Y sur les institutions bénéficiant d'une dotation.

Lors de sa réunion du 17 octobre 2018, elle a approuvé le règlement d'ordre intérieur de l'Organe de contrôle de l'information policière, ainsi qu'une proposition de modification du cadre organique de l'Autorité de protection des données.

[DOC 54K3332](#)
[DOC 54K3331](#)

Au cours de ses réunions des 20 novembre, 4 décembre et 11 décembre 2018, la commission a examiné les comptes 2017, les ajustements budgétaires 2018 et les propositions budgétaires 2019 des institutions bénéficiant d'une dotation. Son rapport et les rapports d'audit figurent dans les documents.

[DOC 54K3418](#)

Au cours de ses réunions des 23 mai et 4 novembre 2018, la commission a examiné l'ajustement budgétaire 2018 ainsi que les comptes 2017 et le budget 2019 de la Chambre et des dotations aux partis politiques. Les rapports de la commission figurent dans les documents

[DOC 54K3134](#) et
[DOC 54K3419](#).

Au cours de ses réunions des 20 novembre et 4 décembre 2018, elle a approuvé la proposition de règlement d'ordre intérieur de l'Autorité de protection des données.

[DOC 54K3420](#).

Lors de sa réunion du 24 avril 2019, la commission a examiné l'ajustement budgétaire 2019 des dotations aux partis politiques consécutif à la décision de l'assemblée plénière de payer les montants contestés relatifs aux dotations des partis Défi ! et PTB – PvdA.

[DOC 54K3740](#).

COMMISSION DE CONTRÔLE DES DÉPENSES ÉLECTORALES ET DE LA COMPTABILITÉ DES PARTIS POLITIQUES

Les missions et les compétences de la Commission de contrôle (loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques) sont les suivantes :

1. elle contrôle le respect des dispositions légales en matière de limitation des dépenses électorales et d'origine des fonds affectés à ces dépenses par les partis politiques et les candidats pour les élections des Chambres fédérales et du Parlement européen ;

¹ Les institutions bénéficiant d'une dotation sont la Cour des comptes, les Comités P et R, les Médiateurs fédéraux, la Cour constitutionnelle, le Conseil supérieur de la justice, les Commissions de nomination pour le notariat, l'Autorité de protection des données (qui était auparavant la Commission de protection de la vie privée), la Commission BIM, l'Organe de contrôle de l'information policière, la Commission fédérale de déontologie et le Conseil central de surveillance pénitentiaire.

2. elle contrôle le respect, par les partis politiques et leurs composantes, les listes, les candidats et les mandataires politiques, de l'obligation d'enregistrement concernant tout don de 125 euros et plus émanant de personnes physiques ;
3. elle contrôle le respect, par les partis politiques et leurs composantes, les listes, les candidats et les mandataires politiques, de l'obligation d'enregistrement concernant tout sponsoring de 125 euros et plus émanant d'entreprises, d'associations de fait et de personnes morales;
4. elle contrôle les communications officielles des membres du gouvernement fédéral et des présidents de la Chambre et du Sénat;
5. elle examine les rapports financiers sur la comptabilité des partis politiques et de leurs composantes.

Lors de la période 2017-2019, la Commission de contrôle a :

1. en ce qui concerne sa deuxième mission :

poursuivi la procédure de contrôle concernant les dons enregistrés de 125 euros et plus effectués en 2017-2019 par des personnes physiques à des partis politiques et à leurs composantes, ainsi qu'à des mandataires politiques ;

2. en ce qui concerne sa troisième mission :

poursuivi la procédure de contrôle concernant les sponsorings enregistrés de 125 euros et plus faits en 2017-2019 par des entreprises, des associations de fait et des personnes morales à des partis politiques et à leurs composantes, ainsi qu'à des mandataires politiques ;

3. en ce qui concerne sa quatrième mission :

émis plusieurs avis concernant des notes de synthèse déposées en vertu du chapitre II/1 de la loi du 4 juillet 1989 ;

4. ce qui concerne sa cinquième mission :

approuvé les rapports financiers qui ont été introduits sur la comptabilité des partis politiques et de leurs composantes pour les années 2016.

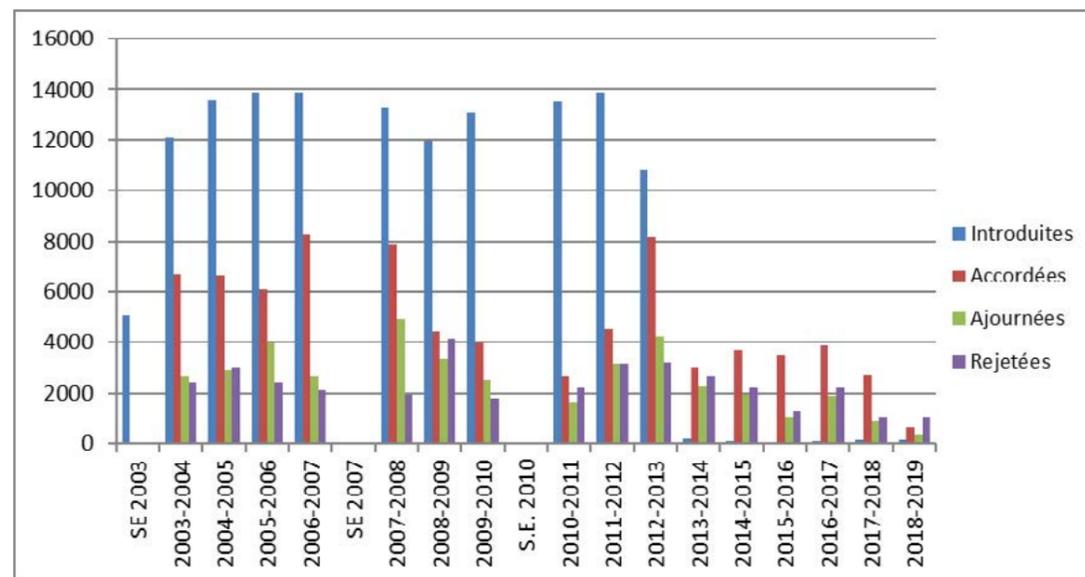
Le 26 mars 2019, la commission a adressé un avis à l'assemblée plénière concernant les dotations à certains partis politiques.

DOC 54K2449 et 2017
DOC 54K3161.

COMMISSION DES NATURALISATIONS

La commission a examiné les demandes de naturalisation les 6 novembre 2018 et 12 février 2019. Les demandes acceptées par la commission ont été adoptées par la Chambre en séance plénière les 13 décembre 2018 et 21 mars 2019. La publication au Moniteur Belge a eu lieu les 4 février et 6 mai 2019.

Depuis le 1^{er} janvier 1996, les demandes sont introduites à la Chambre. La procédure administrative est totalement prise en charge par les services de l'assemblée. La Chambre est par ailleurs seule compétente en matière d'octroi de la naturalisation (procédure monocrémérale - art. 74 de la Constitution).



COMMISSION DES PÉTITIONS

Au cours des sessions 2017-2018 et 2018-2019, la commission a reçu trois pétitions, qu'elle a transmises aux différentes commissions concernées. Le Médiateur fédéral a présenté son rapport annuel 2017 le 23 avril 2018 à la Chambre des représentants et l'a remis officiellement au président de la Chambre à cette occasion. Ce rapport annuel a été examiné en commission des Pétitions le 9 mai 2018. Les recommandations du Médiateur fédéral ont été transmises aux commissions concernées.

COMMISSION SPÉCIALE DU RÈGLEMENT ET DE LA RÉFORME DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE

Modification du Règlement de la Chambre des représentants du 28 juin 2018 en ce qui concerne la distribution électronique des documents parlementaires. [DOC 54K3132](#)

Modification du Règlement de la Chambre des représentants du 19 juillet 2018 en ce qui concerne la disponibilité exclusive temporaire des réponses aux questions écrites. [DOC 54K1969](#)

Modification du Règlement de la Chambre des représentants du 19 juillet 2018 concernant la participation des députés au travail des commissions. [DOC 54K2801](#)

Insertion du 19 juillet 2018 dans le Règlement de la Chambre des représentants d'un article relatif au registre des lobbies. [DOC 54K2803](#)

Révision du Règlement de la Chambre des représentants du 19 juillet 2018 en ce qui concerne le débat d'actualité en commission. [DOC 54K2804](#)

Révision du 19 juillet 2018 du Règlement de la Chambre des représentants et du Règlement relatif aux comptes rendus intégral, provisoire et analytique des réunions de la Chambre des représentants, en ce qui concerne le rapport numérique.	DOC 54K2805
Modification du 19 juillet 2018 du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne le vote électronique.	DOC 54K2806
Révision du 19 juillet 2018 du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne le suivi des matières européennes.	DOC 54K2807
Modification du 19 juillet 2018 du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne la date de dépôt de la déclaration des mandats, fonctions et professions et de la déclaration de patrimoine.	DOC 54K2814
Modification du 19 juillet 2018 de l'article 28 du Règlement de la Chambre des représentants.	DOC 54K2818
Modification du 28 mars 2019 du Code de déontologie des membres de la Chambre des représentants.	DOC 54K3552
Modification du 28 mars 2019 des articles 7 et 163bis du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne les incompatibilités pour le président de la Chambre.	DOC 54K3553
Modification du 28 mars 2019 du Règlement de la Chambre des représentants en vue d'encourager les ministres à répondre aux questions écrites dans le délai prévu à l'article 123 dudit Règlement.	DOC 54K3576

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE ET DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ

Les réunions de la commission spéciale se tiennent à huis clos.

La commission spéciale s'est réunie sous la présidence de M. Siegfried Bracke.

Nominations

M. Serge Lipszyc, a été nommé président du Comité permanent R par la séance plénière du 19 avril 2018 et a prêté serment le 25 septembre 2018.

Mme Kathleen Stinckens a été nommée présidente du Comité permanent P par la séance plénière du 14 novembre 2018 et a prêté serment le 20 novembre 2018.

Réunions

La commission d'accompagnement s'est réunie à 10 reprises pendant la session 2017-2018 et à 10 reprises pendant la session 2018-2019.

Les rapports annuels 2016 et 2017 des Comités permanents P et R ont été examinés les 17 octobre 2017, 20 juin et 13 novembre 2018, en application des articles 11 et 35 de la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace.

[DOC 54K2734](#),
[DOC 54K3197](#) et
[DOC 54K3375](#)

La commission a procédé par ailleurs à l'examen de rapports sur différentes enquêtes de contrôle qui lui ont été transmis par les Comités permanents P et R en exécution des articles 9 et 33 de la loi précitée du 18 juillet 1991.

Visites et échanges de vues

Le 6 juin 2018, la commission a reçu une délégation du parlement de Géorgie venue s'informer sur la nécessité d'un contrôle des services de renseignement dans les pays démocratiques.

Le 13 novembre 2018, la commission a entendu un responsable de la DG EPI (Établissements pénitentiaires).

Le 2 juillet 2018, la commission a entendu les responsables du SGRS.

Le 14 mars 2019, une délégation de la commission a visité le SGRS et des auditions avec les responsables de ce service ont eu lieu le 18 mars 2019, en présence du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et de la Défense et avec le Chef de la Défense.

COMMISSION ACHATS ET VENTES MILITAIRES

La commission spéciale des Achats et des ventes militaires dispose d'un droit de contrôle lors de certaines procédures d'acquisition ou de ventes du ministère de la Défense.

Elle exerce ce droit de contrôle en vertu des dispositions fixées dans le protocole administratif conclu le 17 mai 2017 entre le Président de la Chambre des représentants et le ministre de la Défense, en remplacement du protocole du 15 septembre 1997.

À côté de ce protocole, un deuxième protocole administratif, conclu le 15 septembre 1997 avec le ministre de l'Économie, règle la fourniture d'informations concernant des participations économiques éventuelles liées à des achats militaires.

Au cours de la période 2017-2019, le ministre de la Défense a informé la commission de 26 dossiers d'achat et d'un dossier de vente.

COMMISSION SPÉCIALE “CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE”

Au cours de la session 2017-2018, la Commission spéciale Climat et Développement durable s'est réunie à plusieurs reprises en vue de préparer la COP 23 de Bonn (6 - 17 novembre 2017).

Le 11 mai 2017, le Parlement flamand a organisé le premier Dialogue interparlementaire sur le climat. Des délégations du Parlement flamand, du Parlement wallon, du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale et de la Chambre des représentants ont participé à ce dialogue. Une délégation du Parlement de la Communauté germanophone a aussi participé à cette réunion en qualité d'observateur.

Les 13 septembre, 24 et 25 octobre et 9 novembre 2017, la Commission spéciale Climat et Développement durable s'est réunie afin de préparer les réunions du Dialogue interparlementaire sur le climat. Le 13 novembre 2017, une déclaration commune a été adoptée en vue de la COP 23 de Bonn.

L'un des objectifs de la déclaration commune des assemblées prévoyait d'élaborer une résolution en préparation de la COP 24 de Katowice (3-14 décembre 2018).

Au cours de la session 2018-2019, la proposition de résolution sur la politique climatique de la Belgique - Préparation de la COP 24 a ainsi été préparée et élaborée sous la présidence de la Chambre des représentants. La commission spéciale a mené le Dialogue interparlementaire sur le climat les 5 mars, 15 et 29 mai, 25 juin et 10 juillet 2018. La proposition de résolution a été examinée et adoptée au cours de la réunion du 18 septembre 2018.

En outre, d'autres réunions ont porté sur les mesures politiques relatives aux changements climatiques. La réunion du 12 février a été consacrée à l'audition d'universitaires auteurs de la proposition de loi sur le climat. Ils ont commenté ce texte avant son examen sur le fond au sein de la commission permanente compétente.

DOC 54K3319.
CRIV 54COM831,
CRABV 54COM0831
CRIV 54COM893,
CRABV 54COM0893

CRIV 54COM1032,
CRABV 54COM1032

Les réunions du 27 février 2019 et du 2 avril 2019 ont été consacrées à un échange de vues avec la ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable et avec M. Peter Wittoeck, chef du service Changements climatiques du SPF Environnement, au sujet de l'état d'avancement de la politique climatique de la Belgique.

[CRIV 54COM1045](#),
[CRABV 54COM1045](#)
[CRIV 54COM1075](#),
[CRABV 54COM1075](#)

Le 13 mars 2019, un échange de vues a eu lieu avec M. Jos Delbeke du Centre européen de stratégie politique (CESP) de la Commission européenne, M. Jean-Pascal van Ypersele, climatologue, et M. Nicolas Van Nuffel, représentant de la Coalition Climat.

[CRIV 54COM1052](#),
[CRABV 54COM1052](#)

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DU SUIVI DES MISSIONS À L'ÉTRANGER

Au cours des réunions de cette commission spéciale, le ministre de la Défense donne régulièrement, à huis clos, un aperçu et une explication des missions à l'étranger auxquelles participent des militaires belges. À cet égard, le cadre international, les aspects techniques du déroulement des missions et l'évolution sur le terrain des grandes missions sont abordés. Au cours de la période 2017-2019, la commission s'est réunie 16 fois.

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER LES CIRCONSTANCES QUI ONT CONDUIT AUX ATTENTATS TERRORISTES DU 22 MARS 2016 DANS L'AÉROPORT DE BRUXELLES-NATIONAL ET DANS LA STATION DE MÉTRO MAELBEEK À BRUXELLES, Y COMPRIS L'ÉVOLUTION ET LA GESTION DE LA LUTTE CONTRE LE RADICALISME ET LA MENACE TERRORISTE

[DOC 54K1752](#)

La Conférence des présidents du 10 novembre 2017 a proposé de reporter le dépôt du rapport final au 31 octobre 2017. Cette proposition a été approuvée en séance plénière le 12 octobre 2017.

Le 23 octobre 2017, la commission d'enquête parlementaire a publié son quatrième rapport intermédiaire sur le volet "Radicalisme".

Le même jour, la commission d'enquête parlementaire a également publié son rapport final. Toutes les recommandations formulées dans les quatre rapports intermédiaires (assistance et secours, assistance et secours aux victimes, architecture de la sécurité, radicalisme), y compris la recommandation concernant la création d'une commission de suivi, ont été adoptées à l'unanimité.

Le 26 octobre 2017, les rapporteurs de la commission d'enquête parlementaire, Mme Onkelinx et MM. De Roover, Pivin et Verherstraeten, ont fait rapport en séance plénière.

COMMISSION DE SUIVI PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'EXAMINER LES CIRCONSTANCES QUI ONT CONDUIT AUX ATTENTATS TERRORISTES DU 22 MARS 2016 DANS L'AÉROPORT DE BRUXELLES-NATIONAL ET DANS LA STATION DE MÉTRO MAELBEEK À BRUXELLES, Y COMPRIS L'ÉVOLUTION ET LA GESTION DE LA LUTTE CONTRE LE RADICALISME ET LA MENACE TERRORISTE

[DOC 54K1752](#)

Dans son rapport final, la commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les circonstances qui ont conduit aux attentats terroristes du 22 mars 2016 dans l'aéroport de Bruxelles-National et dans la station de métro Maelbeek à Bruxelles, y compris l'évolution et la gestion de la lutte contre le radicalisme et la menace terroriste, a recommandé la création d'une commission de suivi afin de contrôler la mise en œuvre de l'ensemble de ses recommandations.

Le 26 octobre 2017, à l'issue des débats relatifs aux travaux de la commission d'enquête, la séance plénière a adopté une motion prenant acte de la recommandation visant à instituer une commission de suivi ayant la même composition que la commission d'enquête.

La commission de suivi a été installée le 20 novembre 2017 sous la présidence de M. Patrick Dewael (Open Vld). Le même jour, elle a décidé de s'entourer de l'expertise des quatre experts ayant suivi les travaux de la commission d'enquête, MM. Willy Bruggeman, Paul Martens, Dirk Van Daele et Michaël Dantinne.

Compte tenu du nombre de recommandations très diverses formulées par la commission d'enquête, un tableau de bord a été élaboré et transmis au gouvernement. Ce dernier a été invité à communiquer un état des lieux quant à la manière dont ces recommandations ont été suivies.

La commission de suivi s'est réunie le 20 novembre 2017, le 15 janvier 2018, le 19 février 2018, le 14 mars 2018, les 9 et 16 mai 2018, le 20 juin 2018, les 9 et 16 juillet 2018 et le 19 novembre 2018.

La réunion du 14 mars 2018 a été consacrée à un échange de vues avec le ministre de la Justice, la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et le ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique, concernant le suivi des recommandations relatives à l'assistance aux victimes d'attentats terroristes.

[CRIV 54COM843](#)

Le 16 mai 2018, la commission de suivi a convié M. Paul Van Tigchelt, directeur de l'Organe pour la coordination de l'analyse de la menace (OCAM) à présenter à huis clos le rapport : "La formation des imams et des professeurs de religion islamique en Belgique – Le cas du Centre islamique et culturel de Belgique"

Le 9 juillet 2018, un échange de vues a eu lieu avec le vice-premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments, et le ministre de la Justice concernant l'exécution des recommandations relatives au volet "Architecture de la sécurité".

[CRIV 54COM944](#)

Le 16 juillet 2018, la commission a entendu M. Marc De Mesmaeker, suite à sa désignation comme Commissaire général de la police fédérale.

[CRIV 54COM950](#)

COMMISSION SPÉCIALE "FRAUDE FISCALE INTERNATIONALE/ PANAMA PAPERS"

La commission spéciale a poursuivi l'examen de son projet de rapport au cours de ses réunions des 26 septembre et 16 octobre 2017.

Le 24 octobre 2017, la commission spéciale, sous la présidence de M. Ahmed Laaouej, a approuvé l'ensemble du rapport par 10 voix contre 3 et 2 abstentions.

[DOC 54K2749](#)

Ce rapport final qui formule 132 recommandations générales visant à une transparence accrue en matière fiscale et à la transposition prioritaire des directives européennes en rapport avec la lutte contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale illégitime a ensuite été adopté par la Chambre des représentants le 16 novembre 2017.

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE EN VUE DE FINALISER LA MISSION DE LA COMMISSION SPÉCIALE "FRAUDE FISCALE INTERNATIONALE/PANAMA PAPERS"

La commission d'enquête parlementaire a poursuivi ses travaux au cours de ses réunions des 18 juillet et 24 octobre 2017. Au cours de ces réunions, la commission a analysé les informations reçues dans le cadre des auditions organisées les 27 et 29 mars 2017 et formulé ses conclusions.

Le 24 octobre 2017, la commission d'enquête parlementaire, sous la présidence de M. Ahmed Laaouej, a approuvé l'ensemble du rapport par 10 voix contre 3 et 2 abstentions.

[DOC 54K2344](#)

La commission d'enquête a fait rapport à la Chambre des représentants, de telle sorte que la commission spéciale "Fraude fiscale internationale/Panama Papers" a pu intégrer les constatations de la commission d'enquête dans son rapport final.

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE D'ENQUÊTER SUR LES CIRCONSTANCES AYANT CONDUIT À L'ADOPTION ET L'APPLICATION DE LA LOI DU 14 AVRIL 2011 PORTANT DES DISPOSITIONS DIVERSES, EN CE QUI CONCERNE LA TRANSACTION PÉNALE

Partant d'une analyse des auditions organisées et des documents demandés au cours de la session 2016-2017, la commission a commencé à formuler ses constatations, appréciations et recommandations en septembre 2017.

La date butoir pour le dépôt du rapport de la commission d'enquête parlementaire "transaction pénale", instituée le 1^{er} décembre 2016 sous la présidence de M. Dirk Van der Maelen, a été reportée en dernier lieu par l'assemblée plénière, sur la proposition de la Conférence des présidents, au 31 mars 2018.

Auditions

Le 4 octobre 2017, M. Edward Janssens, président de l'Orde van Vlaamse Balies, et M. Patrick Henry, ancien président de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone de Belgique, ont été entendus.

Le 8 novembre 2017, M. Alijan Ibragimov a été entendu à huis clos en qualité de témoin.

Après citation, M. Patokh Chodiev a été entendu à huis clos, en qualité de témoin, par vidéoconférence, le 13 décembre 2017.

Réunions de travail

En vue de rédiger ses constatations, appréciations et recommandations, la commission d'enquête a tenu des réunions de travail les 20 septembre 2017, 13 et 25 octobre 2017, 7 et 17 novembre 2017, 6 décembre 2017, 10, 11, 17, 24 et 31 janvier 2018, 7, 21 et 28 février 2018, 2, 7, 9, 14, 16, 21, 23, 26, 28 et 30 mars 2018.

Le rapport final de la commission d'enquête contenant ses constatations, appréciations et recommandations a été publié le 16 avril 2018.

[DOC 54K2179.](#)

L'assemblée plénière a adopté une motion le 26 avril 2018.

[DOC 54K2179.](#)

LA COMMISSION SPÉCIALE INSTITUÉE EN VUE DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 11 DE LA LOI DU 27 NOVEMBRE 2013

En application de l'article 11 de la loi du 27 novembre 2013 concernant les dotations et les indemnités octroyées à des membres de la Famille royale ainsi que la transparence du financement de la monarchie, la Chambre des représentants a institué en sa séance plénière du 8 mars 2018 une commission spéciale chargée d'examiner la proposition du Conseil des ministres de procéder à une retenue de 15% sur la dotation 2018 allouée à S.A.R le Prince Laurent de Belgique, compte tenu de sa présence, en uniforme, à la cérémonie du 90^e anniversaire de la fondation de l'armée chinoise, sans autorisation du gouvernement.

La commission spéciale, sous la présidence de M. Siegfried Bracke, a examiné la proposition du Conseil des ministres au cours de deux réunions:

- le 21 mars 2018, Me Laurent Arnauts a été entendu par la commission spéciale à sa demande, en l'absence de S.A.R le Prince Laurent de Belgique, lors d'une réunion publique;
- le même jour, la commission spéciale s'est ensuite réunie à huis clos afin de délibérer et de formuler son avis à donner à la séance plénière.

À l'issue de cette délibération, la commission spéciale a proposé à la Chambre des représentants, par 12 voix contre une, de suivre la proposition formulée par le Conseil des ministres le 14 décembre 2017; soit la retenue de 15 % de la dotation 2018 de S.A.R. le Prince Laurent de Belgique.

La commission spéciale a approuvé le rapport de Mme Kristien Van Vaerenbergh et M. André Frédéric à l'unanimité le 26 mars 2018.

[DOC 54K3015.](#)

Ce rapport a ensuite été examiné en séance plénière le 29 mars 2019.

COMITÉ D'AVIS POUR L'ÉMANCIPATION SOCIALE

Avis

Le Comité d'avis a poursuivi ses travaux sur le thème « Emploi et Genre ».

Des auditions complémentaires ont été organisées avec :

- des représentants d'Unia et de ELLA (réunion du 17 octobre 2017) ;
- des représentants du Minderhedenforum (réunion du 24 octobre 2017) ;
- des représentantes du réseau Diane, de la Ligue des Familles et du Gezinsbond (réunion du 7 novembre 2017) ;
- des représentantes des Femmes Prévoyantes Socialistes, et de la Confédération des Syndicats Chrétiens (réunion du 21 novembre 2017) ;
- une représentante de IDEWE (réunion du 23 janvier 2018).

En conclusion de ces travaux, le Comité d'avis a adopté, au cours de sa réunion du 10 juillet 2018, son rapport final ainsi qu'une série de recommandations.

[DOC 54K3270](#)

Échanges de vues et auditions

Le 24 avril 2018, le Comité d'avis a procédé à un échange de vues avec le vice-premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments, et avec le ministre de la Justice, sur la problématique des viols et de la violence liée au genre.

[DOC 54K3354](#)

Le 5 février 2019, le Comité d'avis a procédé à l'audition de représentantes de l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes sur la présence des femmes dans les conseils d'administration.

[DOC 54K3724](#)

Visites de travail, événements et rencontres

Le 30 janvier 2018, une délégation du Comité a visité le Centre de Prise en charge des Violences Sexuelles du CHU Saint Pierre à Bruxelles.

Le 9 mai 2018, le Comité d'avis a rencontré, à l'occasion du lancement du Pride Festival 2018, une délégation des organisations en charge de l'organisation du festival.

Le 28 février 2019, le Comité d'avis a organisé, à l'occasion de la Journée internationale des femmes et en collaboration avec le groupe des Parlementaires pour l'Agenda 2030, une présentation du rapport intitulé *The State of the African Woman*, rédigé à l'initiative du consortium RightByHer, sous la direction scientifique du Koninklijk Instituut voor de Tropen.

Missions

Du 12 au 16 mars 2017, la présidente du Comité d'avis a participé à la 61^{ème} session de la Commission sur le statut de la femme, aux Nations Unies (New York, États-Unis).

Du 9 au 11 septembre 2018, une délégation du Comité d'avis a participé au Congrès international des représentants des caucus de femmes parlementaires à Dublin (Irlande).

Du 10 au 14 mars 2019, une délégation du Comité d'avis a participé à la 63^{ème} session de la Commission sur le statut de la femme, aux Nations Unies (New York, États-Unis).

COMITÉ D'AVIS CHARGÉ DE QUESTIONS EUROPÉENNES

Dans le courant de la session ordinaire 2017-2018, neuf réunions ont été organisées par le Comité d'avis - seul ou conjointement avec une ou plusieurs commissions permanentes de la Chambre :

le 11 décembre 2018, le premier ministre a organisé à l'intention du Comité d'avis un briefing sur le Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement des 14 et 15 décembre 2017 ;

[DOC 54K2887](#)

le 16 janvier 2018, le Comité d'avis a organisé avec S.E. Mme Alison Rose, ambassadeur du Royaume-Uni en Belgique, un échange de vues sur l'état de la question dans le dossier du Brexit ;

[DOC 54K3022](#)

le 26 janvier 2018, le Comité d'avis a organisé conjointement avec la commission des Finances et du Budget un échange de vues avec Mme Margrethe Vestager, commissaire européenne à la Concurrence ;

[DOC 54K3000](#)

le 21 mars 2018, le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, a commenté l'état des lieux de la transposition des directives européennes en droit belge ;

[DOC 54K3176](#)

le 27 mars 2018, le Comité d'avis a reçu le premier ministre pour un débriefing du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement des 22 et 23 mars 2018 ;

[DOC 54K3113](#)

le 17 avril 2018, la commission des Relations extérieures et le Comité d'avis ont organisé un échange de vues avec M. Janis Emmanouilidis, Director of Studies (European Policy Centre), et le Prof. Dr. Alexander Mattelaer, Director European Affairs, Egmont Royal Institute for International Relations, au sujet de la publication *Re-energising Europe : A package deal for the EU27* ;

[DOC 54K3062](#)

le programme national de réforme 2018 et le programme de stabilité de la Belgique 2018-2021 ont été abordés au cours de la réunion commune qui s'est tenue le 8 mai 2018 avec la commission des Finances et du Budget, la commission des Affaires sociales et la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture ;

[DOC 54K3165](#)

le 9 juillet 2018, le Comité d'avis a reçu le premier ministre pour un débriefing du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement des 28 et 29 juin 2018 ;

[DOC 54K3252](#)

le lendemain, un échange de vues a à nouveau été organisé avec S.E. Monsieur Christian Meuwly, ambassadeur de la Suisse en Belgique.

[DOC 54K3326](#)

Le Comité d'avis a en outre participé aux conférences interparlementaires suivantes :

les LVIII^e et LIX^e COSAC (Tallinn - 26-28 novembre 2017 et Sofia - 17-19 juin 2018) ;

[DOC 54K2994](#) et
[DOC 54K3318](#)

Commissions permanentes

le Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (Bruxelles - 10 octobre 2017, Sofia - 18-19 mars 2018 et Bruxelles - 24-25 septembre 2018) . Participation conjointe avec la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique ;

[DOC 54K2892](#),
[DOC 54K3225](#) et
[DOC 54K3433](#)

la Conférence interparlementaire prévue par l'article 13 du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (Bruxelles – 19-20 février 2018) . Participation conjointe avec la commission des Finances et du Budget.

[DOC 54K3214](#)

Au cours de la session ordinaire 2018-2019, le Comité d'avis s'est réuni quatre fois seul ou conjointement avec d'autres commissions permanentes de la Chambre :

lors de la réunion commune avec la commission des Relations extérieures, les professeurs Franklin Dehousse, ULiège, et Alexander Mattelaer, Director European Affairs, Egmont Royal Institute for International Relations, ont été auditionnés le 28 novembre 2018 au sujet du Brexit ;

[DOC 54K3752](#)

le 9 janvier 2019, Mme Annemie Turtelboom, membre de la Cour des comptes de l'Union européenne, a présenté le Rapport annuel 2017 de la Cour des comptes de l'Union européenne concernant le budget de l'UE au Comité d'avis et à la commission des Finances et du Budget ;

[DOC 54K3473](#)

le 22 janvier 2019, la Représentation permanente de la Belgique auprès de l'UE a commenté le programme de travail de la Commission européenne pour 2019

[DOC 54K3557](#)

le 5 février 2019, le Comité d'avis a reçu une délégation du Riksdag suédois dirigée par son président, M. Andreas Norlén.

[DOC 54K3756](#)

Le Comité d'avis a en outre participé aux conférences interparlementaires suivantes :

le Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (Bucarest – 24-25 février 2019). Participation conjointe avec la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique ;

[DOC 54K3755](#)

la LXe COSAC (Vienne – 19-20 novembre 2018)

[DOC 54K3758](#)

la Conférence interparlementaire prévue par l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (Bruxelles – 18-19 février 2019) Participation conjointe avec les commissions des Finances et du Budget et des Affaires sociales.

[DOC 54K3714](#)

COMITÉ D'AVIS DES QUESTIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Le Comité d'avis s'est réuni les 25 octobre et 29 novembre 2017, les 31 janvier et 27 juin 2018 et le 27 février 2019.

Au cours de ces réunions, il a poursuivi le débat sur le thème « Big Data et Data Mining dans le secteur des soins de santé » (rapporteur : Mme Yoleen Van Camp) en procédant notamment à l'audition de :



Commissions permanentes

Autres commissions

- M. Pieter Baeyaert (CTO-CPO, SA Corilus);
- M. Yves-Alexandre de Montjoye (professeur adjoint, Data Science Institute, Imperial College, Londres);
- M. Vincent Keunen (CEO, Andaman 7) ;
- M. Bruno Schröder (président, CETIC).

En application de l'article 76 du règlement de la Chambre, le Comité d'avis a adopté à l'unanimité une proposition de résolution à ce sujet.

[DOC 54K3685](#)

En outre, il a procédé, le 31 janvier 2018, à l'audition de M. Jacques Nijskens, directeur du Service de la recherche et des applications spatiales de la Politique scientifique fédérale.

GRUPE DE TRAVAIL "PARTIS POLITIQUES"

Dans le cadre des missions qui lui ont été confiées par la commission de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques, le groupe de travail a essentiellement abordé les sujets suivants au cours de la période 2017-2019 :

-l'exécution de la loi du 22 mai 2014 relative au chiffrage par le Bureau fédéral du Plan des programmes électoraux présentés par les partis politiques lors de l'élection pour la Chambre des représentants;

-l'actualisation du commentaire et des recommandations ("vade-mecum") de la Commission de contrôle concernant l'interprétation de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques. Le groupe de travail avait, à cet égard, demandé à un groupe de lecture créé à cet effet de préparer les textes nécessaires à ce nouveau "vade-mecum".

[DOC 54K3491](#)

GRUPE DE TRAVAIL "AGENDA ROBONUMÉRIQUE"

Le 12 décembre 2019, un groupe de travail « Agenda robonumérique » a été créé. Un rapport des auditions organisées dans ce cadre a été rédigé.

[DOC 54K3725](#)

La Conférence des commissions des Affaires européennes (COSAC)

LVI^e COSAC
(Tallinn,
26-28 novembre
2017)

LIX^e COSAC
(Sofia,
17-19 juin 2018)

LX^e COSAC
(Vienne,
19-20 novembre
2018)

L'Assemblée
parlementaire de
l'OSCE



Inter-Parliamentary Union
For democracy. For everyone.



LES RELATIONS PUBLIQUES



23

lachambre.be



Élections 26 mai 2019



LA CHAMBRE.BE

Les Membres | La Chambre | Documents | Vous et la Chambre | Publications

La Chambre en ligne

Info | Contenu | Archives | Inscription

Semaine du 15 au 19 juillet 2019

PRÉSIDENCE

France

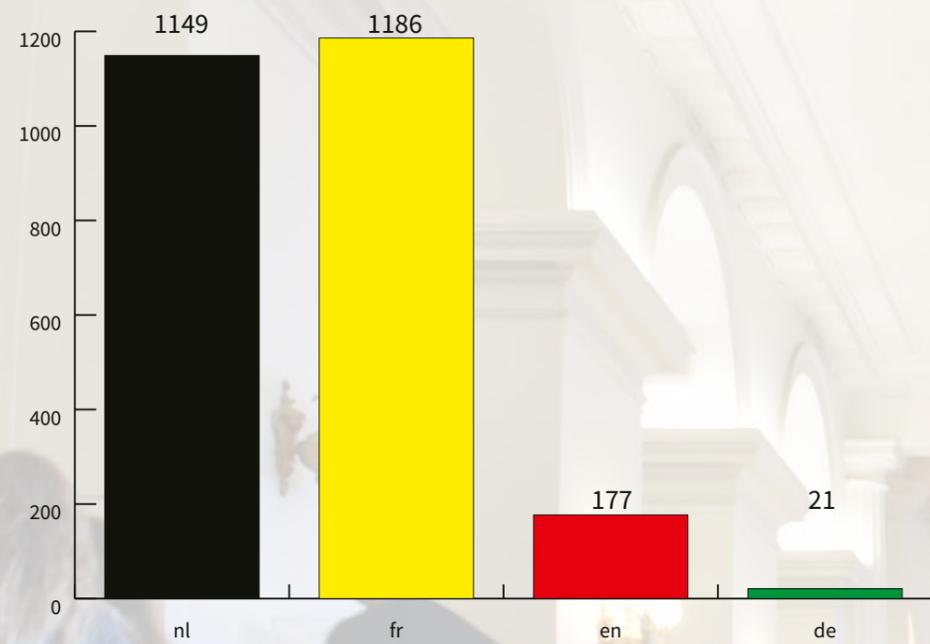
19 juillet 2019 : M. Patrick Dewael, président de la Chambre, a reçu Mme Claude-France Arnould, Ambassadeur de France. [Photos.](#)

SÉANCE PLÉNIÈRE du 18 juillet 2019

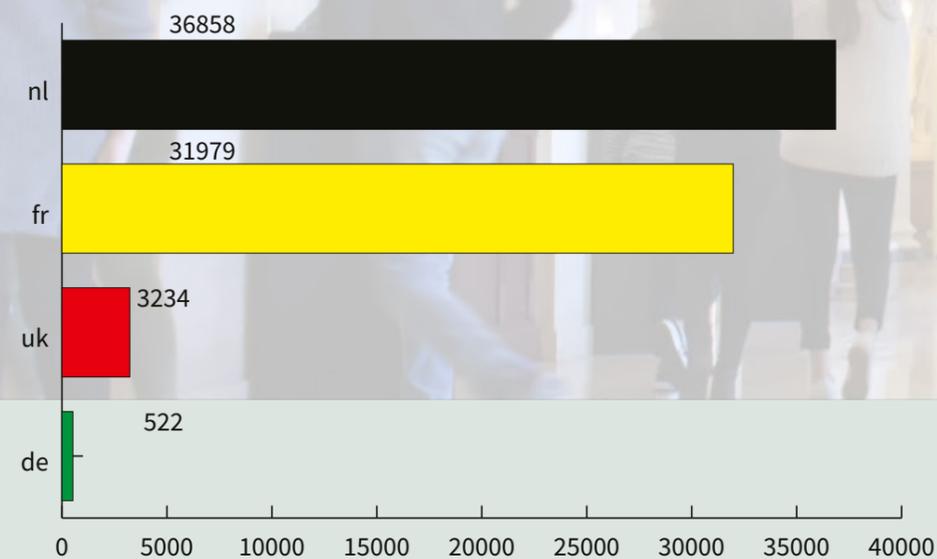




Nombre de groupes de 2017 à 2019



Nombre de visiteurs de 2017 à 2019



Nos guides ont accueilli plus de 72 000 visiteurs pour une visite guidée de la Chambre et du Sénat.





20 octobre 2018

'Place aux enfants': des enfants de 8 à 12 ans font connaissance avec le parlement.

11 novembre 2017 & 2018

Des anciens combattants, des membres d'associations patriotiques et des jeunes commémorent la fin de la Première Guerre mondiale.





4 mai 2018 / 3 mai 2019
Journée de clôture du
parlement de jeunes 'Kras',
organisé par l'asbl Globelink.



21 juillet
Journée portes ouvertes à l'occasion de
la Fête nationale.





22 novembre 2018
Séance académique pour la
commémoration du discours
du trône d'Albert I^{er},
en présence du Roi Philippe.



23 janvier 2018

Commémoration à l'occasion de la Journée internationale en Mémoire des Victimes de la Shoah avec Paul Sobol, survivant des camps de concentration et d'extermination nazis.



8 mai 2018 (& 2019)

Commémoration de la fin de la Seconde Guerre mondiale avec le récit exceptionnel et émouvant de Simon Gronowski et Koenraad Tinel.

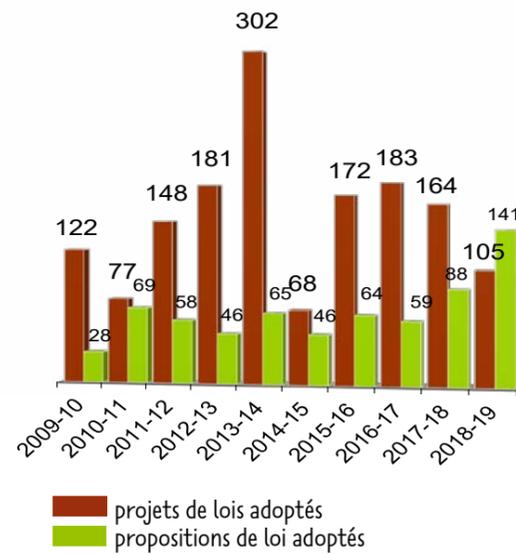
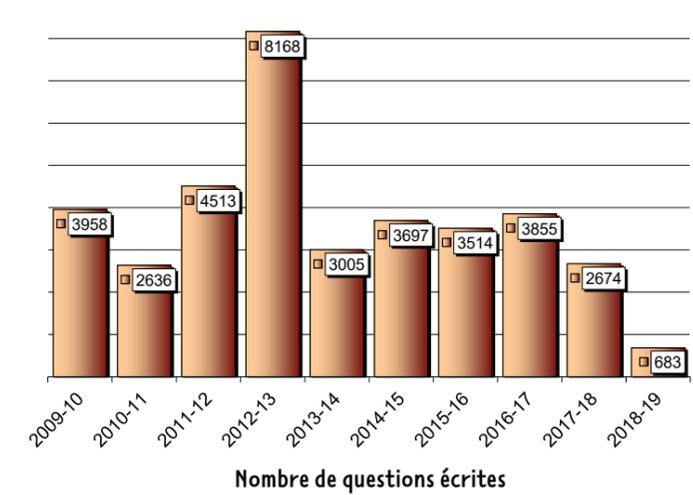
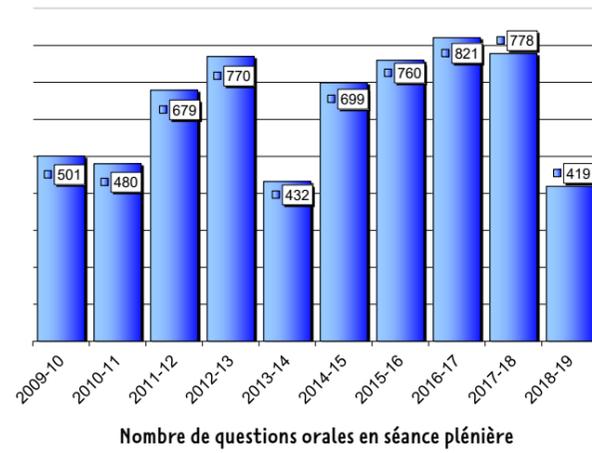
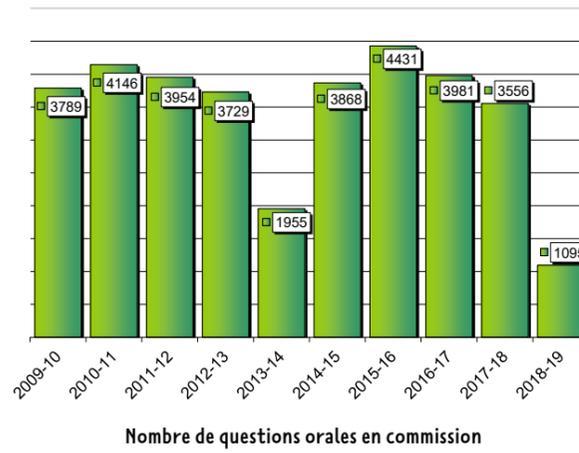
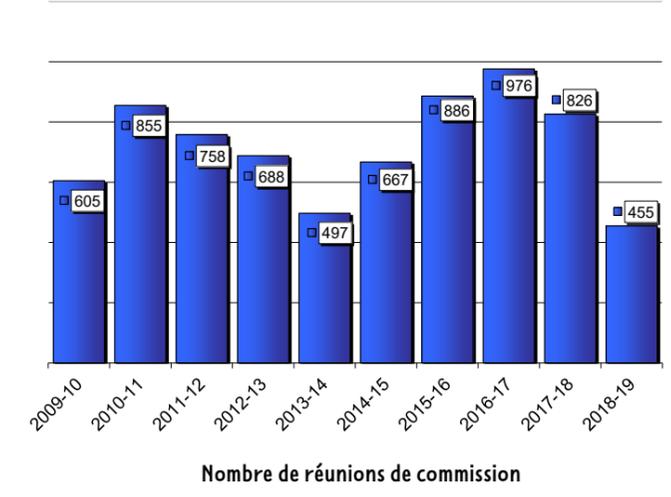
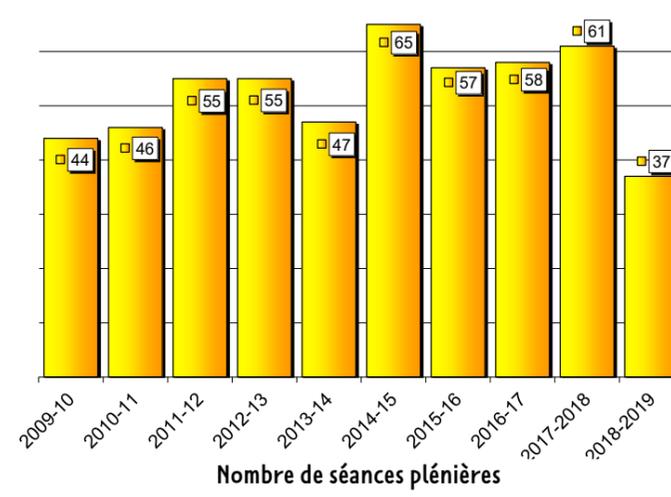
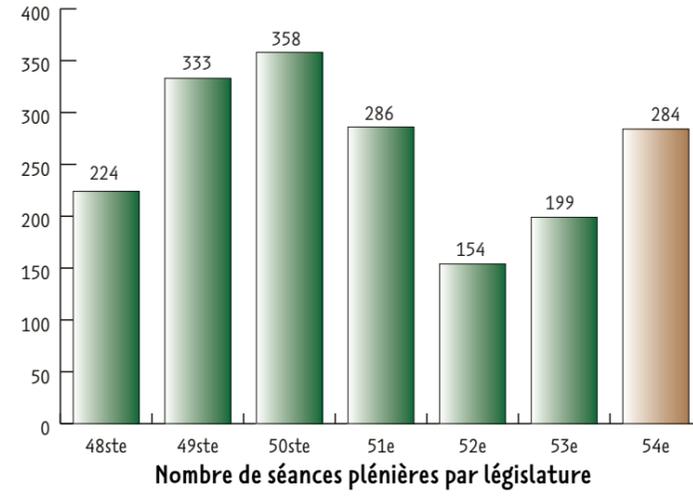
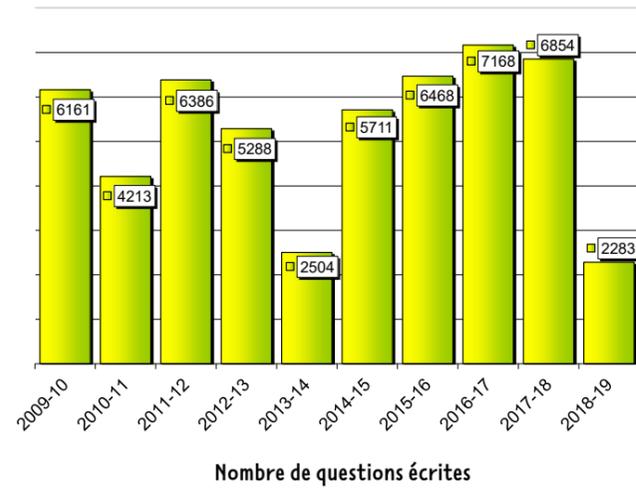


23 janvier 2019

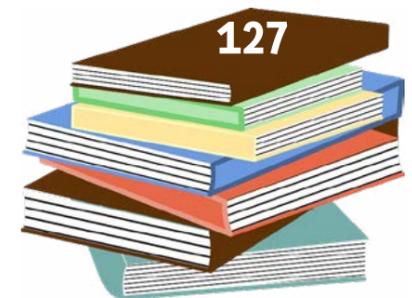
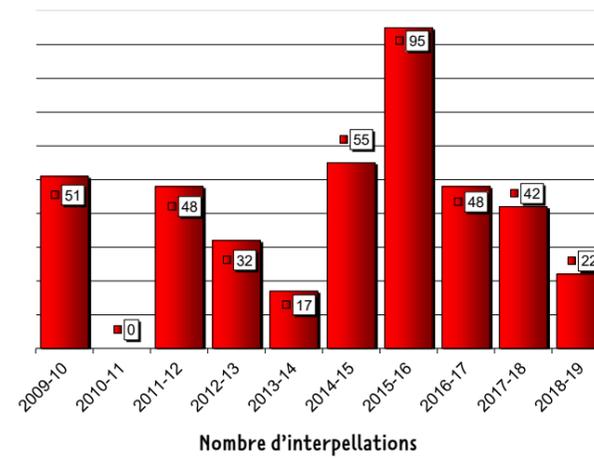
Commémoration à l'occasion
de la Journée internationale
en Mémoire des Victimes
de la Shoah avec, entre
autres, M. François Englert,
lauréat du prix Nobel



LE TRAVAIL LÉGISLATIF EN CHIFFRES



INTERPELLATIONS



127
Nombre de lois obligent des institutions publiques à déposer un rapport à la Chambre (rapport annuel, rapport de fonctionnement ou d'évaluation, rapport d'audit ...).